

octobre

REVUE THÉORIQUE DES COMMUNISTES
MARXISTES - LÉNINISTES DE FRANCE



**les cahiers du
marxisme-leninisme**

**QUELQUES ELEMENTS
SUR LE MOUVEMENT
MARXISTE-LENINISTE
EN FRANCE**

Sommaire

- **De la création des premiers cercles marxistes-léninistes à la constitution du Mouvement Communiste Français en juin 66**..... p. 5
 - La création des premiers cercles et leur coordination au sein de la F.C.M.L.
 - Une rupture inconséquente avec le révisionnisme moderne.
 - Les illusions sur la possibilité d'un redressement du P.«C».F., puis la décision historique de créer un nouveau parti : le Parti Communiste Marxiste-léniniste de France.
 - Le débat concernant l'ennemi principal de la révolution en France : impérialisme U.S. ou impérialisme français.
- **Le Mouvement Communiste Français** p. 17
 - Du Congrès de Lancry jusqu'à Janvier 1967.
 - Le 1er semestre 67 et la conjonction d'objectifs stratégiques flous, marqués par le révisionnisme et des conceptions anarcho-syndicalistes.
- **La naissance de la première période de l'U.J.C.M.L.** p. 25
 - La lutte à l'intérieur de l'U.E.C. et la constitution de l'U.J.C.M.L.
 - Les premiers pas de l'U.J.C.M.L.
- **Le Débat sur la création du Parti et la constitution du P.C.M.L.F.**..... p. 37
 - Les critères avancés pour sa création et la négation des taches de son édification
 - La conception idéaliste de l'U.J.C.M.L. sur la création et l'édification du parti.
 - Pourquoi malgré des justifications erronées la création du P.C.M.L.F. était une mesure indispensable
- **L'U.J.C.M.L. de septembre-octobre 67, à sa liquidation** p. 45
 - Le « Mouvement de Critique » et l'idéologie de « Servir le peuple »,
 - L'établissement, les « Groupes d'établissement », les « Groupes de travail communiste ».
- **De Mai 68 à la scission du groupe droitier** p. 53
 - L'avant-garde M.L. et le Mouvement de Mai 68.
 - La parution de l'Humanité Rouge.
- **L'Avant-garde M.L. d'octobre 70 au printemps 71** p. 65
 - 1ère réponse à la crise : Edifier le Parti.
 - 2ème réponse : le spontanéisme.
 - Victoire de la ligne marxiste-léniniste.
- **L'Humanité Rouge, organisation étrangère au marxisme-léninisme** p. 71
 - D'où vient l'H.R. aujourd'hui.
 - « La fascisation », fondement de la ligne politique de l'H.R.
 - L'attitude à l'égard du parti révisionniste.
 - L'H.R. et la petite bourgeoisie.
 - Quelle « Révolution » nous mijote l'H.R. ?
 - *Annexe* : quelques éléments sur l'attitude de l'H.R. à l'égard des Marxistes-léninistes.

PRÉSENTATION

Octobre entreprend une analyse du mouvement marxiste-léniniste en France qui couvrira les numéros 3/4 et 5.

• Ce numéro d'Octobre (3/4) comprend l'histoire de l'avant-garde marxiste-léniniste depuis la constitution des premières forces marxistes-léninistes jusqu'au printemps 71.

Il comprend d'autre part une étude de l'histoire de l'U.J.C.M.L., organisation qui a joué un certain rôle – notamment chez les étudiants – dans les années 66/68.

Enfin, il aborde la critique des positions de l'Humanité Rouge, organisation profondément imprégnée par l'opportunisme. La critique de ce groupe opportuniste est d'autant plus importante qu'il perpétue, en les accentuant, les erreurs opportunistes qui ont marqué les premiers pas des forces marxistes-léninistes en France, après la rupture incomplète qu'elles ont opérée avec le révisionnisme moderne.

• Le numéro 5 qui suivra la parution de ce numéro double comportera une étude des origines lointaines du mouvement marxiste-léniniste et de la dégénérescence révisionniste du P.« C. »F.

Il comprendra d'autre part une critique des positions des différents groupes qui se réclament du marxisme-léninisme. Il montrera comment la petite-bourgeoisie révolutionnariste s'oppose à l'édification en France d'un puissant parti marxiste-léniniste.

Il développera enfin les perspectives actuelles des marxistes-léninistes pour avancer vers la révolution.

**DE
LA CREATION
DES PREMIERS
CERCLES
MARXISTES-
LENINISTES
A LA
CONSTITUTION
DU MOUVEMENT
COMMUNISTE
FRANÇAIS
EN JUIN 66**

Les premiers cercles et leur coordination dans la Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes (F.C.M.L.)

Avant 1963, un certain nombre de militants du P.« C. »F. avaient déjà eu l'occasion de se révolter contre certains points de la ligne révisionniste : notamment la politique du P.« C. »F. à la libération, son attitude pendant la guerre d'Algérie et d'une manière plus large, vis à vis des luttes des peuples dominés ; ses calomnies et attaques hargneuses contre Staline, sa bureaucratisation, etc.

Néanmoins, ce fut la diffusion en France de la lettre en « 25 Points » (réponse du CC du PCC au CC du PCUS, le 30 mars 1963) ; publiée sous le titre « Propositions concernant la ligne générale du Mouvement Communiste International », puis des textes du « Débat », qui allait précipiter une prise de conscience chez certains d'entre eux, qui allait les amener à comprendre que les différents points de la ligne du P.« C. »F. contre lesquels ils s'étaient insurgés, faisaient partie d'un ensemble. Bref, qu'il s'agissait, non pas de manifestations isolées, d'une suite d'erreurs, mais des différents aspects du Révisionnisme moderne, courant bourgeois au sein du mouvement ouvrier, contre lequel il fallait engager la lutte.

Ainsi donc, c'est la grande controverse au sein du Mouvement Communiste International et la claire démarcation, sur le plan international, entre Marxisme-Léninisme et Révisionnisme, tracée par les Partis Communistes Chinois et Albanais, qui sont à l'origine directe des premières forces M.L., à la fin de l'année 1963.

Le 15 septembre 1963 va paraître le premier numéro du mensuel « Révolution », animé par Jacques Vergès.

L'objectif que se propose « Révolution » est de faire connaître les thèses des camarades chinois. Plusieurs articles contre le révisionnisme moderne, notamment sur la question coloniale, seront publiés.

Mais surtout, vers l'automne 63, commence à se former les premiers cercles M.L. Ainsi en novembre 63, se constitua, au sein du Comité de Marseille des Amitiés Franco-Chinoises, un « Cercle d'Etude et de Documentation », éditant d'ailleurs un bulletin du même nom. Le bulletin n° 1 expose

le but du cercle, qui est :

- « étudier sous toutes ses formes le rayonnement dans le monde de la République Populaire de Chine.
- de réunir une documentation complète sur les différents aspects de ce rayonnement.
- de diffuser, commenter, et analyser les différents documents.
- de répondre à toutes demandes d'information et d'organiser des réunions privées ou publiques à propos des problèmes actuels concernant la République Populaire Chinoise. »

On ne peut comprendre toute l'utilité de cette simple information concernant les positions des camarades de Marseille que lorsque l'on sait avec quelle hargne les dirigeants révisionnistes tentèrent d'étouffer tout débat à l'intérieur du P.« C. »F., bloquèrent toute circulation des textes fondamentaux du P.C.C. et du P.T.A. et s'ingénièrent à déformer systématiquement leurs positions.

Mais les Marxist-Léninistes regroupés dans le cercle d'Etude et de Documentation se rendirent compte rapidement que l'activité de leur cercle et de leur bulletin dépassait largement le cadre d'une association culturelle. Aussi, à partir du numéro 6 (avril-mai 64) fut supprimée toute référence aux A.A.F.C.

En même temps que le Comité de Marseille, ou peu après lui, naquirent d'autres cercles M.L., ceci notamment à Perpignan, Grenoble, Bordeaux, Toulon, Paris, Saint-Sauvournin.

★

La défense des positions M.L. des camarades chinois et albanais, entreprise par ces militants, va provoquer la grande fureur de la direction du P.« C. »F. et un tir de barrage violent de sa part. Tout militant, d'ailleurs, faisant des critiques sérieuses sans être d'accord, pour autant, avec l'ensemble des positions M.L., était susceptible d'être traité de « pro-chinois » et accusé « d'activités fractionnelles ».

Car c'était là le grand argument, en plus de la déformation systématique des faits : s'opposer ou critiquer les décisions et la ligne tracées par le congrès ou le comité central du P.« C. »F., c'était faire oeuvre de « scission ».

Assez rapidement, et ceci dans le cadre de la préparation du XVIIe congrès, le comité central ordonna une série d'expulsions.

Le 18 avril 1964, la Fédération des Bouches du Rhône du P.« C. »F. publiera une mise en garde

(La Marseillaise, 20 avril 64) contre le Cercle d'Etude et de Documentation : « Il organise un véritable travail de scission dans le Parti. Il appelle ouvertement les communistes à s'opposer à la ligne définie démocratiquement par les congrès et le Comité Central du Parti. » D'abord 4, puis 10 camarades à Marseille et dans la région, François Marty, dans les Pyrénées Orientales, d'autres camarades à Bordeaux et à Grenoble furent aussi exclus.

Devant ce processus d'exclusions décidé par la direction du P.« C. »F., les premiers cercles et militants M.L. décidèrent de se regrouper, de se fédérer et de constituer ainsi une nouvelle organisation.

Aussi, au cours du mois de Juillet 64, une dizaine de délégués, représentant 6 cercles, créèrent la « Fédération des Cercles Marxistes Léninistes (F.C.M.L.) ». Le communiqué issu de cette réunion était ainsi rédigé :

« Au cours d'une réunion, tenue en juillet 64, les représentants des Cercles M.L. de Marseille, Aix-en-Provence, Bordeaux, Grenoble et Saint-Sauvournin ont décidé unanimement :

1. la création d'une fédération des cercles M.L.
2. La transformation du bulletin édité par le Cercle de Marseille en « Bulletin de la Fédération », sous le titre « Pour la défense du Marxisme-Léninisme, organe de la F.C.M.L. »

Une résolution politique fut adoptée à la conférence de constitution de la F.C.M.L., en voici la conclusion :

« Aussi les délégués se fixent-ils pour tâche de développer de grands efforts, dans les mois qui viennent pour élaborer une plateforme marxiste-léniniste, conforme aux principes révolutionnaires des déclarations du Mouvement Communiste et Ouvrier International et adaptée à la situation française.

Devant la gravité de la situation, tant intérieure, qu'extérieure, les délégués qui n'ont rien à voir avec les groupuscules trotskystes et autres et condamnent catégoriquement leurs agissements anti-parti, appellent tous leurs camarades à lutter contre la dégénérescence révisionniste. »

Comme on peut le voir, ce texte, ainsi que d'autres de cette période, montre clairement que les M.L., provenant dans leur majorité du P.« C. »F., gardaient encore quelques espoirs de redressement du « vieux parti ». Nous verrons cela plus en détail.

Avec la création de la F.C.M.L. une première étape d'organisation était franchie. Néanmoins, malgré les tentatives de rapprochement, l'unité ne put se

Qui est François MARTY ?

Le 1er octobre 1926, jeune instituteur de 22 ans, il est nommé au village minier de Velmanya. Un mois après il commence sa vie de militant communiste à la cellule locale avec les ouvriers mineurs de la mine de fer de « La Pinouse ».

De 1934 à 1939, au bureau régional des Pyrénées-Orientales, il prend une part très active à l'organisation des Comités Amsterdam - Pleyel contre la guerre et le fascisme, à la direction des manifestations populaires qui aboutissent à la formation du Front Populaire et en juillet

de guerre derrière l'écran de fumée des négociations pour le désarmement général.

Dès 1962 il se range du côté des marxistes - léninistes et accomplit un voyage d'information en Albanie en août 1963. A son retour, avec sa compagne Suzanne Marty, il prend publiquement position contre le renégat Khrouchtchev et subit le premier assaut des Khrouchtcheviens le 5 octobre 1963. Mais la quasi unanimité de sa cellule se range de son côté, rejette la demande d'exclusion et refuse de « condamner les dirigeants du P.C.C. »

Continuant une lutte inter-né acharnée il dénonce les mensonges antichinois de la Résolution du C.C. du 6 octobre 1963 devant le Comité de section de Vinça, devant sa cellule, en présence de deux secrétaires fédéraux et devant la conférence de section.

Cette attitude courageuse lui vaut une deuxième demande d'exclusion refusée à l'unanimité par sa cellule le 15 avril 64.

Du 26 juillet au 11 août 1964, il participe à la 10e conférence mondiale anti atomique de Tokyo et y intervient, au nom de la délégation française pour dénoncer la duperie du traité de Moscou et soutenir les propositions de désarmement nucléaire publiées par le gouvernement chinois en août 1963.

Avant de retourner en France, il fait un séjour de dix-huit jours en Chine populaire, puis le 15 octobre 1964 il intervient au Conseil national du Mouvement de la Paix, fief des révisionnistes khrouchtcheviens.

Devant l'évidence de la carence du Traité de Moscou à arrêter la course aux armements nucléaires, il propose que le Conseil mondial organise une campagne mondiale pour l'interdiction de l'usage des armes atomiques et dénonce les préparatifs de guerre de l'impérialisme américain. Mais la majorité du Conseil national refuse même de prendre acte des propositions du gouvernement chinois pour une conférence au sommet de tous les gouvernements du monde en vue du désarmement nucléaire.

A la suite de cette intervention, l'exclusion de François et Suzanne Marty est demandée une troisième fois. Elle est à nouveau rejetée, mais le 12 décembre dernier, Fernand Clavaud, membre du Comité central, réussit enfin l'opération en convoquant séparément quatre adhérents sur les quinze que compte la cellule de Velmanya-Baillastav.

C'est ainsi que l'exclusion du camarade François Marty a été obtenue dans les conditions les plus antistatutaires et antidémocratiques, « ratifiée » en 2 jours par le Comité de section, le Comité fédéral et le Comité Central, et rendue publique le 18 décembre 1964 dans la première page du « Travailleur Catalan », hebdomadaire du parti qu'il avait fondé en 1936.

Et cette vilaine besogne s'est effectuée sous le couvert d'un groupe scissionniste qui a usurpé le nom de la cellule de Velmanya où trente-huit ans auparavant notre camarade avait commencé à militer.

Tel est le dernier exploit (!) connu des enragés français du khrouchtchevisme.



(Photo "Humanité-Nouvelle")

En 1936 il fonde le « Travailleur Catalan » dont il est le responsable jusqu'en 1939.

Déplacé d'office dans le département de l'Aveyron par le gouvernement collaborateur de Pétain à sa démobilisation en juillet 1940, il n'en continue pas moins à réorganiser le Parti dissous, puis à fonder un maquis F.T.P.F. dans la région de Villefranche-de-Rouergue, où en 43-44, il commande une école militaire d'officier F.T.P. sous le pseudonyme de commandant Quinta.

Les combats de la Libération le trouvent à la tête d'un bataillon F.T.P.F. dans le département de l'Aude, sous le pseudonyme de commandant Bourgat, cette fois il libère à partir du 15 août 1944 Quillan, Couiza, Espérazza, Limoux et Carcassonne.

Démobilisé en juillet 1945, il se remet à la disposition du parti qui le charge d'organiser d'abord l'A.R.A.C. dans les Pyrénées-Orientales, puis le Mouvement de la Paix dont il devient le secrétaire départemental.

C'est au sein du Conseil national du Mouvement de la Paix qu'il se rend compte de la malhaisance des révisionnistes khrouchtcheviens partisans de l'entente avec les impérialistes américains qui masquent leurs agressions et leurs préparatifs

Ecoutez chaque soir >

RADIO - PEKIN
dans les bandes des 31, 41, 42, 48 et 49 mètres (ondes courtes) de 20 h. 30 à 21 h. 30 et de 22 h. 30 à 23 h. 30

RADIO - TIRANA
dans les bandes de 31, 42 mètres (ondes courtes) 275 (ondes moyennes) de 19 h. à 19 h. 30 et de 22 h. à 22 h. 30

faire avec un cercle de la région parisienne : le cercle de Clichy.

Ce cercle se forma vers la fin de 1963 et édita un bulletin à partir de janvier 64 : « Le bulletin d'information marxiste-léniniste ». C'est ce cercle-là, animé par Beaulieu, qui créa par la suite le Centre Marxiste-Léniniste de France (C.M.L.F.).

Comme on le sait, cette organisation se révéla progressivement comme une organisation provocatrice, entrant entièrement dans les projets des révisionnistes modernes, à tel point que l'on peut se demander si elle n'a pas été créée directement par eux. Sa direction fut toujours en étroite relation avec Grippa, agent révisionniste qui devait prendre ouvertement parti contre la Révolution Culturelle et MAO TSE-TOUNG en 67 et pour Liou Chao-Chi et qui tenta de chapeauter les premières organisations M.L. en Europe.

D'autre part, au nom de la lutte contre l'impérialisme U.S., ennemi n° 1 de tous les peuples du monde, le C.M.L.F. prêcha la constitution, en France, d'un front uni englobant la bourgeoisie et appela ouvertement à voter pour De Gaulle en décembre 1965, à la grande joie des dirigeants révisionnistes.

Bien évidemment, à l'époque où l'on est, la nature provocatrice et les véritables desseins du cercle de Clichy, ne pouvaient pas apparaître en pleine lumière.

Dans les discussions qui eurent lieu à Saint-Savernin, au début de 1964, avec le cercle de Clichy, les désaccords portèrent surtout sur la forme à donner à l'organisation M.L. Beaulieu précha la création de deux zones en France, dont la première (le Nord) serait contrôlée, en fait, par lui (et Grippa) et la deuxième (le Sud) par le cercle de Marseille.

Ce qui fut déterminant dans la rupture à cette époque (et donc dans le fait que le cercle de Clichy resta en dehors de la F.C.M.L.), c'est la soumission de ce cercle à Jacques Grippa qui entendait diriger l'ensemble du mouvement M.L. en Europe.

A posteriori — car les divergences restèrent secrètes un certain temps — le Mouvement Communiste Français raconta son premier voyage en Belgique :

« Une délégation composée de cinq de nos camarades avait demandé à rencontrer le dirigeant de ce parti, Jacques Grippa, à Bruxelles, reçue au siège de la Voix du Peuple (. . .). Cette délégation s'était trouvée placée sans son agrément, en présence de représentants du groupe provocateur dit C.M.L.F. (. . .) Grippa entendant nous forcer la main pour réaliser « l'unité » avec ces gens, dont nous savions déjà qu'ils pouvaient représenter n'importe quoi, sauf le Marxisme-Léninisme. Bien entendu, notre

délégation ne se soumit à aucune des intentions du Parti Communiste de Belgique. »

Dès la constitution de la F.C.M.-L., un certain nombre de cercles ou de groupes marxistes-léninistes, antérieurement formés, prirent contact et se rallièrent à la fédération, dès la fin 64.

Il s'agit notamment d'un cercle essentiellement étudiant (« Drapeau Rouge ») sur Paris, du « cercle de Paris » autour de Régis Bergeron (qui fut rédacteur en chef adjoint de « France Nouvelle » jusqu'à l'automne 63), ainsi que du cercle de Tours.

Au début 65, 6 mois après la constitution de la F.C.M.L., fut décidée la création d'un mensuel à l'échelle nationale. En février 1965 sortit le premier numéro de « L'Humanité Nouvelle », 22 numéros furent édités en « mensuel », c'est-à-dire jusqu'à la transformation après le congrès de Lancry, en hebdomadaire.

L'« Humanité Nouvelle » — alors que les militants en rupture d'avec le révisionnisme étaient dispersés — joua un rôle très important dans le regroupement de ces forces et dans l'apparition d'une force vis à vis du révisionnisme moderne.

Une rupture inconséquente avec le révisionnisme moderne

Comme nous l'avons vu, la constitution des premières forces M.L. en France a été le fait, pour l'essentiel, de membres du « vieux parti » révisionniste qui s'étaient révoltés contre certains aspects de la ligne du P.« C. »F. et que le débat dans le Mouvement Communiste International avait véritablement éclairés. Comme nous l'avons vu aussi, la lutte anti-révionniste à l'intérieur du P.« C. »F. a été menée par ces militants avec esprit de suite et avec la volonté de convaincre le maximum de camarades et ceci jusqu'à ce que le Comité Central du P.« C. »F. obtienne leur exclusion.

Il s'agit donc, de la part de ces militants, d'une rupture sans équivoque, exprimant une claire volonté de démarcation et de lutte contre le révisionnisme moderne. Mais est-ce que, pour autant, cette rupture fut complète, conséquente sur le plan politique, sans aucune illusion sur l'ennemi contre lequel ces camarades se dressaient ?

Certainement pas !

Comme les Marxistes-Léninistes ont eu maintes fois l'occasion de le dire, la rupture opérée par les premières forces fut une **rupture fragmentaire**. Et cela est parfaitement normal. Le seul « trésor » que possédaient les premiers militants M.L., c'était les principes universels du Marxisme-Léninisme, les propositions générales contenues dans la lettre en 25 Points des camarades chinois.

Or, de la **simple reconnaissance de ces principes**, à leur **application effective** dans les conditions de la lutte des classes en France, pour répondre au problème de la Révolution en France, il y avait un fossé énorme.

Et dans ce fossé, sur chaque question précise et concrète concernant l'analyse de classe en France, les rapports de classe, les tâches révolutionnaires du Proletariat en France, pouvait se glisser toutes sortes d'opportunismes, de positions et de conceptions portant la marque du révisionnisme moderne.

Que l'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas de remettre en cause — malgré ce que laissent entendre des calomniateurs intéressés — tels ou tels militants issus du P.« C. » F. et qui auraient amené au sein du mouvement M.L. naissant des idées marquées par le révisionnisme moderne.

Quand on examine le caractère inconséquent de la rupture introduite par les premières forces M.L., ce que l'on doit avoir en vue c'est le **poids de l'idéologie révisionniste** à cette époque. C'est le fait que pendant des dizaines d'années, le révisionnisme moderne a **dominé sans partage, sans contestation organisée** le mouvement ouvrier, qu'il a, pendant des années, façonné les mentalités, répandu et incrusté ses conceptions réformistes ; désappris à penser en termes de lutte de classes, de dictature d'une classe sur une autre ; forgé et martelé ses dogmes opportunistes. Comment donc s'étonner, alors que l'analyse de classe M.L. n'est pas encore engagée, alors que l'assimilation du marxisme-léninisme en est à son tout début dans le mouvement révolutionnaire naissant, que ces dogmes opportunistes ne trouvent pas mille pores par lesquels pénétrer ?

En fait, comme nous avons eu de multiples fois l'occasion de le dire, l'histoire du mouvement M.L. à sa naissance est nécessairement en même temps l'histoire de sa lutte pour se dégager de l'influence de l'idéologie révisionniste et de ses dogmes opportunistes.

★

Le poids des origines des premières forces M.L., nous le trouvons d'abord dans la manière avec laquelle sont analysés le développement et les manifestations du révisionnisme moderne en France.

Les appréciations erronées sur l'histoire du P.« C. » F. — dont on considère qu'il a commencé à dégénérer en 56 — ; sur les **causes de cette dégénérescence** — que l'on attribue à la trahison du noyau dirigeant — ; sur la **ligne politique des révisionnistes elle-même** — qu'on tend à limiter à l'alliance au sommet avec les « socialistes » — ; sur la **possibilité pour le P.« C. » F. de se ressaisir**, ou tout au moins de lui arracher des pans entiers de son organisation ; sont autant de signes d'une compréhension encore très largement superficielle du phénomène du révisionnisme moderne.

Examinons ces illusions plus en détails : citons par exemple, concernant l'histoire du P.« C. » F., l'appréciation donnée par le « **projet de plate-forme M.L. française** » de mai 1965 :

« Sans doute, des erreurs plus anciennes ont-elles masqué la ligne politique suivie en France depuis la naissance du Parti Communiste, qui pourraient expliquer la grave croissance du révisionnisme à partir du moment où, sur le plan international, sont apparues des conditions historiques nouvelles permettant le développement de cette déviation du Mouvement Communiste International ; mais c'est surtout à partir de 56 que telle une maladie sournoise et progressive, le révisionnisme a gangréné le Parti de la classe ouvrière française, atteignant peu à peu tous ses organes et influant gravement sur la ligne politique sur les plans international et national, ainsi que sur ses formes pratiques d'organisation. »

Ce point de vue a constamment été défendu par la suite au congrès de Lancry, puis de Puyricard.

Ce qu'il y a d'erronné dans une telle appréciation, c'est que l'on se laisse prendre aux apparences, aux luttes parfois violentes que le P.« C. » F. a pu impulser au lendemain de la guerre (par exemple les manifestations contre Ridgway en 52), mais on laisse de côté l'essentiel : l'abandon et le rejet de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, le fait que l'organisation de tel ou tel « coup de boutoir » pour répondre à la volonté de lutte des masses, peut très bien coexister avec une ligne complètement réformiste et bourgeoise de « conquête parlementaire » des pouvoirs. On ne voit pas que :

- Dès avant 45, le P.« C. » F. n'avait jamais pu réellement se dégager des tendances social-démocrates existantes à son début, qu'il n'avait jamais su réellement armer, éduquer et organiser le prolétariat pour la Révolution socialiste et transformer en réel mouvement révolutionnaire la poussée des masses dans les années 30.

- Dès 45, le P.« C. » F. fut complètement dominé par l'idéologie bourgeoise et définit une **ligne totalement révisionniste** (apportant aussi, faut-il le souligner, une aide précieuse à la bourgeoisie pour reconstituer son appareil d'Etat, passablement

décrépi, à la direction, ainsi que son économie). (Voir « Octobre » n° 1).

• La mort de Staline et le XXe congrès du P.C.U.S., loin de marquer le début de la dégénérescence du P.« C. »F., marqua le point de non-retour, la suppression de toutes les causes extérieures qui auraient pu contribuer au redressement du P.« C. »F., le moment où fut tranchée définitivement la lutte entre les deux voies, au sein du P.« C. »F., au profit de la ligne bourgeoise réactionnaire.

Cette analyse erronée de l'histoire de la dégénérescence du P.« C. »F. allait de pair avec une appréciation erronée, extrêmement unilatérale des causes qui avaient entamé cette dégénérescence.

Le pourquoi de la transformation du P.« C. »F. en parti révisionniste bourgeois fut cherché avant tout dans la trahison de son noyau dirigeant qui s'était « bureaucratisé », progressivement coupé des masses, qui avait abandonné tout esprit révolutionnaire pour s'inféoder à la bourgeoisie.

Ce qui était nié, dans cette appréciation, c'est le révisionnisme moderne comme un phénomène qui a des bases sociales et historiques. Les attaches du révisionnisme moderne avec un certain stade de capitalisme, son stade pourrissant, parasitaire : L'Impérialisme, qui entraîne nécessairement la corruption d'une partie de la classe ouvrière (L'aristocratie ouvrière). Le rôle qu'a pu jouer — dans le renforcement des courants bourgeois réformistes — le développement « relativement pacifique », pendant des dizaines d'années, du mouvement ouvrier, dans le cadre de la « démocratie bourgeoise » et parlementaire ; le poids de la petite bourgeoisie — notamment dans les campagnes — sur la ligne et l'activité du Parti qui avait pour tâche de défendre les intérêts historiques du prolétariat. Tout cela n'était pas vu ou singulièrement restreint. Le point de mire — du point de vue des explications sur la dégénérescence du P.« C. »F. — fut sa direction qui s'était inféodée, pour ne pas dire vendue, à la bourgeoisie.

★

Aussi la dénonciation de la ligne révisionniste et bourgeoise du P.« C. »F. passa souvent au second plan — mais pas toujours — au profit d'attaques virulentes sur la bureaucratisation du P.« C. »F., son appareil de permanents (« Les Permanents ? — au charbon ! » titrait le n° 8 de l'H.N.), sa direction bourgeoise, etc. Une grande importance fut accordée à la critique de la dégénérescence organisationnelle du P.« C. »F.

Pour ce qui est de la critique même de la ligne révisionniste, il faut souligner deux choses :

10

Certes la F.C.M.L. reprenant les thèses fondamentales des camarades chinois, mena la lutte contre les mythes de la voie parlementaire, le passage pacifique, etc. Mais en fait, le fer de lance de la critique du révisionnisme moderne et de la ligne du P.« C. »F. se porta sur la question de l'alliance au sommet avec les sociaux-démocrates. Certes, il était tout à fait nécessaire, à l'époque, d'utiliser le juste dégoût d'un certain nombre de militants du P.« C. »F. vis à vis des tentatives du P.« C. »F. de conclure une alliance avec les vieilles charognes de la social-démocratie ; mais il fallait que cette dénonciation des « compromissions » du P.« C. »F. soit rattachée étroitement à ce qui est le fond même de sa ligne : le refus de la Révolution Proletarienne armée et de la Dictature du Proletariat.

En privilégiant l'aspect « alliance » avec les chefs « socialistes », la lutte contre le révisionnisme moderne, contre la ligne contre-révolutionnaire du P.« C. »F., apparaissait comme une lutte dérivée, une lutte dépendante de la dénonciation de la « fausse-gauche ». En fait, une grande activité fut dépensée pour attaquer des formations et des « personnages » déjà passablement discrédités, ce qui aboutissait à émasculer la critique même du révisionnisme moderne et de son rôle en tant que principal agent, principal soutien de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière.

Cette vision unilatérale de la ligne du P.« C. »F., mettant en avant surtout l'aspect alliance avec les vieilles charognes de la social-démocratie (et minimisant ainsi la critique du fond-même de l'idéologie et de la politique révisionniste : le refus de la Révolution Proletarienne, violente, armée) devait se retrouver :

- Dans la définition d'objectifs stratégiques au Proletariat, mal délimités de ceux avancés par les révisionnistes modernes eux-mêmes (« Un grand mouvement populaire », etc.).
- Dans le développement de conceptions et de tendances anarcho-sindicalistes en réaction contre le parlementarisme.

Les illusions sur un redressement interne du P« C »F ; la décision historique de créer un nouveau parti

Au début les militants regroupés dans les cercles M.L. gardaient l'espoir d'un ressaisissement du « vieux Parti », comme ils l'appelaient. La sous-

estimation de l'idéologie révisionniste, du poids de toutes les illusions réformistes répandues des années durant, de l'ancienneté de la dégénérescence du P.« C. »F., ainsi d'ailleurs que du changement dans la base sociale qui s'était opéré progressivement avec la transformation du P.« C. »F. en simple parti parlementaire, tout cela est à l'origine des illusions selon lesquelles de nombreux membres du P.« C. »F., attachés sincèrement à l'idéal révolutionnaire, et « communistes » malgré les errements de leur direction, seraient capables de prendre position sur une explication juste des erreurs, des fautes et des déviations du « Parti » ; la base du P.« C. »F. étant encore « saine » et « communiste », il suffisait en quelque sorte de « l'éclairer », de lui montrer la vérité, pour qu'elle se reprenne, dissipe ses illusions et engage la lutte contre les chefs révisionnistes.

Voilà, par exemple, comment le « projet de plateforme M.L. française » s'exprimait sur ce point :

« Nous sommes convaincus que la base du P.« C. »F. constituée par les militants les plus actifs et avec une conscience de classe élevée, ne se laissera pas corrompre par la démagogie et l'opportunisme des révisionnistes. Elle reste dans son ensemble une force saine attachée au M.L. et potentiellement révolutionnaire. Il doit être clair que si une telle force ne s'est manifestée que très partiellement, c'est qu'il a manqué, jusqu'à présent, une organisation véritablement révolutionnaire capable de la mobiliser pour une action décisive contre la classe et la dictature bourgeoise. »

Aussi pendant toute une période, la question du Parti — la question de savoir s'il était possible de « redresser » le « vieux parti » en mobilisant la base et en évinçant les dirigeants révisionnistes ou, tout au moins, de détacher des pans entiers du P.« C. »F. ou bien alors de créer de toute pièce un nouveau parti — ne fut pas résolue. Elle ne le fut et d'une manière juste qu'au moment de la préparation du congrès de Lancry (février 1966).

Voilà, par exemple, ce que déclarait Jurquet dans le n° 1 de l'Humanité Nouvelle, en février 1965 :

« S'agit-il de créer un nouveau parti communiste ? S'agit-il de renverser la direction actuelle du parti révisionniste français ? S'agit-il d'une lutte développée à l'intérieur du parti existant ou les deux à la fois ?

A l'époque actuelle, l'essentiel est d'affirmer notre objectif tactique : l'existence en France d'un parti communiste fondant authentiquement son action sur les principes marxistes-léninistes. »

Et dans le numéro 7, en août 1965 :

« C'est avec le vieux parti débarrassé de sa direc-

tion et de son appareil révisionniste ou, celui-ci s'étant définitivement coupé des masses, par le moyen d'un nouveau parti, que nous atteindrons notre premier objectif : l'existence en France d'un Parti Communiste fondant authentiquement son action sur les principes M.L. »

Il ne s'agissait pas là, bien évidemment, de positions personnelles, mais de positions existantes dans l'ensemble de la F.C.M.L. Voilà, par exemple, ce que répondait aux attaques des révisionnistes un camarade de Châteaudun :

« Salir le Parti ? Camarade, est-ce salir le Parti que de vouloir y faire le ménage ? Nous voulons garder le Parti, notre but n'est pas d'en créer un nouveau, mais nous pensons qu'il a besoin d'un bon coup de torchon. Certains s'attachent à le nettoyer de l'extérieur, d'autres de l'intérieur. »

Et plus loin :

« Après avoir brandi toutes ces menaces, vous nous proposez de rediscuter. Pour l'instant, pourquoi faire ? Nous espérons qu'un jour, que nous souhaitons proche, ce sera possible. Car le mouvement communiste sera réunifié, le P.C.U.S. et les partis qui le suivent auront reconnu leurs erreurs et seront à nouveau aux côtés du P.C.C. ! Alors nous n'aurons même plus besoin de rediscuter, vous verrez, ça ira tout seul et nous pourrons à nouveau travailler dans le même parti. Mais avant, il y a cette lutte anti-révisionniste à mener (il faut aider l'histoire à avancer). Les trompeurs reconnaîtront leurs erreurs ou disparaîtront. Les troupes ouvriront les yeux.

Alors, nous pourrons marcher ensemble vers le socialisme, le communisme, ce sera beau, nous aurons mis les exploités au tombeau. Sans rancune et bien fraternellement. »

Mais petit à petit, la vie elle-même démystifia l'illusion concernant la possibilité d'un redressement interne ou même d'une scission de masse à l'intérieur du P.« C. »F. D'une part les dirigeants révisionnistes, comme nous l'avons vu, empêchèrent violemment toute possibilité de débat et procédèrent à l'isolement et à l'exclusion systématique de tout militant suspect d'être « pro-chinois » (selon leur jargon). D'autre part, les militants M.L. durent se rendre à l'évidence et constater les succès, forcément limités qu'ils remportèrent avant de se faire exclure.

Aussi, à partir de juin 66, un pas important était franchi. C'est François Marty, au nom de la F.C.M.L., dans le numéro 19 de l'H.N., qui devait l'annoncer en « demandant instamment à tous les communistes d'abandonner leurs positions attentistes et un attachement sentimental à un parti que ses dirigeants ont transformé en une organisation

électorale petite-bourgeoise. » Et Jurquet, dans le rapport politique présenté au congrès de Lancry devait déclarer nettement :

« Il est historiquement prouvé, maintenant, que la dégénérescence idéologique, politique et organique du Parti révisionniste ne permettra pas le redressement interne. C'est le même phénomène qu'à l'époque de Kautsky et Bernstein, lorsque Lénine combattit le révisionnisme de la vieille social-démocratie.

Pour aller de l'avant, regrouper les militants décidés et sincères, il faut un nouveau parti. Aucune autre possibilité n'est offerte au prolétariat français, même si cette réalité leur procure quelques désillusions.

Le Parti Communiste Français est devenu un parti social-démocrate, le P.C.F. n'est plus un parti ouvrier de type léniniste. Aussi l'impérieuse exigence de notre lutte est-elle de reconstruire un tel parti. »

Le débat sur l'ennemi principal en France : Impérialisme U.S. ou Impérialisme français ?

Si la Fédération des Cercles fut amenée à résoudre d'une manière juste le problème crucial de la nécessité d'un nouveau parti, elle eût aussi à trancher très pratiquement la question tout aussi décisive de l'ennemi de la Révolution en France : Impérialisme U.S. ou Impérialisme français.

C'est à l'occasion des élections présidentielles de décembre 1965, que se posa ce problème d'une manière aiguë et que s'opposèrent deux positions : celle de la F.C.M.L. et celle du groupe de Beaulieu-Grippa, qui se révéla de plus en plus comme une antenne provocatrice au service des révisionnistes modernes.

Nous verrons successivement :

- Les positions du « Centre Marxiste-Léniniste de France », et les leçons à en tirer,
- La juste position de principe de la F.C.M.L. sur l'ennemi de notre révolution.

Les positions provocatrices du pseudo « C.M.L.F. »

Revenons donc au cercle de Clichy avec lequel, nous l'avons vu, n'avait pas pu se faire l'unité au sein de la F.C.M.L., du fait de divergences en apparence de simple organisation :

Aux camarades (qui fondèrent la F.C.M.L.) qui défendirent la conception d'une organisation unique en France, ayant une même direction, Beaulieu opposait le principe de la création de deux zones (une zone sud et une zone nord).

Mais comme cela devait se révéler très clairement par la suite, cette simple divergence d'organisation recouvrait ni plus ni moins la volonté du groupe Grippa-Beaulieu d'établir leur emprise sur une partie du mouvement M.L., naissant en France, et de se donner ainsi les moyens de contrecarrer l'édification d'un authentique parti M.L. dans notre pays.

Après l'échec de sa tentative et la création de la F.C.M.L., le cercle de Clichy continua l'édition de son bulletin et le 18 mai 1965 se constitua un pseudo « Centre Marxiste-Léniniste de France » (C.M.L.F.) dans le but évident de faire pièce à la F.C.M.L.

Assez rapidement apparurent dans le bulletin du cercle de Clichy puis du « C.M.L.F. » un certain nombre de thèses qui tendaient à privilégier, à mettre en avant dans la politique gaulliste, sa politique internationale, ses « aspects positifs » de résistance aux tentatives d'hégémonie de l'impérialisme U.S.

C'est ainsi que dès le début 65, le groupe Beaulieu commença à poser les jalons pour le mot d'ordre de « Front Uni National » en suggérant une « communauté d'intérêt » entre les masses populaires et la bourgeoisie française, face à l'impérialisme U.S.

Rendant compte de la conférence de presse de De Gaulle, le bulletin n° 10 (février 65) commence à dévoiler ce qui va devenir le mot d'ordre fondamental du groupe dans les mois à venir :

« Ce n'est que dans la mesure où les monopoles français veulent lutter et luttent objectivement contre le contrôle et l'influence économique et politique des U.S.A. dans leurs « propres domaines » et pour conquérir de nouvelles sources de matières premières et de nouveaux marchés dans les secteurs jusque là chasse-gardée de l'impérialisme américain, que la classe ouvrière et les monopoles, en France, ont un ennemi commun : l'impérialisme U.S. »

Mais ce n'est qu'au moment des élections présidentielles où le C.M.L.F. appelle à voter De Gaulle (représentant de la « bourgeoisie nationale ») contre Mitterrand (représentant les intérêts de l'impérialisme U.S.) que ce groupe provocateur lança clairement le mot d'ordre de Front-Uni National contre l'impérialisme U.S. dans un texte intitulé : « **Conquérir l'indépendance nationale est devenu la question principale** » (bulletin d'information M.L. N° 15 - décembre 65).

Nous citerons les extraits principaux de ce texte :

« Aux partis prolétariens des pays capitalistes et impérialistes se pose à l'heure actuelle une tâche primordiale : brandir le drapeau de la lutte contre l'impérialisme américain et réunir autour d'eux toutes les forces patriotiques anti-U.S.A., pour mener une lutte résolue contre l'impérialisme U.S. et ses laquais. Dans cette lutte, plus ils concentreront leurs coups contre la force la plus réactionnaire, plus ils peuvent rallier les forces intermédiaires et aussi développer les forces révolutionnaires.

Les contradictions inter-impérialistes qui opposent la fraction du capitalisme monopoliste d'Etat français sous contrôle national, actuellement au pouvoir et représentée par de Gaulle, à l'impérialisme américain et ses laquais en France, la fraction du capitalisme monopoliste de France sous contrôle américain et représentée par diverses forces réactionnaires, dont la S.F.I.O. et Mitterrand, ont pris un caractère extrêmement important qui dépasse le seul intérêt national français. Ainsi que l'ont dit les camarades chinois, les contradictions ont pris un caractère planétaire. Dans ces conditions, la lutte pour l'indépendance nationale est devenue la question principale à laquelle sont désormais subordonnés tout progrès social et tout essor de la démocratie.

Le coup principal que peut porter le peuple français à l'impérialisme américain, à l'heure actuelle, consiste à reconquérir notre indépendance nationale totale. . . Les Marxistes-léninistes ne craignent pas de dire que le gouvernement capitaliste actuel et notre pays, ainsi que le peuple ont un ennemi commun : l'impérialisme américain.

Tout faire pour que le candidat pro-américain Mitterrand, et les autres, à la présidence de la République soient battus, le 5 décembre, est une nécessité absolue immédiate.

En ce qui concerne la ligne stratégique et la tactique proposées par le C.M.L.F. pour l'avenir, nous somme également précis : nous appelons le peuple français et, en premier lieu, la classe ouvrière à lutter dans la perspective d'un Front Uni National contre l'impérialisme U.S. Le Front Uni National devra regrouper, sous la direction de l'avant-garde du prolétariat, le Parti Communiste, qui doit être reconstitué, toutes les forces favorables à l'indépendance nationale ».

Les prises de position du pseudo « C.M.L.F. » aidèrent considérablement les révisionnistes modernes à mener leur campagne de calomnies contre les « pro-chinois », agents de la bourgeoisie, etc.

Le lendemain de la publication du communiqué du « C.M.L.F. » à voter De Gaulle (10 décembre 65), l'Humanité fit paraître un article intitulé : « Ils se démasquent définitivement », amalgamant le « C.M.L.F. » et la Fédération des Cercles M.L., en mettant en cause des « soi-disant cercles M.L. pro-chinois ».

Par ailleurs la bourgeoisie — par sa presse — n'allait

pas manquer de faire état de divergences dans le mouvement M.L.

Mais, comme on l'a vu plus haut, cette décision provocatrice n'allait pas sans un verbiage « marxiste-léniniste » en peine de justification et pour essayer de tromper quelques individus.

Toute la supercherie consistait à reprendre l'analyse qu'avaient faite les camarades chinois, à cette époque, de la situation mondiale pour la calquer mécaniquement sur la situation en France, à confondre les contradictions existantes dans le monde et les contradictions en France. Qu'en est-il en réalité ?

— S'appuyant sur la déclaration de 1960, des 81 Partis Communistes et Ouvriers, selon laquelle, à cette époque, « l'impérialisme américain est l'ennemi principal des peuples du monde », les camarades chinois montrèrent toute l'importance de constituer un Front, au niveau mondial, en vue d'isoler, au maximum, l'impérialisme U.S., ce front étant formé du prolétariat et des masses populaires des différents pays capitalistes, des peuples dominés, en lutte contre l'impérialisme, des pays socialistes et aussi des pays qui, quoique ayant acquis leur indépendance, sont encore en butte à l'agression et à la pénétration de l'impérialisme et qui aspirent à s'en délivrer. Dans le cadre de cette politique destinée à isoler au maximum l'impérialisme U.S., les camarades chinois ont insisté sur la nécessité de jouer sur les contradictions inter-impérialistes, opposant, par exemple, certains pays d'Europe comme la France à l'impérialisme U.S., d'appuyer l'expression des contradictions entre les pays impérialistes, entre les petits brigands et le grand brigand U.S.

D'où la politique des camarades chinois qui ont souligné, et continuent de souligner, les « aspects positifs » de la politique internationale de pays capitalistes lorsqu'ils s'opposent à des tentatives d'hégémonie U.S.

Dire qu'il s'agit « d'un aspect » ou « d'aspects » de la politique internationale, signifie précisément qu'il ne s'agit pas du « tout » ; car la politique internationale de ces pays impérialistes est, par essence, une politique de domination coloniale et néo-coloniale, de pénétration économique, politique, militaire, d'oppression de nombreux peuples, etc., bref, une politique impérialiste, que les différents partis communistes marxistes-léninistes de ces pays, à moins de se renier, doivent souligner, expliquer aux masses afin de les mobiliser, etc.

— Mais bien évidemment, la nécessité, à l'époque, de former un Front au niveau international, contre l'impérialisme U.S., de faire converger l'action des masses populaires des pays capitalistes, des peuples dominés en lutte contre l'impérialisme et des pays socialistes, pour dénoncer l'impérialisme, montrer

son véritable visage, dévoiler ses « supercheries de Paix », s'opposer à ses actes de guerre et d'oppression, etc., d'utiliser dans ce cadre les contradictions inter-impérialistes, tout cela ne signifie pas que, dans chaque pays, la contradiction principale est celle qui oppose le « peuple » à l'impérialisme U.S. Cela est clair pour toute une série de pays dominés par d'autres impérialismes que l'impérialisme U.S. Cela est tout aussi vrai pour nombre de pays capitalistes où la contradiction principale est celle qui oppose le prolétariat de ces pays à la bourgeoisie dominante et non les « masses populaires » à l'impérialisme U.S.

Dans ces divers pays, comme en France par exemple, la tâche des Partis Communistes M.L. est alors et avant tout — tout en apportant leur contribution à la lutte pour isoler l'impérialisme U.S. — de mener le prolétariat de France à la révolution socialiste.

L'analyse du « C.M.L.F. » — pour justifier ses posi-

tions provocatrices — était une analyse de style dogmatique et trotskyste, qui consiste à nier le caractère spécifique des contradictions, à confondre les phénomènes et leurs contradictions spécifiques, à plaquer mécaniquement l'analyse des camarades chinois de la situation internationale sur la situation intérieure en France.

Le « C.M.L.F. » a pu, pendant un temps, profiter du soutien des camarades chinois. Heureusement, les camarades de la F.C.M.L. n'en continuèrent pas moins leur travail comme auparavant. Ce n'est que plus tard, notamment lorsque Grippa et Beaulieu prirent position pour Liou Chao Chi, que les camarades chinois prirent conscience de la véritable nature du « pseudo C.M.L.F. ». Malheureusement, on ne peut pas dire que le mouvement M.L., le Parti du Prolétariat en France, soit à l'abri de telles mésaventures vis à vis d'organisations en apparence M.L., mais, dans leur fond, anti-parti et de caractère trotskyste.

REDACTION - ADMINISTRATION
26, BOULEVARD DES DAMES,
BOITE 10 - MARSEILLE (2^e)

ORGANE MENSUEL DE LA FEDERATION
DES CERCLES MARXISTES - LENINISTES

NUMERO SPECIAL
15 NOVEMBRE 65
LE NUMERO : 0,50 F

Contre tous les candidats de la bourgeoisie

vous mettez dans l'urne un bulletin où vous aurez écrit vous-même :

"JE VOTE COMMUNISTE"

Pour la fidélité à l'idéal communiste

DECLARATION SOLENNELLE

Les militants communistes soussignés,

encore adhérents du Parti Communiste français, ou démissionnaires en signe de désaveu de la ligne politique de droite développée depuis plusieurs années, ou exclus sur ordre des dirigeants pour avoir combattu cette ligne,

1). Réaffirment solennellement leur qualité de communistes et leur accord avec les principes révolutionnaires des Déclarations de 1957 et 1960 des 81 Partis communistes et ouvriers :

2). Déclarent qu'aucune calomnie, aucune injure, aucune falsification, aucune délation, aucune campagne de haine venant aujourd'hui des dirigeants révisionnistes comme depuis toujours de la bourgeoisie réactionnaire, aucune incompréhension provisoire des militants sincères mais trompés, ne parviendront à entacher leur honnêteté de communistes et leur intégrité d'hommes. Ni à entamer leur fidélité aux principes éprouvés du marxisme-léninisme : déclarent nécessaire l'existence d'un Parti communiste dont l'unité et la cohésion seraient fondées sur ces principes et proclament leur inébranlable confiance

dans la classe ouvrière et les travailleurs de France, dignes héritiers des traditions de la Commune des grandes luttes d'avant 1939, de la glorieuse Résistance et du 28 Mai 1952, dernière journée historique de lutte populaire contre l'impérialisme américain ;

3). Condamnent la décision du Comité central de faire du politicien bourgeois Mitterrand le candidat du Parti communiste aux élections présidentielles du 5 décembre. Cette décision viole la résolution politique du 17ème Congrès sur lequel ils ont d'ailleurs exprimé leurs critiques ; en effet, cette résolution demandait « d'opposer au candidat du pouvoir personnel un candidat désigné en commun et représentant effectivement le mouvement des masses » et spécifiait que « sans un accord précis sur un programme commun... le Parti communiste français ne saurait envisager de se prononcer dès le premier tour pour un candidat non communiste. »

Malgré ce texte impératif qui ne peut être modifié que par un autre congrès, le Comité central développe actuellement

une grande campagne en faveur de ce politicien, collaborateur de la revue pétainiste « France, revue de l'Etat nouveau » en 1942, 11 fois ministre dans des gouvernements anti-ouvriers de la 4ème République et considéré depuis vingt ans comme l'un des agents les plus zélés de l'impérialisme américain en France ;

4). Considèrent que cette décision accélérera la dégénérescence politique, idéologique et organique du Parti communiste français, si la majorité de ses adhérents ne s'oppose pas résolument à cette ligne opportuniste et révisionniste d'unité à tout prix avec les dirigeants du Parti socialiste S. F. L. O. Invoquée par le Comité central pour se justifier.

Pour réussir cette coalition électorale, caricature grossière de l'indispensable unité des masses populaires, le Comité central a dû rebondir préalablement à l'idée même de la nécessité de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat sous la direction du Parti communiste ; il a dû accepter comme seule alternative possible le « passage pacifique

et démocratique » au socialisme ; il a dû violer les décisions de son propre Congrès et renoncer au programme commun ; il a dû accepter les options pro-américaines de Mitterrand, c'est-à-dire l'Alliance Atlantique, le Marché commun des trusts, l'abandon de toute perspective de nationalisation des monopoles, le régime présidentiel de la Constitution de 1958.

Et après le 5 décembre, s'il veut maintenir cette coalition électorale de circonstance, le Comité central devra donner de nouveaux gages aux dirigeants de la S.F.I.O. peut-être même solliciter l'adhésion du Parti à la « Fédération démocrate et socialiste » inventée par Guy Mollet pour assurer la continuité du pouvoir de la bourgeoisie ;

5). Compréhent le désarroi dans lequel sont jetés des centaines de milliers d'électeurs communistes qui n'ont pas de candidat à eux, qui assistent à la collusion électorale des dirigeants du Parti communiste français avec les agents en France des monopoles germano-américains, qui constatent

que l'absence d'un candidat communiste est de nature à favoriser la réélection de de Gaulle que les dirigeants soviétiques paraissent, eux, vivement souhaiter dans leurs déclarations.

S'élèvent contre la néfaste politique gaulliste ; politique sociale au service du patronat contre les travailleurs, régime présidentiel au service de la réaction fondé sur la Constitution de 1958, politique étrangère qui reste, quant au fond, une politique impérialiste et néocolonialiste.

6). Approuvent le programme communiste minimum adopté par la Conférence nationale communiste du 31 octobre 1963 dont la réalisation suppose que les travailleurs engageront une lutte sans merci contre le pouvoir des monopoles ;

7). Appelent les millions d'électeurs communistes à ne pas se laisser impressionner par de faux dilemmes, à ne voter ni pour de Gaulle, ni pour Mitterrand, ni pour aucun autre candidat de la bourgeoisie capitaliste française, à voter pour la fidélité à l'idéal communiste en confectionnant et en utilisant un bulletin de vote portant l'inscription :

« Je vote communiste. »

La juste position de principe de la F.C.M.L. sur l'ennemi de notre Révolution

La position de la F.C.M.L. fut tout à fait opposée à celle du « pseudo C.M.L.F. ». Dès le mois d'octobre fut lancé dans l'Humanité Nouvelle le mot d'ordre : « Ni De Gaulle, ni Mitterand, il faut un candidat communiste », mot d'ordre qui fut ratifié par la Conférence Nationale tenue le 31 octobre 1965 à Paris.

La F.C.M.L. mit De Gaulle et Mitterand sur le même plan en tant que représentant de la bourgeoisie française :

« Ainsi Mitterand ne diffère guère de De Gaulle sur l'essentiel ; l'un et l'autre sont des représentants authentiques de la bourgeoisie capitaliste française. La classe ouvrière, les travailleurs, le peuple de France n'ont pas à servir de force d'appoint à un clan bourgeois contre l'autre, quelles que soient leurs contradictions. » (HN, n° 9, octobre 65).

Elle publia une « déclaration solennelle pour la fidélité à l'idéal communiste » signée par 80 militants de la F.C.M.L. et qui se termine comme suit :

« Les militants soussignés, . . . appellent les millions d'électeurs communistes à ne pas se laisser impressionner par les faux dilemmes, à ne voter ni pour De Gaulle, ni pour Mitterand, ni pour aucun autre candidat de la bourgeoisie française, à voter pour la fidélité à l'idéal communiste en confectionnant et en utilisant un bulletin de vote portant l'inscription : « Je vote communiste » ».

Cette position était due à la situation suivante, comme devait l'expliquer l'H.N. plus tard : le droit électoral bourgeois, notamment la nécessité de recueillir un certain nombre de signatures d'élus pour être candidat, n'avait pas permis à la F.C.M.L. de présenter directement un candidat pour défendre les positions des M.-L. pendant les élections.

Les décisions de la F.C.M.L. de ne soutenir ni De Gaulle, ni Mitterand, furent acceptées d'une manière presque unanime dans l'organisation. Seuls quelques individus à Marseille suivirent le « C.M.L.F. ». Dès que le « C.M.L.F. » annonça sa position, la F.C.M.L. s'en démarqua nettement, la condamna comme une position objectivement provocatrice, et la critiqua sur le fond, montrant son caractère schématique, dogmatique, aboutissant à trahir purement et simplement les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière : la révolution prolétarienne.

Des perspectives stratégiques floues, marquées par l'influence du révisionnisme moderne

Comme nous l'avons vu, la F.C.M.L. entama une lutte contre les thèses fondamentales des révisionnistes modernes concernant le « passage pacifique », le parlementarisme, le refus de la violence révolutionnaire, etc., avec les limites que l'on a dites.

De même elle résolut correctement la question de l'ennemi de la révolution en France : impérialisme français ou impérialisme U.S. ? Néanmoins les perspectives stratégiques qu'elle traça au prolétariat portèrent l'empreinte des conceptions révisionnistes. Cette empreinte se manifeste notamment :

• Sur l'analyse du capitalisme monopoliste d'état

Il s'agit de la reprise de l'illusion — propagée par les révisionnistes modernes à cette époque — selon laquelle la venue de De Gaulle au pouvoir, en 1958, marqua l'avènement du capitalisme monopoliste d'Etat, la prise du contrôle direct de la bourgeoisie monopoliste sur les leviers de l'état bourgeois.

Citons par exemple le Manifeste en 10 points de Lancry (thèses reprises à Puyricard). « *L'état gaulliste est l'expression politique actuelle de l'ennemi principal de la classe ouvrière en France. Il sert la couche la plus concentrée des monopoles capitalistes. Pour la première fois, le pouvoir des monopoles dirige directement l'état, sans intermédiaire : les grands commis du capitalisme occupent l'appareil gouvernemental. Le contrôle direct du pouvoir des monopoles sur l'état bourgeois est la caractéristique essentielle de la Ve république* ».

• Sur la nature de la contradiction principale en France

L'appréciation erronée du passage de la IVe à la Ve république — correspondant en fait à la solution de certains choix qui se posaient à la bourgeoisie française (guerre d'Algérie, attitude vis à vis de l'impérialisme US, etc.) — s'accompagna d'un point de vue erroné sur la contradiction principale en France.

Le point de vue qui prévalut à cette époque et qui subsista en fait jusqu'au mouvement de rectifi-

cation de juin octobre 70, fut que la contradiction principale opposait les monopoles à tous ceux qui souffraient de leur domination, à toutes les couches anti-monopolistes.

Ce point de vue nie en fait cette réalité -- à l'époque de l'impérialisme et du C.M.E. -- de la soumission des petits et moyens capitalistes à la bourgeoisie monopoliste ; et que la cible du prolétariat en conséquence ne peut pas être seulement la fraction monopoliste de la bourgeoisie, mais l'ensemble de la classe capitaliste.

• Sur la conception de la révolution

Les conceptions erronées sur le C.M.E. et sur la nature de la contradiction principale en France ne pouvaient pas aller sans confusion aussi sur les tâches révolutionnaires du prolétariat dans la révolution.

En fait la conception de la révolution véhiculée fut celle d'un vaste rassemblement de tous les mécontents, de toutes les victimes des monopoles, et où les objectifs stratégiques clairs de la classe ouvrière : renverser le joug de la bourgeoisie, détruire son appareil d'état, affirmer sa dictature de classe,

étaient relégués à l'arrière plan.

Cette conception d'un Front de toutes les couches anti-monopolistes laissait du reste la porte ouverte à une étape intermédiaire avant la réalisation du socialisme, une phase transitoire entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat. Cela est notamment clair dans le Manifeste en 10 points de Lancry, où tout en critiquant les positions révisionnistes du P.« C. »F., il n'y est pas moins affirmé :

« Alors qu'en réalité, l'alternative au pouvoir des monopoles, stade suprême du capitalisme français, ne peut qu'être l'ouverture de la voie au socialisme par une démocratie populaire, imposée et contrôlée par le prolétariat, avec la perspective d'en venir très rapidement à l'instauration de la dictature du prolétariat.

Dans une situation de crise convenablement préparée et exploitée, l'alliance de la classe ouvrière avec d'autres couches sociales, sous la direction du Parti marxiste-léniniste, accompagnée d'un grand mouvement de rassemblement populaire, peut imposer un pouvoir populaire de fait, s'opposant au pouvoir bourgeois existant, entamer la destruction des monopoles et préparer le passage au socialisme par l'instauration de la démocratie populaire. »

**LE MOUVEMENT
COMMUNISTE
FRANÇAIS
DE JUIN 66
A DECEMBRE 67-
JANVIER 68**

Organisation et Statuts du Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste)

LA FEDERATION DES CERCLES MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE RÉUNIE EN CONGRÈS A PARIS LES 25 ET 26 JUIN 1966, DÉCIDE DE SE TRANSFORMER EN MOUVEMENT COMMUNISTE FRANÇAIS (MARXISTE-LÉNINISTE), ÉTAPE PRÉPARATOIRE POUR LA RECONSTRUCTION DU PARTI COMMUNISTE SUR LA BASE DE LA VÉRITÉ UNIVERSELLE DU MARXISME-LÉNINISME, DES LEÇONS TIRÉES DE LA DÉGÉNÉRESCENCE RÉVISIONNISTE ET DES PARTICULARITÉS CONCRÈTES DE LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE.

Article Premier. — Pour être membre du Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste) il faut accepter sa ligne politique et ses statuts, militer activement dans son organisation de base et acquitter régulièrement ses cotisations.

DEVOIRS ET DROITS DES ADHÉRENTS

Article 2. Les devoirs des membres du Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste) sont les suivants :

- 1) Assister régulièrement aux réunions de leur cellule et y militer activement quelles que soient leurs responsabilités dans le mouvement ;
- 2) Servir les masses populaires, resserrer ses liens avec elles, apprendre auprès d'elles, militer obligatoirement dans une organisation de masse sous le contrôle de leur cellule ;
- 3) Apprendre et assimiler le marxisme-léninisme au travers des luttes de chaque jour et par l'étude des classiques du marxisme-léninisme ;
- 4) Renforcer l'unité du Mouvement, respecter et faire respecter ses statuts ;
- 5) Se soumettre à la majorité en appliquant ses décisions ;
- 6) Faire passer les intérêts du Mouvement avant leurs intérêts personnels ;
- 7) Pratiquer la critique et l'autocritique, dénoncer les insuffisances et les erreurs dans le travail, lutter contre tout acte préjudiciable au Mouvement et à la classe ouvrière, aider les éléments moins avancés à rattraper et à dépasser les éléments les plus avancés ;
- 8) Ne pas dissimuler la vérité, éviter les bavardages inconsidérés et faire preuve de vigilance révolutionnaire.

Article 3. — Les droits des membres du Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste) sont les suivants :

- 1) Participer à la discussion et à l'élaboration de la ligne politique du Mouvement dans ses organismes réguliers ;
- 2) Formuler des suggestions et critiques sur toutes les questions concernant le travail du Mouvement, de ses membres ou de ses dirigeants à n'importe quel échelon ;
- 3) Élire les responsables du Mouvement et être élus eux-mêmes.

ADMISSIONS

Article 4. — L'admission des membres stagiaires doit se faire dans la cellule après présentation par deux membres titulaires, sous la responsabilité de la cellule.

Article 5. — Pour être membre titulaire l'admission doit être confirmée par la cellule et ratifiée par l'organisme immédiatement supérieur ; elle n'intervient qu'après un stage minimum de six mois.

Article 6. — La cellule a le devoir, pendant la durée du stage, de donner aux stagiaires des éléments d'éducation et d'examiner leurs qualités politiques. Les stagiaires ont les mêmes devoirs et les mêmes droits que les titulaires, sauf le droit d'être élus.

Article 7. — Toute appartenance à une autre organisation politique est interdite, sauf autorisation du Comité Central.

STRUCTURE DU MOUVEMENT

Article 15. — La cellule est l'organisme de base du Mouvement. Elle est constituée d'un minimum de trois membres, à l'échelle d'une entreprise, d'un quartier, d'une ville, d'un village etc. Elle a le devoir de développer le travail de propagande politique dans son milieu, d'organiser l'action des masses par ses activités propres, d'y étendre l'influence du Mouvement, d'y recruter de nouveaux adhérents, et d'éduquer ses stagiaires en fonction de la ligne politique du Mouvement.

Article 16. — Pour réaliser son travail la cellule établit en son sein un partage des responsabilités selon ses activités du moment. Elle est dirigée par un collectif de trois responsables dont un responsable politique, un responsable à la propagande et un trésorier.

Article 17. — Plusieurs cellules peuvent constituer une section. La plus haute instance de la section est la conférence de section. Elle désigne un Comité de Section qui coordonne l'activité des cellules dans le cadre de son territoire.

Article 18. — Plusieurs sections ou plusieurs cellules d'un département ou de plusieurs départements peuvent constituer une région. La plus haute instance de la région est la Conférence Régionale.

Article 19. — Le Congrès National est la plus haute instance du Mouvement. Il est convoqué par le Comité Central. Il est composé des délégués élus dans les Conférences Régionales ou de Sections. Il définit la ligne politique du Mouvement et élit le Comité Central.

Article 8. — Le Mouvement peut admettre en son sein des adhérents provisoirement isolés, contrôlés par l'organisme du Mouvement le plus proche.

Article 9. — Les adhésions collectives ne peuvent être décidées que par le Comité Central, de même que les adhésions de dirigeants d'un autre parti.

SANCTIONS

Article 10. — Les organismes du Mouvement aux différents échelons, peuvent prendre des sanctions selon les circonstances concrètes contre les membres qui portent atteinte à la discipline du Mouvement, en leur infligeant le blâme, la destitution de toute responsabilité, la rétrogradation au rang de stagiaire ou l'exclusion.

Article 11. — Toute sanction doit être prise ou approuvée par la cellule à laquelle appartient l'intéressé. Elle doit être notifiée à l'intéressé qui a le droit de faire appel aux organismes supérieurs.

Article 12. — L'exclusion étant la sanction suprême, il est indispensable que les organismes du Mouvement aux différents échelons observent le maximum de prudence, fassent des investigations avec le plus grand soin et entendent avec une grande attention les explications de l'intéressé.

Article 13. — Tout membre du Mouvement qui, sans raison valable, n'a pas pris part aux activités du Mouvement ou n'a pas acquitté ses cotisations, pendant trois mois, est considéré comme ayant quitté le Mouvement de son plein gré.

PRINCIPES D'ORGANISATION DU MOUVEMENT

Article 14. — Le Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste) est organisé suivant le principe du centralisme démocratique. Le centralisme démocratique est la centralisation basée sur la démocratie et la démocratie à direction centralisée. Ses conditions fondamentales sont les suivantes :

1°) Tous les organismes de direction aux différents échelons sont élus d'élections par votes à mains levées ;

2°) L'organisme suprême de direction du Mouvement est le Congrès National ; il élit le Comité Central qui en assume les pouvoirs dans l'intervalles des Congrès ;

3°) Les organismes de direction aux différents échelons doivent constamment recueillir les opinions des organismes inférieurs et des adhérents, étudier leurs expériences et résoudre à temps leurs problèmes ;

4°) Les organismes inférieurs du Mouvement doivent présenter périodiquement un rapport sur leurs activités aux organismes supérieurs ;

5°) Les organismes du Mouvement aux différents échelons appliquent le principe de la direction collective liée à la responsabilité individuelle ;

6°) Les résolutions et décisions du Mouvement doivent être exécutées sans condition. Les membres du Mouvement, en tant qu'individus, doivent se soumettre aux organismes supérieurs, la minorité à la majorité, les organismes inférieurs aux organismes supérieurs. Tous les organismes se soumettent uniformément au Congrès National et au Comité Central.

Article 20. — Le Comité Central est l'organisme supérieur du Mouvement chargé de faire appliquer la ligne politique définie par le Congrès National. Le nombre de ses membres est fixé par le Congrès National.

Article 21. — Le Comité Central élit en son sein un bureau politique et un secrétariat national chargés d'exécuter ses décisions. Il élit également dans son sein la Commission Centrale de Contrôle politique. Cette Commission est chargée par le Comité Central d'instruire toutes les infractions graves à la discipline du Mouvement. Elle soumet les résultats de son enquête et de ses investigations au Comité Central, seul habilité à prendre les décisions éventuelles.

Article 22. — Le Comité Central élit aussi la Commission Centrale de Contrôle financier. Il désigne le Comité de Rédaction de « l'Humanité-Nouvelle » ainsi que diverses Commissions de travail placées sous son contrôle : Commission idéologique, Commission paysanne, Commission de la jeunesse, etc. Le Comité Central fixe le montant des cotisations.

Article 23. — Les contacts avec les autres organisations politiques françaises, ainsi qu'avec les organisations Marxistes-Léninistes étrangères sont du ressort exclusif du Comité Central.

Article 24. — Les présents statuts seront progressivement appliqués suivant les possibilités et au fur et à mesure du développement du Mouvement, sous le contrôle du Comité Central.

Paris, le 26 juin 1966.

Nous pourrions voir, dans cette période, deux phases :

1. celle qui va du Congrès de Lancry jusqu'au début de l'année 67 où le Mouvement Communiste Français (M.C.F.) commence à apparaître publiquement, à la faveur de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, sous forme de meetings, réunions larges . . .
2. celle du premier semestre 67, qui est très importante du point de vue de la concrétisation de la ligne politique, et où nous verrons s'opérer — précipitée par les événements de la lutte des classes — une conjonction entre des perspectives stratégiques floues et des conceptions franchement anarcho-syndicalistes. (Tout le débat sur la création du parti, entamé, bien sûr à cette période, sera abordé ultérieurement dans un autre chapitre — NDLR).

Nous passerons rapidement sur la première phase :

Du Congrès de Lancry jusqu'à janvier 67

D'abord il faut préciser une chose : le congrès de Lancry a constitué un pas en avant dans la croissance du mouvement M-L en France.

— d'une part, il affirme clairement la nécessité et donne pour tâche au M.C.F. la création du P.C.M.L.F.

— d'autre part, le Congrès de Lancry donne au M.C.F. des structures de Parti. Le centralisme démocratique devient le principe d'organisation du mouvement. « L'autonomie » des différents cercles disparaît. Sont mis en place un C.C., des régions, des cellules. Il faut toutefois remarquer que déjà du temps de la Fédération, « l'indépendance » des cercles était devenue relative. Au tout début de la Fédération existait simplement une vague coordination, sous forme d'une Assemblée générale des représentants de Cercles. Mais au cours d'une Conférence nationale tenue durant l'été 65, avait été décidée la constitution d'un Bureau National et d'un Secrétariat. De plus certains cercles s'étaient déjà constitués en cellules.

Si le congrès de Lancry inscrit dans les statuts du M.C.F. la reconnaissance du Centralisme Démocratique, il faut souligner que l'application effective de ce dernier subit de multiples entorses. Dans les

faits, la multiplication des « affaires », même du temps du M.C.F. — telle que par exemple l'affaire « Tiberat » qui se solda par le départ des militants de Bordeaux et de plusieurs cellules du Puy-de-Dôme —, sans que les divergences politiques soient réellement éclaircies, sans non plus que l'on puisse mettre forcément en cause des infiltrations policières ou révisionnistes, est là pour prouver que l'application réelle, effective du centralisme démocratique n'a pas coïncidé durant cette période avec sa reconnaissance formelle.

Enfin, pour finir sur le Congrès de Lancry, il ne faut pas oublier que ce dernier a codifié, dans son manifeste, tout une série de propositions politiques fortement marquées par le révisionnisme moderne, dont certaines même laissaient apparaître une étape intermédiaire entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat.

★

A peu près au même moment où a été créé le M.C.F., commençait la Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine avec les circulaires du « 16 mai 66 » et du « 8 août 66 ». Avec cet événement d'une portée historique considérable, la Chine n'apparut plus seulement comme le gardien vigilant des principes universels du marxisme-léninisme, mais aussi comme le bastion de la lutte contre les déviations révisionnistes : La Chine avec la Révolution Culturelle Proletarienne résolvait cette question décisive : comment consolider la dictature du prolétariat pour éviter la dégénérescence de l'intérieur, comment continuer la révolution sous le socialisme ?

La G.R.C.P. suscita l'admiration de tous ceux qui aspiraient à la révolution. Elle porta aussi un coup terrible aux révisionnistes modernes et aida considérablement à la propagation du marxisme-léninisme. En France, elle entraîna un très grand débat, touchant des milliers et des milliers de personnes sur les perspectives révolutionnaires. Engageant dès le début un large travail de popularisation de la G.R.C.P. et profitant de l'intérêt suscité par elle, le M.C.F. prit une série d'initiatives politiques, notamment la tenue de meetings dans toute la France. L'Association des Amitiés Franco-Chinoises fit de même. L'intérêt pour les idées M.-L. sous l'impulsion de la G.R.C.P. renforça la haine et la hargne des révisionnistes modernes. Ceux-ci commencèrent une série de provocations et d'attaques physiques contre les marxistes-léninistes et leur initiatives. Les meetings organisés par le M.C.F. et même par les A.A.F.C. furent en butte aux attaques de commandos révisionnistes, notamment à Lyon, Paris, St Etienne, Tours, Grenoble, Aix en Provence, Amiens, etc.

Aussi, durant la fin de l'année 66 et le début de 67, le M.C.F. apparaîtra d'une manière publique et large, tentant de développer une audience de masse, appuyé pour cela par la transformation, en octobre 66, de l'H.N. en hebdomadaire. Néanmoins ce travail de large popularisation de la G.R.C.P. avait ses limites :

- D'une part parce qu'il fut fort peu rattaché aux problèmes de la révolution prolétarienne en France, laissant apparaître déjà la conception qui s'accroîtra par la suite de l'édification du Parti : le rassemblement à coups de meetings et de campagnes d'un simple courant d'opinion.

- D'autre part, parce que les enseignements de la G.R.C.P. concernant l'édification du Parti (mener consciemment la lutte entre les deux voies et les deux lignes, acquérir un style de travail révolutionnaire liant étroitement la théorie universelle du marxisme-léninisme et la réalité concrète de la lutte de classe, etc.) furent souvent seulement salués. Peu de choses en furent tirées concernant la construction du parti en France.

Premier semestre 67 : objectifs stratégiques flous, marqués par le révisionnisme et conceptions anarcho-syndicalistes

Au début de 67 se pose d'une manière aiguë pour le M.C.F. la précision de sa ligne politique, la réponse à certains problèmes concrets de la lutte de classe en France.

Pourquoi cela ? Essentiellement sous l'impulsion de deux éléments :

— D'abord le regroupement avant et après la création du M.C.F., de militants ouvriers, gardant souvent leurs responsabilités syndicales, et pour lesquels se pose le problème de l'intervention du M.C.F. dans les luttes du prolétariat, dans les luttes dans les entreprises. Il ne peut s'agir seulement de faire une dénonciation de principe du révisionnisme, saluer les victoires de la G.R.C.P., etc. Il faut aussi savoir comment rattacher ces luttes de la classe ouvrière aux perspectives révolutionnaires, comment les marxistes-léninistes vont se saisir de ce combat quotidien contre l'exploitation capitaliste pour rassembler les forces contre le révisionnisme et la bourgeoisie. (A cela d'ailleurs, nous le verrons, différents types de réponses pourront être apportées 1).

— Ensuite, si le M.C.F. doit donner des réponses précises à la réalité de la lutte des classes, c'est que

se déroule, à partir de janvier 67, toute une série de luttes dures, ayant leurs origines dans une paupérisation accrue du prolétariat. Ce mouvement d'ailleurs sera le prélude de mai-juin 68.

Dans plusieurs grosses entreprises, comme Berliet, Rhodia (les différentes usines du trust), Dassault, dans des villes comme St Nazaire, éclatent des grèves longues, employant des formes de lutte dures, dépassant souvent les consignes syndicales. A la combativité de la classe ouvrière, le patronat répondra par une grande fermeté, décrétant des lock-out massifs. Aussi dans plusieurs villes eurent lieu des affrontements violents entre les ouvriers et l'appareil d'état bourgeois.

Un autre événement important de cette période fut la tenue des élections législatives des 5 et 12 mars 1967.

Le regroupement de noyaux ouvriers au sein du M.C.F., le développement de luttes importantes, violentes dans la classe ouvrière, obligèrent le M.C.F. à préciser sa ligne politique. En quelques mois, s'opéra une conjonction frappante entre d'une part des perspectives stratégiques floues et d'autre part des conceptions anarcho-syndicalistes. En peu de temps, de la manifestation de février 67 à la journée nationale d'action des syndicats du 17 mai, se fixèrent les principales propositions et mots d'ordre de la ligne opportuniste de droite.

Les déclarations du C.C. du 29 janvier, les résolutions de la réunion nationale ouvrière dont les résultats furent publiés (n° 51 de l'H.N.), les éditoriaux et articles de l'H.N. et la pratique qu'ils reflètent, témoignent de cette orientation droitiste et anarcho-syndicaliste qui ne fera que s'accroître après mai-juin 68, mais dont les principaux thèmes s'imposent à ce moment : on fixe à la classe ouvrière comme principale perspective, la réalisation d'un grand mouvement de masse, d'un « **Tous ensemble et en même temps** » qui balayerait le pouvoir bourgeois ; on vise **avant tout** à donner au combat quotidien le maximum d'efficacité, à impulser partout des luttes « dures » et « offensives » (occupations, prise en otage de matériel, chasse aux jaunes...). On envisage avant tout la liaison avec la classe ouvrière par la prise en compte de ses aspirations immédiates et en se faisant les meilleurs défenseurs de leurs intérêts quotidiens ; on circonscrit la lutte contre le révisionnisme moderne à la critique de son intervention dans les luttes revendicatives, à la manière dont ils les divisent, les morcellent...

En fait, cette orientation, que nous allons voir plus en détail, repose sur une illusion fondamentale qui est celle de l'anarcho-syndicalisme :

- que la révolution est le simple prolongement de l'action dans l'usine, de la grève ;

leçon du 1^{er} Février,

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

A l'heure où nous écrivons ces lignes, des millions de travailleurs, après avoir fait grève à l'appel des Confédérations C.G.T. et C.F.D.T. et parfois, des Fédérations F.O., ont repris leur place à l'usine, à l'atelier, au bureau.

La grève du 1^{er} février, décidée par les états-majors révisionnistes et réformistes, et limitée, cette fois encore à 24 h, malgré la volonté de lutte de la base, répondait à deux préoccupations essentielles.

1) Donner un dérivatif au mécontentement croissant des masses travailleuses, soumises à une exploitation éhontée par le pouvoir des monopoles, menacées par l'accroissement constant du chômage, et justement désireuses de se battre.

2) Faire en sorte que la classe ouvrière ne déborde pas le cadre étroit de la « légalité », gaulliste et ne sorte pas du rôle de force d'appoint que révisionnistes et réformistes de tout acabit lui ont impartis, dans la lutte électorale entre clans rivaux de la bourgeoisie. Dès lors, le pouvoir des monopoles savait qu'il n'avait rien à craindre d'une telle grève, dont la date et les limites étaient d'ailleurs communes près d'un mois à l'avance.

Cependant, les travailleurs communistes, marxistes-léninistes, les ouvriers révolutionnaires conscients, ont participé de façon résolue à cet arrêt de travail, car ils estimaient que leur place était aux côtés de leurs camarades, en raison même de la trahison des bonzes syndicaux. Une page est donc tournée. Mais le pouvoir des monopoles demeure et ce n'est pas la victoire ou la défaite de la coalition PCF (R) — Fédération de la gauche qui l'ébranlera.

Les travailleurs doivent donc tirer les conclusions de la collusion des appareils syndicaux avec la bourgeoisie capitaliste.

Ils doivent dès maintenant s'unir à la base, établir leur propre programme revendicatif, déterminer leur propre tactique de lutte, afin d'être prêts, un jour prochain, aux actions qui viendront à bout du capitalisme oppresseur.

Assez de « barouds d'honneur » ! Faisons en sorte qu'à la grève « à l'amiable » du 1^{er} février, succèdent des actions plus efficaces.

Démasquons les bonzes révisionnistes et réformistes, complices de la bourgeoisie !

Unité au sommet seulement, jamais !
Unité au sommet et à la base quelquefois !
Unité à la base toujours !

H. N.



QUIMPER

La police Gaulliste à l'action

• que l'action revendicative « dure », « intransigeante », « offensive » est l'école par excellence de la révolution ; qu'elle est le meilleur moyen, sinon le seul, pour faire germer les idées révolutionnaires, pour les développer, pour faire prendre conscience à la classe ouvrière de son rôle historique et de sa force ;

• que le renversement de la bourgeoisie et l'instauration du socialisme sont les fruits nécessaires de la simple extension, multiplication et généralisation des mouvements de lutte quotidiens de la classe ouvrière ; que le renversement du pouvoir de la bourgeoisie se trouve au bout de la grève pour peu que celle-ci prenne une certaine dimension, un caractère national, et mette en branle l'ensemble des travailleurs.

Voyons maintenant plus en détail les thèmes et les aspects saillants de l'anarcho-syndicalisme tels qu'ils apparaissent dans la ligne du M.C.F. à partir de janvier 67.

Le « Tous ensemble et en même temps »

On fixe comme seule perspective au prolétariat la réalisation d'un grand mouvement de masse qui engloiterait la bourgeoisie et son pouvoir. Voilà par exemple ce que répondait Jurquet à un article du P.S.U. :

« N'eut-il pas été plus simple de dire que la seule alternative qui s'offre désormais pour remplacer le

pouvoir des monopoles, c'est le socialisme, introduit non par la démocratie véritable sauce formelle et parlementaire de Waldeck Rochet et Guy Mollet-Miterrand, mais par une démocratie populaire, s'appuyant de façon décisive sur un irrésistible mouvement de masse dirigé par la classe ouvrière. » (H.N. 60).

Ce mouvement de masse d'une irrésistible ampleur apparaît déjà — ce qui sera encore plus net après le mouvement de mai-juin 68 — comme la réalisation de grèves nationales simultanées, d'un « Tous ensemble et en même temps ».

C'est ainsi par exemple que dans l'H.N. 38 (janvier 67), un camarade de la S.N.C.F., après avoir pris à partie « les directions syndicales, fonctionnalisées, et coupées des masses, qui ne savent pas, ne veulent pas exploiter ce potentiel de combativité (les cheminots) pour des actions générales et décisives » (1), déclarait, à propos des grèves sauvages se déroulant en dehors des syndicats :

« Il est vraisemblable que le développement de ces sortes d'actions débouchera à plus ou moins long terme sur un véritable « tous ensemble et en même temps » qui ne pourra plus être contrôlé par les divers sommets. »

Comment donner le maximum d'efficacité au combat revendicatif, comment l'étendre, le structurer, l'impulser, le durcir, éveiller la « spontanéité ouvrière », etc., en vue d'aboutir à ce « tous ensemble et en même temps », voilà la préoccupation majeure.

La critique émasculée du révisionnisme moderne

La principale critique du révisionnisme moderne se porta sur l'attitude du P.« C. »F. et de la C.G.T. dans les luttes revendicatives.

La critique de principe du révisionnisme moderne, la dénonciation de l'ensemble de sa ligne — et avant tout de son « parlementarisme », des illusions sur une possible « voie pacifique », de ses alliances de classe, etc., avec tous les **choix tactiques** qu'une telle ligne contre-révolutionnaire entraîne — céda progressivement le pas à une dénonciation de la seule trahison des luttes syndicales : leur refus d'entreprendre des luttes d'ensemble contre le patronat, leur rôle d'étouffoir vis à vis des luttes isolées ou sabotées, l'organisation de journées nationales d'action respectueuses comme celles du 1er février ou du 17 mai pour canaliser la révolte de la classe ouvrière. Voilà par exemple l'appréciation de la Rencontre Nationale Ouvrière concernant le rôle des révisionnistes modernes :

« Il ne fait nul doute que la direction révisionniste craint qu'un mouvement de lutte, parti du sein de

la classe ouvrière, le déborde dans l'action et le balaie dans un courant irrésistible. C'est pourquoi elle s'acharne, avec les autres directions syndicales, également menacées par l'unité à la base, à juguler la classe ouvrière. Et toute la tactique révisionniste tient à cela : la division des luttes. »

Plus tard, en décembre 67, juste avant la création du P.C.M.L.F., la conférence nationale des cheminots M.-L. en venait à reprocher essentiellement aux révisionnistes de ne pas se servir des luttes de cheminots comme d'un « détonateur » (sic) pour réaliser la grève générale :

« Il apparaît évident que les luttes n'ont pas été dirigées, orientées dans l'intérêt exclusif des cheminots dans le cadre des intérêts de la classe ouvrière, c'est-à-dire, à court terme, la satisfaction des revendications immédiates et à long terme la prise du pouvoir, mais pour le maintien du statu quo capitaliste, pour déjouer la combativité des cheminots dans une série de luttes sans lendemain, purement économiques, voire catégorielles, corporatistes, pour faire diversion au sein de la classe ouvrière et non pour faire servir la combativité spontanée et toujours disponible des cheminots comme d'un détonateur parfois indispensable pour mettre en mouvement la classe ouvrière de la France toute entière. »

« Unité à la base et dans l'action »

Le mot d'ordre de « l'unité à la base et dans l'action » devient le mot d'ordre principal, repris et rabaché sur tous les tons. L'objectif que les travailleurs maintiennent l'unité des rangs à l'occasion d'une grève ou d'une lutte (unité nécessairement éphémère), sans d'ailleurs que les buts tactiques de la lutte soient véritablement éclairés (que faire vis à vis de telles propositions des communistes, comment continuer la lutte, sur quelle cible, etc.) éclipse tout à fait la construction de l'unité révolutionnaire du prolétariat, fondée sur la conscience de sa mission historique, sur la constitution d'une force communiste, marxiste-léniniste dans le prolétariat.

Comités de base et syndicats rouges

Les conceptions anarcho-syndicalistes — voyant la révolution comme la généralisation des mouvements revendicatifs — trouvèrent aussi leur expression dans la volonté de mettre sur pied d'une **manière privilégiée** de nouvelles organisations de lutte (« Comités de base », « syndicats rouges »...). Dans la vision anarcho-syndicaliste, ces Comités d'Union à la base et pour l'action avaient un rôle vital pour la réalisation de plusieurs objectifs :
— briser le carcan répressif et bureaucratique des

syndicats, permettre aussi la libre expression de la « spontanéité ouvrière »,

— mettre en place le système, le réseau d'organisations qui, par leur coordination, permettraient de réaliser la généralisation des mouvements de lutte, de s'opposer aux tentatives de division des révisionnistes modernes et de maintenir « l'unité à la base et dans l'action » jusqu'à la victoire finale, c'est-à-dire jusqu'au renversement de la bourgeoisie.

Dans son appel du 29 janvier « Rejetez vos illusions électoralistes, lutttez contre les monopoles qui vous exploitent », le C.C. déclarait sans embage : « Le moyen le plus efficace d'abattre les monopoles demeure la lutte de classe dont la meilleure arme peut être les Comités d'action à la base, dans toutes les entreprises, sur tous les chantiers, dans toutes les usines ». En fait, la priorité était accordée à la constitution d'organisations de type professionnel, syndical.

Déclaration du Comité Central du Mouvement Communiste Français (Marxiste-Léniniste)

SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE EN FRANCE

Le Comité Central du Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste) réuni à Paris le 29 janvier 1967, après avoir analysé la situation politique, sociale et économique qui est faite à la classe ouvrière et à la paysannerie laborieuse par le pouvoir des monopoles capitalistes, dénonce la mise en place d'un plan de chômage et la constitution d'une armée de réserve de 600 000 chômeurs dont la présence sur le marché du travail doit « museler » le prolétariat et permettre une exploitation accrue des salariés, notamment de la jeunesse et des femmes.

— Constate que l'augmentation du chômage et l'implantation de la main-d'œuvre immigrée, voulue de la social démocratie aux gaullistes dans le cadre du Marché commun, n'empêche nullement notre classe ouvrière de se battre courageusement pour ses revendications sociales et professionnelles. La lutte des dockers de Marseille contre les acorniers exploités, les puissantes manifestations des marins pêcheurs bretons, contre le gérant de la banque Rotschild, Georges Pompidou, sont autant de démonstrations des possibilités d'action du prolétariat français.

— Sachant que le front unique, c'est l'action et l'organisation de l'action à la base, nous appelons les travailleurs à écarter les mots d'ordre attentistes des dirigeants révisionnistes, à élaborer eux-mêmes leurs propres mots d'ordre correspondant à leurs besoins vitaux, et à engager résolument l'action contre les exploités et l'Etat Patron, en appliquant résolument la tactique classe contre classe.

— Devant la faiblesse du mouvement syndical, désarmé par les bonzes réformistes, le Mouvement Communiste Français propose aux travailleurs de se réunir et d'élire dans chaque entreprise leur Comité d'Unité de base chargé de préparer et de diriger la lutte pour les revendications contre les menées fascistes et contre la guerre.

La force de la classe ouvrière se trouve à l'usine. C'est dans l'entreprise que doivent surgir les ripostes décisives du prolétariat contre tous ses ennemis.

— Les travailleurs communistes doivent s'inspirer de cette vérité : que la crise économique actuelle à l'échelle de l'Europe capitaliste à laquelle notre économie est enchaînée va connaître un approfondissement considérable, qui fera surgir des contradictions et des luttes de classes acharnées. Les travailleurs communistes doivent avoir cette claire conscience qu'ils ont affaire à la crise générale du capitalisme telle que l'a définie Lénine. Que cette crise ne peut en aucun cas être résolue par une série de réformes propres à soulager le capitalisme — ou à calmer la classe ouvrière comme en 1936. Ils doivent savoir que cette crise ne peut être résolue que par une lutte sans merci du prolétariat qui devra cette fois-ci pousser jusqu'au bout sa mission historique, c'est-à-dire devenir le fossoyeur du capitalisme, c'est-à-dire briser l'appareil d'Etat bourgeois et s'ériger en classe dominante, intaquer la dictature du prolétariat pour construire le socialisme en vue de l'établissement ultérieur de la société sans classes, le communisme.

— Le Comité Central du Mouvement Communiste Français dénonce la duperie révisionniste de l'accord des « gauches » reprise par le Bureau Politique du Parti Communiste Français le 26 janvier 1967 selon lequel il est possible d'obtenir une amélioration du sort des salariés dans le régime actuel par un accroissement de la production et de la productivité. Cette thèse réformiste est présentée par les communistes véritables comme la carotte de l'âne offerte aux prolétaires par la social-démocratie au temps du plan Marshall — et par le pouvoir des monopoles au temps de l'association capital-travail.

— Le Comité Central du Mouvement Communiste Français propose aux salariés de s'unir et de combattre sur un programme clair et précis, inspiré de la lutte de classe et des besoins réels du prolé-

riat et non pas sur un programme inspiré par la démagogie électroale social-démocrate.

— Luttons pour la retraite à 55 ans pour tous, hommes et femmes travailleurs, correspondant à 75 % du salaire réel.

— Luttons pour l'augmentation uniforme des salaires portant le salaire de base à 750 F par mois sur la base des 173 heures ou 40 heures par semaine.

— Luttons pour la défense dans les faits du principe « A travail égal, salaire égal », notamment pour les jeunes, les femmes et les travailleurs immigrés qui sont les catégories les plus exploitées.

— Luttons pour obtenir le retour à la simplification des catégories professionnelles par corporation, pour balayer tous les indices et les échelons (plusieurs centaines par profession) qui sont autant de barrages à l'unité à la base des salariés et autant de duperies sur de prétendues augmentations de salaires défendues par les réformistes, imposées par le patronat et qui sont autant de prétextes à la division des travailleurs.

— Luttons pour les libertés syndicales (droit de parole, compte rendu des délégués, assemblées générales, affichages sur les panneaux syndicaux, collectage des cotisations, diffusion de la presse ouvrière) ; pour l'humanisation des conditions de travail. Imposons le respect de nos syndicats dans les entreprises par la lutte de classe en imposant un rapport de forces favorable aux salariés face aux exploités.

Les Communistes marxistes-léninistes appellent tous les travailleurs à rejoindre en masse la C.G.T., à militer activement en son sein, et former des comités de base pour l'aboutissement du programme revendicatif ci-dessus.

LE COMITE CENTRAL
DU MOUVEMENT COMMUNISTE FRANÇAIS
(Marxiste-Léniniste)
Paris, 29 janvier 1967.

Priorité au travail économique

Dans les usines, le rôle des communistes fut souvent réduit à un travail de type économique, leur liaison avec les ouvriers reposant non pas sur un travail politique de propagande communiste, mais avant tout sur leurs capacités à se mettre à la tête de toutes les luttes revendicatives. D'ailleurs à cette époque, les expériences tentées ne pouvaient être que limitées. Citons malgré tout l'expérience de Châteaudun, où les camarades ont été conséquents par rapport à l'orientation tracée ci-dessus. Les plus assidus de leurs efforts ont consisté à vouloir impulser la lutte « classe contre classe », pour l'obtention des revendications et à créer pour cela l'outil « indispensable », le « syndicat rouge ». Du fait que les camarades de la Paulstra étaient délégués, ils purent regrouper, dès leur exclusion, un courant de sympathie sur la base d'un mécontentement vis à vis de la C.G.T. et décidèrent de former un nouveau syndicat, le Syndicat Général des Travailleurs. Mais comme sa base politique était extrêmement fragile et floue (on y trouvait des révolutionnaires mais aussi certains ouvriers qui avaient quitté la C.G.T. et rejoint le S.G.T. sur des bases anti-communistes), le syndicat rouge s'est trouvé en retrait par rapport à la C.G.T. au début du mouvement de mai et s'est désagrégé ensuite.

L'anarcho-syndicalisme, tel qu'il se manifesta concrètement et s'imposa à l'intérieur du M.C.F. dès le début 67, apparaît comme une survivance du révisionnisme moderne.

- D'abord l'anarcho-syndicalisme est le résultat direct du partage des tâches que le révisionnisme moderne a toujours tenté d'instaurer en vue d'obscurcir la conscience de classe du prolétariat.

- Aux militants ouvriers la lutte revendicative pour obtenir du patronat des améliorations des conditions de vie ou de travail ou de l'état bourgeois des réformes allant dans ce sens.

- Aux politiciens bourgeois du P.« C. »F. la lutte politique, c'est-à-dire l'activité parlementaire, la lutte nécessairement réformiste, social-démocrate.

- D'autre part, l'anarcho-syndicalisme résulte, comme nous l'avons dit, d'une compréhension unilatérale, superficielle du révisionnisme moderne. Ce que l'on critique avant tout, ce n'est pas son essence — le rejet de la révolution prolétarienne ar-

mée — mais une de ses manifestations : l'alliance sans principe avec les sociaux-démocrates. L'anarcho-syndicalisme est une réaction primaire, « spontanée » contre l'activité parlementaire bourgeoise, la politocallierie de salon, les alliances nouées sur le dos des ouvriers pour mieux parvenir au pouvoir. A la lutte parlementaire, à l'unité au sommet des organisations politiques et syndicales collaboratrices de classe, il oppose la lutte extra-parlementaire, le mouvement ouvrier « pur », « la spontanéité ouvrière », l'exigence d'actions d'envergure et généralisées, le mot d'ordre de « l'unité à la base et dans l'action ».

★

Si une ligne opportuniste — mêlant des influences du révisionnisme moderne à des conceptions franchement anarcho-syndicalistes — se constitua aussi au cours du 1er semestre 67, son champ d'application, à cette époque, ne pouvait être que limité. Ce n'est qu'après le mouvement de mai-juin 68 que cette ligne — avec la multiplication des comités de base, d'action, etc. — put réellement entrer en pratique sur une échelle assez grande. Ceci à cause de la venue de forces relativement imposantes au Parti et à la périphérie, et dans le mouvement révolutionnaire et dans la classe ouvrière. Et ce n'est précisément que parce que ces conceptions opportunistes et anarcho-syndicalistes ont pu, après mai, commencer à se matérialiser, ce n'est que parce qu'elles ont pu être soumises à l'épreuve de la vie, qu'il a été possible de voir ce que ces conceptions avaient d'erroné, de le cerner, de critiquer l'opportunisme.

Cette confrontation de dogmes opportunistes, de points de vue hérités du P.« C. »F., à la pratique, leur critique radicale, la formulation, sur ces bases, des premières perspectives de travail communiste dans la classe ouvrière, posa le problème :

- Est-ce que ces tâches pouvaient incomber à n'importe quel vague rassemblement de camarades se réclamant du marxisme-léninisme ?

- Ou ces tâches requièrent-elles impérativement la construction d'une organisation centralisée, implantée nationalement, développant de multiples expériences et capable — ne fut-ce qu'embryonnairement — de les centraliser, bref d'un Parti ?

**LA NAISSANCE
ET LA
PREMIERE
PERIODE
DE L'UNION
DES JEUNESSES
COMMUNISTES
MARXISTES-
LENINISTES
(U.J.C.M.L.)**

Avant d'examiner la question du débat sur la création du Parti, qui prit un tour aigu à partir d'avril 1967, date à laquelle fut annoncée par le C.C. du M.C.F. la décision de convoquer le congrès constitutif du P.C.M.L.F. avant la fin de l'année, il est nécessaire de revenir en arrière sur la naissance de l'U.J.C.M.L. Cette organisation à prétention M.-L. apparut publiquement, ouvertement, à partir d'octobre-novembre 66. Mais cette apparition ouverte, sanctionnée par la tenue de son premier congrès, en décembre 1966, est le résultat d'un processus de lutte à l'intérieur de l'U.E.C. révisionniste (Union des Etudiants Communistes).

Comprendre l'évolution et les positions de l'U.J.C.M.L. n'est pas sans intérêt, et notamment sur la question fondamentale qui se pose à cette époque là, pour les M.-L. en France : le prolétariat a-t-il besoin d'un Parti pour faire la révolution ? Et surtout comment construire un tel Parti ?

Car l'U.J.C.M.L., à la naissance du mouvement M.-L. en France, a cristallisé véritablement les hésitations, les illusions et les confusions de la petite bourgeoisie intellectuelle. Elle a exprimé le mieux cette tendance de la petite bourgeoisie à s'ériger en « avant-garde » de la révolution à venir, à usurper la direction de la révolution. Aussi l'histoire de l'U.J.C.M.L. fait-elle partie d'une histoire plus vaste : l'histoire de la petite bourgeoisie au sein du mouvement M. L. dans ses premiers pas : son poids, son influence, ses différents modes d'intervention.

Aujourd'hui du reste, on peut observer une filiation entre les positions d'organisations petite-bourgeoises qui se réclament du marxisme-léninisme (soit qu'elles aient scissionné du jeune parti M.-L., soit qu'elles se soient constituées en dehors de lui) et les positions avancées par l'U.J.C.M.L. à l'époque, notamment sur cette question cardinale du Parti, de sa création et de son édification.

★

La naissance, le développement, puis la mort de l'U.J.C.M.L. répondent à une logique propre, à une logique de classe. Organisation née sur le terrain de la petite bourgeoisie intellectuelle en révolte contre certains aspects du capitalisme et de la trahison révisionniste, exprimant le caractère limité, inconséquent et fluctuant de la révolte de cette couche, l'U.J.C.M.L. a pu trouver, pendant une certaine période, un champ libre à son développement dans les facultés et les lycées. D'autant plus qu'elle a su se saisir de la lutte contre l'impérialisme US et du soutien à la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien, questions qui mobilisaient une partie importante de la jeunesse intellectuelle à ce moment. Mais à un certain stade de son développement — et compte tenu de ses prétentions affichées à être,

dans les faits, la seule organisation M.-L. en France, le seul espoir à la création d'un authentique Parti M.-L. en France — l'U.J.C.M.L. s'est trouvée confrontée au problème de la pénétration dans la classe ouvrière, de l'organisation du prolétariat (critères décisifs pour juger des prétentions d'une organisation) notamment à partir de septembre 67. La contradiction entre sa caractéristique de classe fondamentale, son opportunisme congénital (au sens propre du terme) et sa prétention à être l'organisation M.-L., embryon du parti du prolétariat, s'est finalement soldée par la crise et la mort de l'U.J.C.M.L.

Aussi peut-on découper l'histoire de l'U.J.C.M.L. de la manière suivante :

- La naissance et les premiers pas de l'U.J.C.M.L., marqués par le sceau indélébile de la petite bourgeoisie.
- Le débat sur la création du parti exprimant le mieux le refus de la petite bourgeoisie d'une organisation de combat, d'avant-garde du prolétariat.
- Les vaines prétentions de l'U.J.C.M.L. d'engager une pénétration dans la classe ouvrière. (Nous examinerons les points 2 et 3 dans les chapitres suivants).

La lutte à l'intérieur de l'UEC et la constitution de l'UJCM

L'U.J.C.M.L. n'est pas née en décembre 1966, date de la réunion du congrès constitutif de cette organisation. En fait elle existait, à l'état clandestin, au sein de l'U.E.C. antérieurement à cette date. Néanmoins il est nécessaire avant toute chose de préciser deux points :

- En fait, ce n'est qu'au début de la rentrée scolaire de 65, vers les mois de septembre-octobre, que commencent à se regrouper, autour du cercle d'UIm de l'U.E.C. et sous leur direction, quelques militants membres de l'organisation étudiante du P.« C. »F. qui nourrissent alors le vague projet de défendre, au sein de l'U.E.C., les thèses M.-L. des camarades chinois et albanais. Ne jouons pas sur les mots comme l'ont fait les dirigeants de l'ex-U.J.C.M.L., l'idée de constituer une organisation M.-L. indépendante, sur le plan politique, idéologique et organisationnel, des révisionnistes modernes, n'était pas affirmée à cette époque ni, bien évidemment, l'idée de constituer un nouveau parti révolutionnaire en France. La nécessité de rompre sur tous les plans avec le révisionnisme moderne

s'est précisée progressivement au cours de la lutte au sein de l'U.E.C., et avec beaucoup d'atermoie-ments et d'hésitations de la part de ceux qui formeront le noyau dirigeant de l'U.J.C.M.L.

A fortiori, faire remonter le commencement de la « lutte interne » près de deux ans avant l'apparition ouverte de l'U.J.C.M.L. — c'est-à-dire approxi-mativement au début de l'année 65 — comme le prétend le premier numéro de « Garde Rouge », est encore plus ridicule. C'est d'ailleurs l'idée qu'entretient Kessel dans son livre — sans doute sur la base d'informations erronées — en laissant entendre l'existence d'un noyau M.-L. clandestin dès cette période dans le cercle d'Ulm. En fait il suffit de se reporter aux numéros des « Cahiers Marxistés-Léninistes », publication régulière du Cercle d'Ulm et qui sortirent à partir de février 1965 pour son-der le gouffre de confusionnisme politique régnant à l'époque dans ce cercle (reflétant d'ailleurs celui existant au sein de l'U.E.C. dans son ensemble). Dans les premiers numéros se côtoient toute une série de positions et de tendances qui n'ont pas grand chose à voir avec le marxisme-léninisme ; on peut y voir successivement défendues des positions guévaristes, la nécessité de trouver une troisième voie « entre Pékin et Moscou », des conceptions complètement aristocratiques sur l'Art, des posi-tions philosophiques aboutissant à concevoir la théorie marxiste-léniniste coupée de toute pra-tique, etc., mais fort peu de positions M.-L. ou anti-révissionnistes. Que toutes ces sottises soient justifiées à l'aide d'un vocabulaire marxiste et re-couvertes d'un vernis révolutionnaire ne change rien à l'affaire.

Aussi la prétention longtemps affichée des diri-geants de l'ex-U.J.C.M.L. selon laquelle tout le pro-cessus de lutte à l'intérieur de l'U.E.C. fut « **parfaitement maîtrisé** » n'est que pure fanfaronnade, non seulement en vue d'impressionner les organisa-tions M.-L. et particulièrement, à cette époque, le M.C.F., mais aussi pour masquer l'empirisme étroit avec lequel s'opéra la démarcation d'avec le révi-sionnisme moderne au sein de l'U.E.C.

• Non seulement la direction de l'U.J.C.M.L. s'enorgueillit d'avoir **maîtrisé parfaitement** toutes les étapes de la lutte au sein de l'U.E.C., mais bien plus, elle érigea les prétendus « principes » qui l'avaient guidée dans cette lutte — établir une « **démarcation concrète** », sur des « **points limités d'abord** », puis sur « **tous les points** » en vue de « **vider les organisations révisionnistes de leur substance** » — comme une loi générale valable pour tous les M.-L. et pour la lutte dans n'importe quelle organisation révisionniste. Citons par exemple les « Cahiers Marxistés-Léninistes » de novembre-décembre 66 :

« *La situation est claire : tous les militants mar-*

xistes-léninistes, tous les communistes pour qui le communisme demeure bien l'objectif final, intensi-fient la lutte dans les organisations du parti (P.C.F., U.E.C.F., U.J.C.F. ...) pour que s'éveille la consci-ence communiste ...

Un long processus de scission, inégal dans son déve-loppement, combinant les formes de lutte ouverte et non-ouverte, interne et externe ; théorique, idéo-logique et politique videra progressivement les or-ganisations révisionnistes de ce qui leur reste de substance de classe et aboutira à la fusion de toutes ces forces en un parti communiste ...

Chez les étudiants, chez les intellectuels, la situa-tion est mûre : une force M.-L., née d'une juste lutte longue et aiguë dans les organisations dégénérées, peut et doit développer les luttes ...

Sous-entendu : ceux qui s'affichent marxistes-léni-nistes chez les ouvriers ou les paysans devraient commencer par « éveiller la conscience de classe » dans le P.C.F. et commencer à vider ce dernier de « sa substance de classe » comme nous l'avons fait en ce qui concerne les étudiants dans l'U.E.C. ... Ils montreraient ainsi qu'ils ne sont pas des M.-L. en paroles, mais aussi dans la pratique !

Or, comme on le sait, de nombreux militants ou-vriers ou autres tentèrent courageusement dans les années 63-64-65, de défendre les positions M.-L. à l'intérieur du P.« C. »F. Ils finirent par se faire ex-clure assez rapidement, du fait du refus sys-tématique de la part des dirigeants révisionnistes d'accepter le moindre débat au sein du P.« C. »F. sur les questions soulevées par les camarades chi-nois et albanais. Or, méprisant souverainement cette expérience, les dirigeants de l'U.J.C.M.L. généralisaient et proposaient comme seule voie pos-sible à la constitution des forces M.-L. importantes la lutte interne menée dans cette organisation archi-dégénérée qu'était l'U.E.C. révisionniste !

Ces deux points précisés, nous verrons successive-ment les questions suivantes :

1. Pourquoi pouvait-il se caractériser à l'intérieur de l'U.E.C. révisionniste un fort courant de lutte, même inconséquent, contre le révisionnisme ?
2. Quelles sont les positions fondamentales et les caractéristiques de classe du noyau formé de cer-tains éléments du cercle d'Ulm et qui tenta de ca-naliser ce courant de lutte ?
3. Sur quels points ce noyau se démarqua-t-il prati-quement du révisionnisme moderne à l'intérieur de l'U.E.C. ?

Quelles étaient les caractéristiques de l'U.E.C. révi-sionniste ?

Il y a deux points qu'on ne peut pas perdre de vue à propos de l'U.E.C. à cette période :

— D'une part que c'était une organisation très dégénérée, y compris sur le plan organisationnel, et que de multiples fractions y étaient quasiment officiellement reconnues (même pour la composition des organismes dirigeants).

— D'autre part que c'était une organisation qui pouvait refléter une certaine sensibilisation (jouer le rôle de plaque « sensible » selon l'expression de Lénine) aux idées nouvelles et notamment aux positions des camarades chinois au niveau international.

Du VII^e congrès (1964) au VIII^e congrès (mars 1965), l'U.E.C. révisionniste était dirigée par une tendance d'ultra-droite, en opposition avec la direction du P.« C. »F. Cette tendance reprenait à son compte ce que l'on appelait les « thèses italiennes » (sur lesquelles du reste, passera progressivement le P.« C. »F.) : « réformes de structures », « bloc historique », pluralité des partis pour le passage au socialisme, abandon de la simple référence à la Dictature du Proletariat, rôle des nouvelles « couches moins jeunes » (intellectuels, chercheurs, techniciens, ingénieurs, etc.), polycentrisme, etc.

Faute de perdre l'U.E.C., et surtout à cause du caractère peu dangereux de ce courant (qui précédait seulement de quelques mois l'évolution ultérieure du P.« C. »F. et qui objectivement servait à cette évolution bourgeoise), le P.« C. »F. toléra cette direction qui faisait de l'U.E.C. un **petit Parti**, une organisation indépendante qui avait son programme, son mode de fonctionnement et qui prétendait discuter d'égal à égal avec la direction du P.« C. »F. C'est ainsi par exemple que le Bureau National de l'U.E.C. envoya le 21 janvier 1965 une lettre-programme au C.C. du P.« C. »F., exprimant les critiques essentielles de ce courant ultra-droiteur à la ligne du P.« C. »F., et préconisant sa propre ligne. Le droit de tendance y était reconnu comme une institution, y compris dans la désignation de tous les organismes et même des organes centraux. Les textes et les positions les plus diverses y circulaient sans entrave. L'ultra-libéralisme était accentué par le fait des critères extrêmement lâches d'admission : pouvait être membre de l'U.E.C. toute personne d'accord avec au moins un point de sa ligne ! Si le VII^e congrès marqua la reprise en main — dans une certaine mesure — du P.« C. »F. sur l'U.E.C., cela ne changea pas fondamentalement le fonctionnement de l'organisation : autonomie de secteurs, multiples tendances... D'ailleurs la fragilité même de cette « reprise en main » se marqua lors de la session du VIII^e congrès lui-même, où une motion condamnant le compte-rendu du congrès qu'en donnait « l'Humanité », fut adoptée par la majorité du congrès !

Bien évidemment, un tel fonctionnement n'avait rien de commun avec celui du P.« C. »F. ; le caractè-

re dégénéré de l'U.E.C. et le caractère extrêmement lâche de la discipline d'organisation permettaient évidemment de mener un travail de lutte intérieure infiniment plus facile qu'à l'intérieur du P.« C. »F.

L'autre aspect, nous l'avons dit, c'est la sensibilité — même si elle s'accompagne de beaucoup d'inconsistance et de « débilite » (au sens où l'emploie Staline) — de la jeunesse intellectuelle aux idées nouvelles. La transformation de plus en plus nette du Parti révisionniste en simple parti parlementaire à la candidature Mitterrand) et surtout la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien et le caractère toujours plus pacifiste de l'intervention du P.« C. »F. devaient amener progressivement de nombreux jeunes intellectuels à s'intéresser d'abord, puis à se tourner vers les thèses des camarades chinois.

Toute une série de questions — dès le dernier trimestre 65 — commencèrent à être agitées et discutées âprement au sein de l'U.E.C. : l'alliance avec les socialistes, « la vie parlementaire », et aussi tous les problèmes relatifs à la guerre et la paix, au rôle de la zone des tempêtes, à la coexistence pacifique, au rôle des guerres révolutionnaires de libération nationale, etc. Le débat, rendu très difficile à l'intérieur du P.« C. »F., pouvait, dans une grande mesure, avoir lieu à l'intérieur de l'U.E.C. Et il eût lieu.

Quelles sont les positions fondamentales et les caractéristiques de classe du noyau formé de certains éléments du Cercle d'Ulm et qui tenta, à partir de septembre-octobre 65, de canaliser ce courant anti-révisionniste ?

La fédération des cercles, puis le M.C.F. avaient entrepris de mener un travail de lutte anti-révisionniste et pour la défense des thèses M.-L., au sein de l'U.E.C. Le rôle du M.C.F. se précisa d'ailleurs en septembre-octobre 66, où, profitant des tergiversations des dirigeants de ce qui devait devenir l'U.J.C.M.L., devant une rupture radicale avec les révisionnistes modernes, il incita certains dirigeants de secteurs (notamment Droit et lycées) à appeler ouvertement à quitter l'U.E.C. révisionniste et à rejoindre la seule organisation M.-L. constituée aux yeux des masses à cette époque : le M.C.F. Mais si le M.C.F., disposant de quelques militants au sein de l'U.E.C., y joua un rôle non négligeable, c'est surtout le noyau constitué à partir de quelques éléments du Cercle d'Ulm qui entreprit de canaliser le courant anti-révisionniste qui se dessinait à l'intérieur de l'U.E.C. Nous l'avons dit, ce n'est qu'assez tard que se démarqua un petit groupe, dans le cercle d'Ulm, des thèses « castristes », « 3ème voie » et autres, qui se proposa la défense des thèses des camarades chinois.

Néanmoins, comme nous le savons, il y a un pas énorme entre la reconnaissance formelle d'un certain nombre de principes et leur application effective à la lutte de classe. Il ne suffit pas de se prétendre M.-L., il faut aussi le prouver en osant et en sachant prendre en mains les tâches révolutionnaires de l'heure.

Or si l'on examine de près les conceptions politiques de ce noyau à prétention M.-L. — telles qu'elles sont affirmées ou inscrites dans son travail, dans ses choix politiques — on voit qu'il porte, dès sa constitution, dès ses origines, la tache indélébile de l'intellectualisme bourgeois ; on verra par ailleurs que cette tare congénitale reflète une position de classe, celle de la petite bourgeoisie qui n'a nullement confiance dans les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière et qui tente de s'ériger en « Guide » de la révolution.

Un théoricisme bourgeois outrancier

Les dirigeants de la future U.J.C.M.L. soulignaient à juste titre le rôle important de la théorie marxiste-léniniste dans le développement de la Révolution. A cette époque, alors que le P.« C. »F. supprimait toute référence à la théorie M.-L. pour mieux faire passer ses fadaïses opportunistes, mettre l'accent sur l'étude et la propagation de la théorie M.-L., jouait un rôle tout à fait positif dans la lutte contre le révisionnisme moderne. Cela constituait un aspect (mais seulement un aspect) de la lutte pour montrer le véritable visage des révisionnistes modernes en tant que traîtres à la révolution prolétarienne et au marxisme-léninisme. Et c'est vrai que c'est en lisant et en étudiant un certain nombre d'ouvrages classiques marxistes-léninistes (tirés de l'oubli où les poussaient les révisionnistes modernes) que certains jeunes intellectuels purent reconnaître la justesse des positions des camarades chinois et engager la critique des révisionnistes.

Néanmoins, si on doit souligner ces mérites, il faut reconnaître que, dans le fond, les dirigeants de la future U.J.C.M.L. avaient une conception non-marxiste, non-matérialiste-dialectique de la théorie, de son élaboration ; car il y a deux manières de jouer un mauvais tour au marxisme-léninisme :

- la première consiste à le réduire à un praticisme étroit (« éclairé » par quelques formules vidées de leur contenu) ce qui aboutit très rapidement à l'absence de toute perspective révolutionnaire.
- la deuxième consiste à faire de sa théorie un fétiche ; or le noyau d'Ulm attribuait à la théorie M.-L. une valeur quasiment mystique ; ils ne comprenaient pas, dans le fond, ce principe maintes et maintes fois affirmé par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao, à savoir que la théorie est issue de la pratique, qu'elle vise à résoudre les problèmes surgis dans la pratique et surtout qu'elle n'a

d'intérêt et de validité qu'autant qu'elle vise à guider la pratique dans laquelle elle se vérifie (se confirme ou s'infirme) et s'enrichit.

Bien évidemment, partant de la manière dont les dirigeants de la future U.J.C.M.L. voyaient le rapport théorie-pratique, il est difficile de ne pas mentionner les travaux d'Althusser, ce professeur de philosophie du P.« C. »F. qui joua un peu le rôle de « maître à penser », qui marqua l'origine du noyau d'Ulm et qui y laissa une grande empreinte, même lorsqu'il passa avec armes et bagages dans le camp des révisionnistes. Nous nous donnons le droit de faire cette assimilation à deux titres :

— D'une part parce que les travaux d'Althusser étaient considérés au sein de l'U.J.C.M.L. comme un prolongement du marxisme-léninisme (ni plus, ni moins !) et il était de bon ton de les voir comme un « patrimoine » de l'organisation.

— D'autre part les thèses d'Althusser n'ont par la suite jamais été critiquées ou condamnées. D'ailleurs, comme le note Kessel, une savante ambiguïté était entretenue, lors de la création officielle de l'U.J.C.M.L., concernant les positions d'Althusser.

Si Althusser joua un rôle positif dans la mesure où il contribua à refaire connaître et à propager certains éléments de la théorie M.-L. (notamment tout ce qui concerne l'économie politique marxiste), on doit néanmoins dire sans fard que là où il essaya d'émettre des idées originales — notamment en ce qui concerne le matérialisme dialectique — il tenta de faire effectuer à la philosophie marxiste un pas en arrière vers l'idéalisme. Comme on le sait, Althusser défendit une idée (non pas « fixe », mais « clé ») à savoir le concept monstrueux de « *Pratique théorique* ». Au lieu de voir dans le processus de la connaissance qui va de la pratique à la théorie, puis de la théorie à la pratique, un « moment théorique » (c'est-à-dire le bond qui s'effectue, à un certain moment entre la connaissance sensible et la connaissance rationnelle, ou le moment où les diverses représentations sensibles se transforment en concepts), Althusser s'attacha à présenter l'élaboration théorique comme un processus autonome, s'engendrant lui-même, et se développant en marge, pendant toute une période, de la pratique sociale. En fait Althusser défendit une conception spéculative de la théorie. Voyons plus précisément. Comme tout travail peu sérieux, la « découverte » d'Althusser se fonde sur une analogie. Althusser « compare » ce qu'il appelle le procès de la pratique théorique, au procès du travail que Marx décomposait, dans le *Capital*, en trois « éléments simples » :

1. « *l'activité personnelle de l'homme, ou travail proprement dit* »
2. « *l'objet sur lequel le travail agit* », ou « *objet de travail* »

3. « le moyen par lequel il agit », ou « le moyen de travail », ou « instrument de travail ».

« Par pratique, nous entendons tout processus de transformation d'une matière première donnée déterminée en un produit déterminé, utilisant des moyens (de « production ») déterminés. Dans toute pratique ainsi conçue, le moment (ou l'élément) déterminant du processus n'est ni la matière première, ni le produit, mais la pratique au sens étroit : le moment de travail de transformation lui-même qui met en oeuvre, dans une structure spécifique, des hommes, des moyens, et une méthode d'utilisation des moyens ». (Althusser, « Pour Marx »).

... « Il existe donc une pratique de la théorie. La théorie est une pratique spécifique (« la pratique théorique ») qui s'exerce sur un objet propre et aboutit à son produit propre : une connaissance. Considéré en lui-même, tout travail théorique suppose donc une matière première donnée, et des « moyens de production » (les concepts de la « théorie » — c'est-à-dire les concepts fondamentaux d'une science — et leur mode d'emploi : la méthode).

La matière première traitée par le travail théorique peut être très « idéologique », s'il s'agit d'une science naissante ; elle peut être, s'il s'agit d'une science déjà constituée et développée, une matière déjà élaborée théoriquement, des concepts scientifiques déjà formés. » (« Pour Marx »).

Allant « plus à fond » dans l'exposé du mécanisme de cette « pratique théorique », Althusser en dégage ainsi les éléments :

1. La Généralité I : c'est « la matière première que la pratique théorique de la science transformera en « concepts » spécifiés, c'est-à-dire en cette autre généralité (que nous appellerons la généralité III) concrète qu'est une connaissance ». Cette généralité I est « constituée soit de concepts encore idéologiques, soit de « faits » scientifiques, soit de concepts déjà élaborés scientifiquement, mais appartenant à un stade antérieur de la science (une ex-généralité III). »

2. La Généralité II : c'est la « généralité qui travaille », qui transforme la généralité I en généralité III ; c'est la « théorie » de la science considérée ou le corps de ses concepts fondamentaux.

3. La Généralité III : c'est le produit de la pratique théorique. Poursuivant l'analogie avec le procès de travail, on en arrive à la conclusion suivante, que Althusser ne manque pas de suggérer : de même que dans le procès de travail, le produit de celui-ci (par exemple la houille obtenue par extraction) peut entrer et entre souvent comme matière première dans un autre procès, de même la généra-

lité III, produit d'un cycle de la « pratique théorique » peut entrer à son tour, « pour être travaillée », comme « matière première », comme élément constitutif d'un autre cycle de la « pratique théorique ». Et ainsi de suite ...

Ainsi, grâce à l'alchimie du Docteur Althusser, le concept peut s'auto-engendrer, développer son propre mouvement ... sans que cela ne relève de l'illusion « spéculative » ! Comme on le voit, on aboutit à une vision de l'élaboration théorique de la connaissance telle que la pratique sociale (qu'elle relève comme le dit Mao, de la lutte pour la production, de la lutte de classe, ou de l'expérimentation scientifique), la transformation de la réalité du monde objectif n'intervient véritablement :

— ni comme source de la connaissance en fournissant les faits, les représentations, les données de l'expérience, etc., susceptibles de nourrir l'activité théorique,

— ni comme critère de validité : car il ne suffit pas, sur la base de la pratique, d'arriver à des conclusions justes, à une explication scientifique des phénomènes, encore faut-il vérifier dans la pratique la justesse de ses conclusions, le caractère scientifique de ces explications. Comme le dit très clairement Mao Tsé-Toung, dans « De la Pratique » :

« Le marxisme-léninisme est reconnu comme vérité non seulement parce que cette doctrine a été scientifiquement élaborée par Marx, Engels, Lénine et Staline, mais parce qu'elle a été exprimée par la pratique ultérieure de la lutte révolutionnaire de classe et de la lutte révolutionnaire pour la libération de la Nation. »

D'ailleurs, il faut préciser une chose : si Althusser se fit le propagandiste des traités de Mao Tsé-Toung sur « La contradiction », par contre des ouvrages tels que « De la pratique » ou « D'où viennent les idées justes ? », étaient considérés par lui et ses jeunes émules du Cercle d'Ulm comme des ouvrages de peu d'importance et exprimant un point de vue simpliste, pour ne pas dire « matérialiste vulgaire » sur la connaissance.

La théorie pouvant trouver son origine dans l'expérience des masses populaires, quelle honte pour un chercheur « scientifique », philosophe du surcroît ! (il faut préciser, à la décharge du Professeur Althusser, que les textes de Pékin-Information montrant comment les ouvriers chinois apprenaient et maîtrisaient le matérialisme dialectique, sont d'une époque ultérieure à ses travaux !).

Voilà en gros avec quelle soupe les jeunes normaux grandirent et fortifièrent leur esprit. Cette conception très idéaliste et ... très « aristocratique » de la théorie (conçue comme coupée de la pratique et de l'expérience vivante des masses po-

pulaires) permet de comprendre bien des aspects du fonctionnement de l'U.J. sur lesquels on a souvent plaisanté : son « théoricisme », « le terrorisme intellectuel » qui y régnait, etc.

Bien évidemment, comme il arrive souvent dans ces cas-là, une telle « façade théorique » soigneusement étudiée, masquait souvent une rigueur scientifique réelle en carton-pâte. La référence abstraite, dogmatique aux principes du marxisme-léninisme, les phrases extraites de leur contexte en arrivaient à justifier tout et n'importe quoi, selon les inspirations du moment, et à éluder les problèmes de l'heure. La réduction du marxisme à une scolastique, à un catéchisme pour gens cultivés, masquait une méconnaissance souvent crasse des principes élémentaires du marxisme-léninisme. Un exemple typique de cela sera donné à propos du Parti, et aussi à propos de la candidature Mitterrand. La suffisance d'intellectuel exprime toujours une position de classe, une certaine attitude vis à vis des masses et de la révolution.

Les choix politiques faits par le noyau dirigeant de ce qui devait devenir l'U.J.C.M.L. au cours de la lutte à l'intérieur de l'U.E.C.

La candidature de Mitterrand et la conciliation idéologique et politique avec le révisionnisme moderne.

Au moment où le P.« C. » F. fit un pas important vers sa transformation en simple parti électoral bourgeois en soutenant la candidature Mitterrand à la présidence de la République, au moment donc où des conditions extrêmement propices étaient nées pour engager au sein de l'U.E.C. une bataille de principe importante contre le révisionnisme moderne, le noyau regroupé autour du cercle d'Ulm adopta en fait une position conciliatrice :

- D'une part en ne se démarquant pas clairement à l'intérieur de l'U.E.C. de l'attitude du P.« C. » F.
- D'autre part en n'engageant pas un débat, à l'intérieur de l'U.E.C., sur des bases politiques claires.

Voilà en gros comment résume « Servir le peuple », n° 8 (15 oct. 67), l'attitude du noyau d'Ulm :

« Les marxistes-léninistes savaient qu'il était vain de vouloir modifier la politique de l'UEC ; aussi, la lutte qu'ils y menaient au Bureau National et au Comité National avait-elle pour seul objectif de creuser le fossé entre les dirigeants réactionnaires et les éléments intermédiaires des organismes de direction. Leurs interventions portaient sur deux tableaux :

1. Le candidat Mitterrand est un représentant de la bourgeoisie. Son passé et ses positions actuelles en font foi. De plus, le PCF mène une campagne sans

principe : en supposant (ce qui était rendu impossible par la personnalité pro-américaine du candidat) que l'unité puisse être conclue avec Mitterrand et les forces qu'il dirigeait, il fallait néanmoins que le Parti maintienne son indépendance idéologique. Or, il mena campagne sur les mêmes thèmes que François Mitterrand. Par exemple, il propagea le slogan ultra-réactionnaire : « pour une plus juste répartition des fruits du travail », déjà dénoncé par Marx dans la critique du Programme de Gotha.

2. De toutes façons, et indépendamment du premier, l'UEC ne peut pas prétendre se prononcer sur de telles questions ; en effet selon les conclusions du VIIIe congrès de l'UEC, celle-ci ne peut pas intervenir sur des questions qui ne lui sont pas ouvertes par sa pratique, l'UEC ne peut donc pas et ne doit pas tenter de justifier ou de rejeter le soutien du PCF à la candidature Mitterrand. Rappelons à ce propos que si les thèses du PCF faisaient, d'après les statuts, force de loi, pour l'UEC, nul n'était tenu de les appliquer à condition de ne pas intervenir publiquement contre elles.

Rejetés par ce point des statuts et soutenus par un grand nombre de militants, les marxistes-léninistes :

- ne firent aucune campagne politique
- n'attaquèrent pas publiquement la candidature Mitterrand, ni le soutien que lui apportait le PCF
- lancèrent dans l'UEC un grand débat sur cette question. »

Bien évidemment, on ne peut pas faire le reproche — a priori — de ne pas avoir appelé publiquement à se désolidariser de l'attitude du P.« C. » F. Dans la perspective d'une lutte interne, cela peut être jugé comme une question d'opportunité à laquelle il est difficile de répondre avec certitude. Par contre, ce qu'il était tout à fait possible et indispensable de faire, c'était d'engager à l'intérieur de l'U.E.C. un grand débat — à partir du choix fait par le P.« C. » F. à l'occasion des présidentielles — sur les questions déterminantes de la « voie électorale », du « parlementarisme », de la révolution prolétarienne armée, de la dictature du prolétariat, etc. et critiquant ouvertement les positions des révisionnistes modernes sur ces questions. Or, et la citation que nous avons faite le montre bien, ce débat se réduisit à quelques coups d'épingles contre le révisionnisme moderne. Faut-il croire que les dirigeants d'Ulm, s'ils avaient déjà terminé « Le Capital » et la « Critique du programme de Gotha », n'en étaient pas encore arrivés à la lecture des textes de Marx et d'Engels sur la violence révolutionnaire et le parlementarisme, aux ouvrages de Lénine « L'état et la révolution » et le « Rénégat Kautsky » ?

Quoiqu'il en soit la grande bataille politique fut de reprocher au P.« C. » F. de reprendre à son compte le slogan « Pour une plus juste répartition des fruits

du travail », comme si la perte de l'indépendance idéologique et politique du P.« C. »F. vis à vis de l'influence bourgeoise ne se marquait pas avant toute chose, au premier chef sur cette question déterminante du reniement de la révolution prolétarienne, du renversement violent, de la destruction de fond en comble de tout l'édifice étatique de la bourgeoisie !

En fait, au nom de la critique du candidat, de l'unité avec les « socialistes », ce qui était perdu de vue, « oublié », c'est la critique du révisionnisme même du P.« C. »F., le fait que lui-même était déjà passé sur les positions de la bourgeoisie et qu'il constituait, à l'intérieur de la classe ouvrière, le plus ferme soutien idéologique et politique de la bourgeoisie.

Comme on le voit, il s'agissait d'une critique très, très complaisante vis à vis du P.« C. »F., d'une attitude d'opposition « respectueuse ». Si nous insistons sur cet épisode de la candidature de Mitterrand, c'est qu'il est révélateur de l'attitude de la direction de l'U.J.C.M.L., et d'une manière plus large, de la petite bourgeoisie révolutionnariste vis à vis du révisionnisme moderne : critiques, rupture apparente, mais en fait conciliation constante. Un des résultats de ce louvoiement fut de laisser dans les bras des trotskistes une partie importante de l'U.E.C. parisienne, c'est-à-dire le secteur lettres, malgré l'ardeur que mirent certains dirigeants de secteurs à engager plus à fond la critique du révisionnisme moderne. Les dirigeants trotskistes appelèrent publiquement à s'opposer à la candidature Mitterrand. Exclus de l'U.E.C. avec le secteur lettres pour avoir pris une position publique contraire à la ligne du C.C. du P.« C. »F., ils formèrent la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (J.C.R.).

L'école parisienne de formation théorique

Le secteur lettres dissous, le « noyau M. L. » regroupé autour du cercle d'Ulm appela à la constitution d'un « Collectif parisien » réunissant les différents représentants de « secteurs » (Sciences, Médecine, Lettres, Droit, Grandes Ecoles, etc.) et dont l'objet était de s'opposer dans les faits à l'exclusion du secteur Lettres

Une des tâches de ce collectif, sous l'impulsion du « noyau M.-L. » fut de mettre sur pied une Ecole Parisienne de Formation Théorique. Si cette école contribua à faire connaître largement et d'une manière très positive les principes de l'économie politique marxiste, par contre elle ne centra pas son activité sur l'étude des problèmes urgents concernant directement la critique des positions révisionnistes, c'est-à-dire en fait tout ce qui a trait à la théorie et à la pratique de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat.

Les dirigeants de l'U.J.C.M.L. se flattèrent de ce que, à cette époque, des dizaines et des dizaines de membres de l'U.E.C. furent gagnés au marxisme-léninisme. Mais ce qu'ils oublièrent de dire, c'est que cela fut possible non seulement à cause des quelques initiatives positives que leur attitude oscillante permettait, mais aussi et surtout du fait que, dans plusieurs secteurs, notamment Lycées et Droit, les directions de secteurs, acquises au marxisme-léninisme, engageait un travail beaucoup plus conséquent de critique sur tous les plans de la ligne révisionniste.

La critique ouverte des positions du révisionnisme moderne

Ce n'est qu'assez tard, en avril-mai 66, que les dirigeants de ce qui devait devenir l'U.J.C.M.L. cessèrent de parler par allusions et sur des points secondaires du révisionnisme moderne et entamèrent une critique ouverte de ses positions. Encore faut-il préciser comment ils le firent.

Alors que la candidature Mitterrand n'avait été l'occasion que de coups d'épingle — de critiques ne portant pas sur le fond de la ligne révisionniste — c'est la résolution du C.C. du P.« C. »F. d'Argenteuil (13 mars 66) « sur les problèmes idéologiques et culturels » qui devait amener une position ouverte. Cette résolution du P.« C. »F. assimilait le marxisme à un simple humanisme.

Ces thèses, faut-il le rappeler, n'étaient pas nouvelles à l'intérieur du P.« C. »F. Elles étaient défendues officiellement par des dirigeants du P.« C. »F. tels que Garaudy ou Aragon. De plus, ce n'est certes pas elles qui ont marqué l'abandon de la théorie M.-L. par le P.« C. »F., l'abandon de ce « socle de granit » sur lequel aurait reposé un jour le P.« C. »F. Cela faisait bien longtemps que celui-ci avait jeté par dessus bord les principes essentiels, les points-clés de la théorie M.-L. de la science de la révolution prolétarienne. N'est ce pas Thorez qui déjà en 1945 dans son interview au « Times » troquait ouvertement tous les acquis du marxisme-léninisme contre le crétinisme parlementaire le plus plat en déclarant que le Prolétariat français devait suivre une autre voie que les Bolchéviks russes : la voie de la conquête parlementaire, pacifique du pouvoir ?

Que les révisionnistes modernes s'en soient pris aussi au matérialisme dialectique en vue de favoriser le ralliement sans principe des chrétiens, d'intellectuels, et d'artistes ne marqua jamais qu'un pas de plus dans leur dégénérescence. Aussi parler de la Résolution d'Argenteuil comme d'une « rupture », d'un « sacrifice de la théorie M.-L. », c'était faire beaucoup de fleurs aux révisionnistes ; c'était ignorer la turpitude où ils étaient déjà tombés.

L'ambiguïté de cette critique du révisionnisme mo-

derne apparaît du reste clairement dans la fin de la brochure « Faut-il réviser la théorie marxiste-léniniste ? »

« Nous avons déjà connu les liquidateurs du programme, (il s'agit du programme du XVIIe Congrès, révisionniste à 100 % — NDLR) : sous prétexte de soutenir un candidat bourgeois, ce qui est parfaitement légitime, nos modernes révisionnistes balançaient les thèses du parti.

N'a-t-on pas vu les dirigeants du parti et des plus éminents, reprendre à leur compte la thèse de la plus juste répartition des fruits du travail, thèse réduite en poussière par Marx dans la « Critique du programme de Gotha ». Nous avons vu se généraliser l'opportunisme de droite dans l'application des thèses du XVIIe Congrès de notre Parti . . . »

Cette attitude timorée et conciliatrice vis à vis du révisionnisme moderne (qui a toujours été une attitude constante de l'U.J.C.M.L. et qui ne fait qu'exprimer sa nature de classe petite bourgeoise) s'est marquée aussi par de grandes hésitations à rompre organisationnellement avec lui. C'est d'ailleurs de ces hésitations que le M.C.F. profita en incitant certains dirigeants de secteurs (notamment droit et Lycées) à rédiger un appel à quitter l'U.E.C. et à rejoindre les rangs du M.C.F. à la fin octobre 66.

La diffusion de cet appel, ainsi que la large publicité qui lui fut donnée par le M.C.F. fut un facteur important obligeant les dirigeants de la future U.J.C.M.L. à cesser de tergiverser et à rompre clairement sur les plans idéologique, politique et organisationnel avec le révisionnisme moderne. Ce n'est que le 16 décembre 1966 que se constituera officiellement l'U.J.C.M.L.

Les premiers pas de l'UJCMML

Dès sa constitution officielle, l'U.J.C.M.L. annoncera sa conception de la création et de l'édification du Parti, conceptions aboutissant à rejeter aux calendes grecques la création du parti du prolétariat, arme indispensable à la classe ouvrière pour mener sa lutte contre le révisionnisme et la bourgeoisie. Dans sa résolution de la 1ère session du 1er congrès de l'U.J.C.M.L., on peut lire :

« Le nouveau parti naîtra de la fusion d'éléments de forces M.-L., nés dans la lutte contre les organisations révisionnistes, chez les ouvriers, les paysans pauvres, les intellectuels, et les étudiants révolu-

tionnaires. La rupture avec les révisionnistes se fait, en effet, de manière inégale. Dans le deuxième temps, quand toutes les conditions de préparation seront réunies, ces éléments de forces M.-L. se conjuront en un puissant parti M.-L., puissant parce que lié aux éléments avancés de la classe ouvrière et du peuple travailleur.

Le processus de la constitution du parti implique l'établissement d'un programme. De même qu'un parti ne se crée pas sur simple décret, un programme ne s'invente pas. Il requiert de longues enquêtes dans les masses ouvrières et travailleuses, enquêtes guidées par la théorie scientifique et les principes de la ligne de masse.

L'U.J.C.M.L. est un élément de la force M.-L. qui doit être constituée. »

Il faut constamment avoir à l'esprit les tâches générales que doit être capable de remplir un véritable Parti marxiste-léniniste : le parti marxiste-léniniste doit :

- 1° être présent dans toutes les classes et couches du peuple, en prenant la direction de toutes les forces populaires qui luttent contre la réaction ;
- 2° organiser toutes les formes de lutte des classes (politique, économique, théorique, idéologique, armée...).

garde rouge n° 6

Dès la constitution de l'U.J.C.M.L. apparaîtra la position de la petite bourgeoisie vis à vis du parti (retarder la création du Parti du prolétariat, arme indispensable dans la lutte contre le révisionnisme moderne et la bourgeoisie et tenter d'assurer son hégémonisme sur le mouvement révolutionnaire naissant) dans une double attitude :

• D'une part, l'U.J.C.M.L. se présente, comme un simple élément du futur « Parti à construire » ; une simple organisation M.-L. dans la jeunesse (intellectuelle dans les faits). A ce titre elle se fixe un certain nombre de tâches à son congrès constitutif, notamment prendre la tête de la lutte anti-impérialiste dans la jeunesse.

• Mais d'autre part elle laisse entendre qu'elle seule — du fait qu'elle s'appuierait réellement sur la théorie M.-L., à cause de la formation politique et théorique de ces membres, de la qualité de ses cadres, etc., constitue en fait l'embryon du parti à construire. C'est dans l'U.J.C.M.L., dans son développement, que résidaient essentiellement, en France, les chances de l'édification d'un parti M.-L. !

Dès le début est distillé un très grand mépris pour le M.C.F. A Andrésy déjà (en juillet 66), la possibilité d'une fusion des forces avec celles du M.C.F. est évoquée, mais rejetée.

La volonté de la petite bourgeoisie de garder son indépendance, de prendre en fait la direction du mouvement M.-L. naissant, sa prétention aussi (à tous les sens du terme, y compris l'esprit de supé-

A BAS L'IMPERIALISME AMERICAIN
ENNEMI N°1 DES PEUPLES DU MONDE



FNL VAINCRA

VIVE LA LUTTE EXEMPLAIRE DU PEUPLE VIETNAMIEN

**JOURNEE ANTI-IMPERIALISTE
DU 21 FEVRIER**

COMITES VIETNAM DE BASE

riorité et de fatuité de l'intellectuel petit-bourgeois) s'est exprimée par une attitude de dénigrement, allant même jusqu'aux calomnies et un black-out vis à vis des activités du M.C.F.

★

L'ambiguïté savamment entretenue par l'U.J.C.M.L. — être une organisation M.-L. de la jeunesse d'une part, être l'embryon du parti d'autre part — se marque dès le début par un double système de tâches.

Un large mouvement anti-impérialiste dans la jeunesse

Dès sa constitution, l'U.J.C.M.L. se fixa comme tâche principale l'organisation d'un large mouvement anti-impérialiste dans la jeunesse. Cela correspondait certainement à une nécessité politique : la fin de l'année 1966 avait vu se développer l'agression américaine au Vietnam, notamment en décembre avec les bombardements d'Hanoi. Toute la riposte en France consistait dans les bêtises à la « paix » du P.« C. »F. et du Mouvement de la Paix, visant à masquer la nécessité et l'invincibilité de la guerre du peuple.

Mais un deuxième facteur a joué évidemment dans le choix du Front anti-impérialiste comme front principal par l'U.J.C.M.L. : c'était effectivement, compte tenu de sa base de classe et des secteurs universitaires où elle était essentiellement présente, le seul terrain de lutte où l'U.J.C.M.L. pouvait effectivement développer un large travail de masse.

Quelques comités existaient déjà en nov.-déc. 66. Mais c'est surtout à partir de janvier 1967 — avec le mot d'ordre : « **Un grand bond en avant des Comités Vietnam** » — que les Comités Vietnam de Base se développèrent rapidement sur les facs et les lycées. La base politique des C.V.B. était claire : soutien sans conditions des positions des camarades vietnamiens. Posant au premier plan le soutien politique, les C.V.B. se fixèrent comme tâches :

- De dénoncer les manœuvres de l'impérialisme ainsi que le pacifisme, en expliquant la fonction précise des propositions de paix, les limites de l'efficacité de la puissance technique, et de montrer par une analyse concrète de la guerre du peuple vietnamien que celui-ci peut vaincre l'impérialisme américain.

- De faire connaître le caractère de la guerre qu'il mène au Vietnam, les conditions politiques pour l'établissement d'une paix durable, conditions résumées alors dans la déclaration en 5 points du F.N.L. et les positions en 4 points de la R.D.V.N.

- Faire connaître le caractère exemplaire de la lutte du peuple vietnamien.

Sur cette base, les C.V.B. entreprirent un large travail d'explication et de mobilisation mettant l'accent — ce qui était tout à fait juste — sur le travail prolongé et à la base par opposition aux pratiques de cartel du Mouvement de la Paix, du P.« C. »F. et autres organisations réformistes et révisionnistes.

La première initiative importante fut la préparation du 21 février 67 qui vit la première manifestation des C.V.B. Le 10 mars, plusieurs dizaines de Comités de facs et de lycées se réunissent dans une petite salle de la Mutualité pour faire le bilan de l'avancée du travail, « échange des expériences ». En avril, les Comités Vietnam de Base et l'U.J.C.M.L. en coopération avec le M.C.F. appelèrent à de nombreuses actions de protestation à l'occasion de la venue de Humphrey en France. Avant les vacances scolaires de 67, les premiers C.V.B. de quartier se constituèrent (essentiellement avec l'aide d'intellectuels, d'étudiants au départ) dans le Marais, le 14ème, etc. Ce n'est qu'après le Mouvement de critique de l'U.J.C.M.L. (à la rentrée 67) que les C.V.B. se développèrent largement sur la base des quartiers.

« La commission analyse concrète »

Tout en essayant de développer son influence dans la jeunesse — notamment par le biais d'un large travail anti-impérialiste — l'U.J.C.M.L. entendait créer « les conditions théoriques » pour l'édification du Parti en France. Elle voulait engager l'analyse scientifique de la formation sociale française et doter le mouvement M.-L. d'un programme, fondement du futur Parti.

Une telle prétention — reflétant la nécessité d'apparaître comme l'embryon du parti — était hypothéquée au départ par l'U.J.C.M.L. par deux facteurs :

- Sa conception de l'élaboration théorique,
- Son extériorité par rapport à la lutte des classes lui interdisant à la fois de fixer des cibles précises à l'étude et d'en vérifier les résultats dans la pratique.

Une « Commission Analyse Concrète » (la C.A.C.) fut mise sur pied. Son travail eut fort peu de choses communes avec un travail d'étude M.-L., inséré dans la pratique d'ensemble d'une organisation communiste centralisée, ayant un minimum de liens avec la lutte de classe, avec le prolétariat. Son travail fut essentiellement un travail de « spécialistes », (I.N.S.E.E., etc.) utilisant surtout les données de la bourgeoisie, appréhendant la réalité économique sous forme d'un compartimentage par branches économiques (la sidérurgie, la chimie, etc., jusqu'à la pêche à la langouste !).

Le travail de la C.A.C. fut largement critiqué à la rentrée 1967. Néanmoins ce mouvement de cri-

tique ne pouvait endiguer la tendance profonde de l'U.J.C.M.L. : tenter d'usurper la direction du mouvement M.-L. naissant en se prétendant comme l'embryon du Parti. Si elle abandonna la confection du Programme, elle s'adonna au rêve de constituer, à partir de sa base étudiante, une série d'organisa-

tions dans la classe ouvrière (les Groupes de Travail Communistes) et les masses populaires, organisations chapeautées par l'U.J.C.M.L., excroissances de l'U.J.C.M.L., qui, par leur fusion, formeraient le Parti Communiste Proletarien.

**LE DEBAT
SUR LA
CREATION
DU PARTI
ET LA
CONSTITUTION
DU PARTI
COMMUNISTE
MARXISTE
LENINISTE
DE FRANCE
(P.C.M.L.F.)**

La question du Parti, de sa création, et de son édification avait déjà été abordée avant avril 67, par les deux organisations se réclamant du marxisme-léninisme. Néanmoins, c'est la décision prise à la session des 22 et 23 avril 67 du Comité Central du M.C.F., de convoquer avant la fin de l'année 67 le Congrès de constitution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, qui devait ouvrir un débat public et âpre entre le M.C.F. et l'U.J.C.M.L.

Nous examinerons successivement :

1. Les justifications avancées pour la création du P.C.M.L.F. et la conception opportuniste de l'édification du parti qu'elles reflètent.
2. Les positions idéalistes, archi-intellectualistes, et exprimant la position de classe de la petite bourgeoisie, de l'U.J.C.M.L.
3. Pourquoi la création du parti était une mesure juste, correspondait aux nécessités de la lutte de classe et marquait un pas en avant dans l'édification d'un authentique Parti révolutionnaire en France.

Les critères avancés pour la création du parti et la négation des tâches de son édification

Dans une série d'articles publiés dans l'*Humanité Nouvelle* les 12-10-67, 19-10-67, 26-10-67 et 9-11-67, la direction du M.C.F., par la personne de J. Jurquet, exprima systématiquement les motifs qui, selon elle, rendait nécessaire la création immédiate du Parti. Si cette création est rapportée à certains éléments de la situation politique — et notamment la dégénérescence rapide du P.« C. »F. et les brèches ouvertes dans son influence sur la classe ouvrière —, la caractéristique essentielle de l'argumentation de la direction du M.C.F. était la suivante : Il y a **certains critères, certaines conditions** à la création du Parti. Et ces conditions sont aujourd'hui remplies. Donc le Parti peut et doit être créé.

Citons deux paragraphes des articles sus-mentionnés qui résument brièvement ces conditions :

« Ces 4 caractéristiques : respect du centralisme démocratique, liaison étroite avec le prolétariat et adhésion totale à son idéologie révolutionnaire, effort théorique permanent venant de la pratique

pour y retourner et l'améliorer constamment, solidarité internationaliste, permettront de faire du nouveau Parti un authentique Parti révolutionnaire prolétarien. »

Et : « Parce qu'il a ses bases rouges, parce qu'il définit une politique dans laquelle se reconnaissent les travailleurs, parce qu'il constitue un noyau dirigeant et parce qu'il est lié aux masses, parce qu'il a comme fondement théorique le marxisme-léninisme et la pensée-mao-tsé-toung, le véritable parti ouvrier constitue le point de rassemblement propre à ceux qui veulent être révolutionnaires en France et en 67. »

Ainsi, le M.C.F. pouvait se transformer en Parti parce que les conditions suivantes étaient remplies :

- Il avait une ligne politique juste, résolvant correctement les problèmes de la lutte des classes en France,
- Il avait établi une étroite liaison avec le prolétariat,
- Il avait acquis un style de travail marxiste-léniniste, réalisant l'unité étroite de la théorie et de la pratique.
- Il avait formé un solide noyau dirigeant capable de définir une ligne juste,
- Il fonctionnait selon le système du centralisme démocratique.

En fait, comme on le voit, la direction du M.C.F. fixait à la création du parti des conditions qui, en fait, ne peuvent être véritablement remplies qu'à un stade assez avancé de l'édification du parti.

L'expérience de tous les partis révolutionnaires l'a montré clairement : la création du Parti exprime toujours la **volonté** d'un groupe de militants, à un certain moment de la lutte des classes et pour répondre à ses exigences, de s'organiser en Parti pour faire du marxisme-léninisme une arme de lutte réelle pour la transformation sociale.

La création du Parti (en tant qu'organisation très centralisée ayant une direction unique, capable de développer une pratique — au moins dans une certaine mesure — unifiée, capable de systématiser ses expériences . . .) a toujours été la condition de son édification ultérieure.

La création du Parti a toujours été le début d'un long processus où les marxistes-léninistes — non sans erreurs, sans tâtonnements, sans déviations de « droite » ou de « gauche » qui, momentanément peuvent prendre le dessus (et l'exemple du Parti Communiste Chinois est extrêmement éloquent à ce sujet) — parviennent à forger progressivement une ligne politique juste et à renforcer leur parti sur le plan de l'organisation. Et une telle édification politique et idéologique ainsi qu'organisationnelle ne se fait pas d'une manière linéaire, mais

avec des clivages, des luttes aiguës au sein du Parti, etc.

Pour la direction du M.C.F., le processus d'édification du Parti ne se posait pas : il s'identifiait avec l'acte de création. Au moment où le Parti était créé, il était largement édifié : il avait une ligne politique juste « dans laquelle se reconnaissent les travailleurs », un style de travail M.-L., une direction aguerrie, une pratique concrète du centralisme démocratique, des « bases rouges » (!) dans les usines, etc. Bref, il lui suffisait, en quelque sorte, de « s'étoffer », de se développer quantitativement pour être en mesure de jouer son rôle dirigeant sur la lutte de classe.

Comme on le voit donc, la définition de ces « conditions » à la création du Parti laissait apparaître une conception opportuniste, héritée du révisionnisme, du Parti ; une conception qui nie les tâches d'édification politique et idéologique du Parti : la nécessité — non seulement de se réclamer en paroles du marxisme-léninisme — mais de l'assimiler réellement en résolvant les problèmes de la révolution en France, d'avancer dans l'élaboration d'une ligne politique correcte — et non de se contenter de dogmes abstraits marquant une pratique opportuniste —, de combattre constamment les idées bourgeoises et révisionnistes au sein du parti, de mener consciemment, en son sein, la lutte entre les deux voies.

éditorial

En avant pour un parti de l'époque de la pensée de Mao Tsé-toung

Quelles sont donc les conditions indispensables à l'édification du Parti communiste fondé sur le marxisme, le léninisme et la pensée de Mao Tsé-toung ?

C'est là une question d'autant plus importante qu'elle sert de base à tous nos pourfendeurs, disciples ex-marxisme-léninisme, pour s'opposer à la

(III)

« communiste » fidèle aux principes de Marx, Lénine et Mao Tsé-toung, c'est aussi faire la démonstration qu'il s'agit toujours du même homme révolutionnaire et révolutionnarisé qui s'est appelé naguère bolchévik ou garde rouge en Union Soviétique, qui s'appelle aujourd'hui de nouveau, garde rouge ou rebelle révolutionnaire rouge en Chine. Ceux qui veulent découvrir cet homme non-

Humanité Nouvelle N° 72 26 octobre 1967

Les critères de « création » avancés par la direction du M.C.F. — et qui ne pouvaient être remplis que dans un Parti déjà bien engagé dans la voie de son édification — étaient évidemment fort loin d'être réalisés en avril-mai 67 ! Voyons-les rapidement, et plus particulièrement ceux qui furent mis en avant :

La justesse de la ligne politique

Nous avons déjà eu l'occasion de nous exprimer sur cette question : nous avons suffisamment montré pourquoi la ligne du M.C.F. n'était pas une ligne M.-L. correcte, mais une ligne opportuniste de droite, marquée à la fois par le révisionnisme moderne et l'anarcho-syndicalisme. C'est au cours de l'année 67 que cette ligne s'était précisée et fixée dans un certain nombre de mots d'ordre et de propositions. Le programme de Puyricard ne rompt pas avec cette ligne, ces mots d'ordre, ces proposi-

tions opportunistes. Au contraire, il les codifie et en fait la « loi du Parti ».

Les perspectives stratégiques ne se démarquent pas radicalement du révisionnisme moderne.

- Le programme fait référence pêle-mêle à la Commune, à la Révolution d'Octobre, à la Révolution chinoise (qui, dans sa première étape, fut une révolution de libération nationale), à la révolution albanaise. Mais ceci n'est de toute manière qu'un coup de chapeau : le programme reste très flou sur la révolution prolétarienne armée et passe sous silence la nécessité de briser de fond en comble l'appareil d'état bourgeois par la violence armée du prolétariat.

- Le programme reprend l'énoncé de la contradiction principale : « Le pouvoir des grands monopoles capitalistes » opposé aux « classes laborieuses qu'il exploite et opprime ».

• Le programme offre la perspective d'un vaste rassemblement hétéroclite de tous les mécontents et où le rôle dirigeant de la classe ouvrière disparaît totalement : la classe ouvrière, les chômeurs (qui sont notés ainsi comme couche distincte de la classe ouvrière !), les travailleurs immigrés (même remarque), les petits commerçants, les artisans, les paysans pauvres. « *Toutes ces catégories sociales, victimes de la même politique d'exploitation honteuse, ont intérêt à la fin de cette exploitation, donc à la fin du régime du capitalisme monopoliste d'état. Toutes ont intérêt à son renversement par le pouvoir socialiste* » affirme le programme.

Conceptions anarcho-syndicalistes

A cela, le programme mêle étroitement des conceptions anarcho-syndicalistes lorsqu'il définit les *tâches immédiates* du Parti en vue de préparer les « *conditions objectives et subjectives de la prise du pouvoir* ». En quoi consistent ces tâches ?

• « *Rendre confiance à la classe ouvrière* » en lui montrant « *qu'il est possible de faire reculer l'ennemi de classe* », en l'organisant avant tout dans la lutte pour les revendications immédiates, en lui faisant prendre conscience de sa force sur le plan des luttes revendicatives, en l'entraînant à des « *actions payantes contre les exploités* ». La nécessité d'ouvrir au prolétariat en liaison étroite avec son combat quotidien, la perspective, la nécessité, l'inéluctabilité de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat est singulièrement « *oubliée* » !

• « *Mettre en évidence le rôle paralysant et destructeur que jouent les dirigeants révisionnistes* ». La critique de la ligne, des propositions, de l'idéologie révisionniste du P. « C. » F., ainsi que sa dégénérescence organisationnelle (notamment le changement de sa base de classe) apparaît d'office comme réduite au rôle que jouent les révisionnistes dans les luttes revendicatives !

• Préparer au « *tous ensemble et en même temps* » « *car seules les luttes prolongées, d'ensemble et de grande envergure, sont capables de porter des coups efficaces au pouvoir monopoliste et de donner confiance aux plus larges masses, de les préparer à des luttes d'une plus grande portée, dont l'enjeu ne sera pas moins que la prise du pouvoir par le prolétariat.* »

• Enfin, pour rendre possibles ces luttes prolongées qui conduisent tout droit à la révolution, engager la mobilisation du prolétariat sur un programme de revendications immédiates.

Ainsi comme on le voit le programme de Puyricard ne faisait que condenser une ligne opportuniste de droite déjà en œuvre antérieurement.

La liaison avec les masses

« *Non seulement nous avons des bases rouges, mais*

encore nous sommes aujourd'hui capables de partir à l'assaut des entreprises dominées par le révisionnisme moderne » disait J. Jurquet dans l'Humanité Nouvelle.

Dans les faits, à cette époque, sans parler des bases rouges (?) dans les usines, le M.C.F. avait peu de liens communistes solides avec au moins une partie de la classe ouvrière. Comme nous l'avons vu à propos, par exemple, de l'expérience de Châteaudun, les liens entre les membres du Parti et les ouvriers qu'ils influençaient étaient plus syndicaux que politiques ; l'accent étant mis d'ailleurs ouvertement, d'une manière privilégiée, sur la formation d'organisations de lutte revendicative.

La conception idéaliste de l'UJCM sur la création et l'édification du parti

Face à la conception opportuniste du M.C.F. qui niait les tâches d'édification du Parti (qui réduisait le processus d'édification à l'acte de sa création) s'opposait la conception idéaliste et petite bourgeoise de l'U.J.C.M.L. Celle-ci — et c'est d'ailleurs un leitmotiv de tous les groupes petits-bourgeois se réclamant du « marxisme-léninisme » aujourd'hui — n'envisageait la *création* du Parti qu'à une date fort éloignée, lorsque celui-ci serait déjà en fait très largement *édifié* ; c'est-à-dire lorsqu'il aurait une ligne politique et un programme réalisant parfaitement l'union de la vérité universelle du marxisme-léninisme et de la pratique concrète de la révolution en France, et serait à même de diriger toutes les luttes du prolétariat et des masses populaires, quelles que soient leurs formes.

C'est le numéro 6 du journal « Garde Rouge » qui devait exprimer le point de vue le plus complet de la direction de l'U.J.C.M.L. sur la question du Parti et ceci en réponse à la décision du C.C. du M.C.F. Avant de voir l'argumentation de cet article, il faut préciser une chose ; en vue de faire apparence et de donner une façade « théorique » à leurs propositions, l'U.J.C.M.L. fait semblant de vouloir analyser les lois générales de l'édification du parti, puis les lois particulières de l'édification du parti, c'est-à-dire « en France » et « à notre époque ». Mais dans les faits aucune référence concrète ne fut faite à l'expérience des Partis Bolchévique, Chinois et Albanais. Et ce n'est pas pour rien : toute l'expérience de ces partis va à l'encontre des inepties avancées par les dirigeants de l'U.J.C.M.L. sur la

création et l'édification du parti. Nous retrouvons là ce que nous avons déjà dit : à savoir que la rigueur en carton-pâte de l'U.J.C.M.L. (l'article de « Garde Rouge » faisait approximativement 100.000 caractères !) côtoyait en fait une méconnaissance crasse des principes du marxisme-léninisme et de l'histoire du mouvement ouvrier.

Voyons maintenant le point de vue exprimé. Il se résume comme suit :

1. La direction de l'U.J.C.M.L. mettait en garde contre ce qu'elle qualifiait d'une création formelle, factice du Parti, c'est-à-dire la création d'un parti qui ne soit pas d'emblée, au moment de sa création, un « véritable Parti M.-L. ». Or, d'après la direction de l'U.J.C.M.L., un Parti ne pouvait mériter cette appellation qu'à condition :

- qu'il soit « présent dans toutes les classes et couches du peuple, en prenant la direction de toutes les forces populaires qui luttent contre la réaction. »

- qu'il soit capable « d'organiser toutes les formes de lutte de classe (politique, économique, théorique, idéologique, armée . . .). »

Ainsi donc, avant de répondre à ces conditions et à moins d'être un « faux parti », le Parti ne pouvait pas être créé. Qui plus est, le créer était galvauder l'idée même du parti et rendre ainsi un grand service aux révisionnistes modernes !

2. « La naissance effective » du Parti, c'est-à-dire la « création d'un véritable parti » tel qu'il était défini plus haut, était ainsi conçue : « La naissance du Parti ne peut s'entendre rigoureusement que d'une seule façon : des organisations hétérogènes, locales ou spécifiques à des milieux donnés, des militants isolés, des cadres issus de détachements divers de la classe ouvrière et du peuple ont accumulé des forces suffisantes (en organisation, en expérience, en théorie, etc.) pour organiser l'agitation et prendre la direction effective des luttes de classe dans les détachements respectifs de la classe ouvrière et du peuple auxquels ils se sont liés.

D'autre part, (et c'est la seconde condition complémentaire de la première) ces différents détachements marxistes-léninistes sont parvenus par l'expérience pratique, le travail théorique, les enquêtes et la lutte idéologique (lutte contre les réactionnaires et persuasion réciproque dans les rapports avec nos amis) à une unité de pensée, de style, d'analyses, et de méthodes de travail, telle qu'elle leur permette d'élaborer un programme unique du mouvement . . . ».

A ce moment là, « la direction unifiée du Mouvement (qui s'identifie à la direction du « Parti Communiste ») sera une véritable direction, capable de diriger l'ensemble des luttes de classe du pays. » Alors « le Parti Communiste sera effectivement né : sa création formelle (la tenue du Congrès Consti-

tutif) devra sanctionner cette transformation qualitative du Mouvement. »

3. Pendant toute cette période, « Etape préalable à la naissance du Parti proprement dit », l'exigence fondamentale est celle de la « décentralisation » et de « l'hétérogénéité ». Nous citons (les mots et les phrases soulignés sont ceux du texte original) :

« Au moment où les militants marxistes-léninistes ont pour tâche principale d'IMPLANTER la théorie marxiste-léniniste sous sa forme la plus générale dans les masses (. . .), au moment où les marxistes-léninistes ont pour tâche principale de pénétrer dans les différentes couches du peuple et d'acquérir l'expérience du travail militant dans les différentes couches et classes, au moment où les marxistes-léninistes doivent inventer les formes nouvelles de travail, d'élaboration et d'organisation dans lesquelles se développera la lutte des classes ; à ce moment-là qui correspond à l'étape préalable de la naissance et de la première implantation du Mouvement marxiste-léniniste, étape préalable à la naissance du Parti proprement dit, l'exigence de décentralisation et d'hétérogénéité l'emporte de loin sur l'exigence de centralisation. »

Et l'U.J.C.M.L. précisait :

« Décentralisation doit être pris ici en son sens le plus fort : l'absence de centre unique dans cette étape.

L'impératif fondamental de cette étape est que les militants M.-L. se dispersent dans les masses, non qu'ils s'assemblent centralement en un point de fixation. L'essentiel est que les militants M.-L. acquièrent l'expérience de la lutte dans les milieux divers, les formes d'organisation les plus diversifiées, qu'ils accumulent des forces dans tous les détachements du peuple, qu'ils apprennent à être présents sur tous les fronts de la lutte des classes. (. . .)

Ce n'est que lorsque les militants et détachements M.-L., les différents cadres issus des masses populaires, les différentes organisations « locales » ou « spécifiques » surgies de la lutte de classe se seraient liés étroitement aux différentes couches du peuple et auraient acquis ainsi la direction des luttes d'une part, et, d'autre part, auraient acquis suffisamment d'expérience, qu'il deviendrait possible de passer l'étape suivante : celle de la mise en commun des expériences et des analyses pour former une ligne politique commune, celle de la réunion de ces détachements et de leur coordination, celle de la centralisation, celle de la naissance du Parti proprement dit. »

Si nous avons cité largement l'article de « Garde Rouge », n° 6, c'est que, parmi les organisations qui se réclament du marxisme-léninisme et qui (aujourd'hui encore) pensent que l'heure n'est pas en-

core venue de la création du Parti marxiste-léniniste en France, bien peu osent défendre leur point de vue avec autant de « conséquence » que l'avait fait la direction de l'U.J.C.M.L. Pourtant à quelques variantes près, le schéma est le même.

Comme nous le voyons, la position de l'U.J.C.M.L. sur le Parti était une position spontanéiste, complètement idéaliste, et exprimant la position de la petite bourgeoisie. Cette position consistant :

1. A prêcher la constitution du Parti par les masses elles-mêmes. Le parti doit être avant tout leur oeuvre. C'est parmi elles, et au cours de leurs luttes que surgissent des « cadres », des détachements avancés qui prennent conscience de la nécessité de la révolution, et, à un certain stade, du Parti lui-même. Il existe une « avant-garde » en quelque sorte dans les masses, une « avant-garde » spontanée qui est révolutionnaire mais qui s'ignore, qui a besoin, pour être révélée, d'un « déclic ».

Ce « déclic », ce sont les militants M.-L. qui peuvent le déclencher : en diffusant « le marxisme-léninisme sous sa forme la plus générale ». Concrètement, à ces noyaux d'ouvriers communistes sans le savoir, il faut apporter le petit livre rouge pour qu'ils se convainquent qu'il n'y a pas de différence essentielle entre le travail qu'ils font chaque jour et la pensée de Mao Tsé-Toung, le marxisme-léninisme.

Cadres surgis des masses + petit livre rouge (amené par l'U.J.C.M.L.) Détachement communiste dont la somme formera le Parti

Voilà quelle était l'équation fondamentale de l'U.J.C.M.L. pour la création du Parti.

2. A reprendre les conceptions complètement idéalistes sur le processus de la connaissance et de l'élaboration de la ligne.

Ceux-ci sont présentés comme le résultat d'échanges d'expériences de détachements isolés appliquant chacun la « ligne de masse », et non comme des processus matérialistes, inséparable de l'activité d'ensemble d'un Parti qui développe – sous une direction unique et selon la connaissance qu'il a, à un certain moment, de la réalité sociale – une PRATIQUE UNIFIEE permettant de vérifier (d'infirmer ou de confirmer) et d'enrichir, à travers les résultats de cette pratique, les idées, propositions, mots d'ordre, etc. de départ.

3. A rejeter aux calendes grecques la création et l'édification du Parti Révolutionnaire centralisé. Ce faisant, l'U.J.C.M.L. exprimait la caractéristique de la petite bourgeoisie intellectuelle qui est de pencher – pour une partie d'entre elle et jusqu'à un certain point – vers la révolution, de flirter avec les

idées révolutionnaires, tout en ayant peur que la révolution prolétarienne ne nuise à son « indépendance », à son mode de vie, à ses petits avantages et privilèges, à son refus de l'autorité, à son individualisme. Et quel meilleur moyen d'éviter que la révolution prolétarienne soit menée avec conséquence que de retarder au maximum ou d'essayer d'empêcher l'instrument qui permet au prolétariat de s'ériger en classe indépendante – candidate au pouvoir – c'est-à-dire le Parti, son Parti ?

4. A prêcher le localisme, la dispersion, la dissolution dans les masses, qui ne mènent en fin de compte qu'à l'absence de perspective et à l'impuissance.

Pourquoi, malgré des justifications erronées, la création du PCMLF était une mesure juste, indispensable

Sur la question du Parti, s'affrontaient, on l'a vu, deux positions :

– l'une qui niait les tâches d'édification du Parti
– l'autre, spontanéiste et idéaliste, qui remettait le Parti, sa création aux mains des masses elles-mêmes.

Mais entre ces deux positions, il y avait une distinction de taille : c'est que la première aboutissait à créer immédiatement le Parti, tandis que la seconde rejetait celle-ci à une date indéterminée. Or ce n'est pas parce que les justifications avancées pour la création du P.C.M.L.F. par la direction du M.C.F. étaient fausses, que la création du Parti était factice. Car on doit juger du rôle objectif de l'acte de création du Parti, la place objective qu'elle a tenue – indépendamment des conceptions de ceux qui l'ont décidé, indépendamment de la conscience de ses auteurs – dans la lutte de classes, dans l'édification ultérieure du Parti, dans la lutte entre les deux voies et les deux lignes qui s'y est, par la suite, déroulée et qui a été le moteur de son développement.

Or si l'on examine ce rôle objectif qu'a joué la création du Parti, on voit, indubitablement, qu'il a été positif. Et ceci à deux titres :

1. D'abord la création du Parti répondait à une nécessité de la lutte de classes, aux aspirations profondes des éléments révolutionnaires, marxistes-léninistes dans la classe ouvrière et dans la jeunesse.

EDIFIONS EN FRANCE UN PARTI COMMUNISTE DE L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Dans les vastes zones d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine déferlent les vagues de la grande tempête révolutionnaire qui anéantira à jamais l'impérialisme et tous les réactionnaires. Partout dans le monde, l'impérialisme sanglant des Yankees, ennemi n° 1 de tous les peuples, est assailli par la colère populaire.

En Chine, bastion rouge des révolutionnaires du monde entier, la Grande Révolution Culturelle Proletarienne libre à un point jamais encore atteint, l'initiative insaisissable des plus larges masses, illumine le monde entier de la pensée de Mao Tse-toung, ouvre une époque toute nouvelle dans le mouvement communiste mondial, annonce un nouveau printemps des peuples.

Nous, marxistes-léninistes français, devons assumer la lourde tâche de nous mettre au service de notre peuple afin qu'il ose se révolter et rejoigne massivement le combat de l'immense armée des exploités qui engouffra l'impérialisme et ses valets.

Objectivement, le P.C.F. révisionniste ne représente plus les intérêts de la classe ouvrière et du peuple ; il n'est qu'un parti réactionnaire petit-bourgeois inséparable de la social-démocratie de droite, et complice de l'impérialisme américain. Objectivement, les intérêts de la classe ouvrière et du peuple sont aujourd'hui défendus par les marxistes-léninistes français. Une unité nouvelle doit donc nécessairement se créer entre les militants marxistes-léninistes et les larges masses du peuple français. Cette unité a-t-elle déjà été forgée ? Non. Les militants marxistes-léninistes se sont liés à quelques fractions du peuple, non encore officiellement entre le marxisme-léninisme et les larges masses de la classe ouvrière et du peuple, afin que les masses puissent vaincre, tel est notre but. Pour parler concrètement : nous voulons édifier en France un Parti Communiste. Il nous faut un Parti qui apporte au peuple français un nouveau style de travail, basé sur le marxisme-léninisme, la ligne de masse et la pratique de l'autocritique, un Parti Communiste qui puisse mener le peuple à la victoire. Pour aller au fond des choses, nous voulons édifier un Parti Communiste de l'époque de la Révolution Culturelle.

Comment y parvenir ?

Pour avoir un Parti Communiste, il faut avoir une ligne politique. Mais une ligne politique ne s'invente pas entre quatre murs. Pour qu'une politique juste se développe et se réalise, il faut que les militants révolutionnaires soient liés avec les larges masses de la classe ouvrière et du peuple des liens nombreux, profonds, durables. Tisser ces liens est une condition absolue pour avoir une

ligne juste. Avoir une ligne juste et une idéologie correcte est une condition absolue pour avoir un véritable Parti Communiste.

Dans cette tâche, la Grande Révolution Culturelle Proletarienne et maintenant le vaste mouvement de la critique des thèses du Khrouchtchev chinois, nous apportent des enseignements d'une immense portée.

Quelle est l'erreur centrale que commet, dans son livre sur le perfectionnement individuel des communistes, ce haut responsable ? C'est de mettre la question de l'organisation au-dessus de toutes les autres, de ne pas accorder le rôle dirigeant à la question de la ligne politique et de la juste liaison avec les masses. Ce haut responsable commet la grave erreur de faire du parti un but en soi, et non simplement l'instrument de la lutte de la classe ouvrière et de tout le peuple, instrument qui ne vaut qu'en tant qu'il systématisé et dirige correctement cette lutte. Le résumé, paru dans « Pékin Information » d'un article d'un détachement de Gardes Rouges publié par le Renmin Ribao, indique : « ... la ligne organisationnelle du Parti doit être subordonnée à la ligne politique, elle doit être la garantie et l'instrument pour l'application et la réalisation de la ligne politique du Parti. Cependant, le plus grand des responsables qui, bien que du Parti, se sont engagés dans la voie capitaliste, a combattu ouvertement et furieusement le principe d'édification du Parti du Président Mao, préché à outrance que le principe d'organisation était au-dessus de tout et que la ligne politique devait être subordonnée à la ligne organisationnelle. »

Ce texte est d'une très grande importance pour les marxistes-léninistes français et, s'il en tirent toutes les conséquences, ils y trouveront une aide estimable pour l'élaboration d'une position juste sur la question décisive de l'édification du Parti marxiste-léniniste. Nous, marxistes-léninistes français, devons mettre en œuvre résolument le principe d'édification du Parti du Président Mao, qui place au poste de commandement la réalisation de la ligne politique par une juste liaison avec l'ensemble des masses populaires et la mise en œuvre de la théorie marxiste, et non appliquer le principe révisionniste de la suprématie absolue de l'organisation, qui prône la soumission servile, la sous-estimation des tâches d'élaboration politique et revient à donner le dernier mot non aux masses mais à un petit groupe de dirigeants censés incarner inconditionnellement et quoi qu'ils fussent l'intérêt du prolétariat et du peuple.

Le Président Mao a dit : « Pour avoir de l'ordre dans l'organisation, il en faut d'abord sur le plan de l'idéologie. » Ce n'est qu'en faisant nôtre cette thèse que nous pourrions donner à la classe ouvrière et au peuple de France

UN VÉRITABLE PARTI MARXISTE-LÉNINISTE

garde rouge n° 6

La création du Parti n'intervenait pas à n'importe quel moment. Elle a lieu à un moment où, avec la Grande Révolution Culturelle Proletarienne et la victorieuse guerre révolutionnaire du peuple vietnamien sur le plan international, d'une part, la dégénérescence rapide du P. « C. » F. vers un simple parti parlementaire bourgeois d'autre part, apparaît à de nombreux éléments révolutionnaires de la classe ouvrière et de la jeunesse la nécessité impérieuse de construire un nouveau Parti pour mener la lutte contre le révisionnisme et le réformisme dans la classe ouvrière et guider son combat vers la révolution prolétarienne.

La création du Parti, l'affirmation de son existence a joué un grand rôle dans le rassemblement des révolutionnaires authentiques, dans le regroupement de tous ceux qui savaient que, pour faire la révolution, il ne fallait pas s'en remettre seulement au mouvement des masses, qu'il ne fallait pas non plus attendre qu'elles forgent elles-mêmes leur « avant-garde » ou encore qu'il ne suffisait pas d'une somme de cercles, d'organisations dispersées et livrées à elles-mêmes, mais d'UN PARTI. Ce rôle dans le regroupement des forces M.-L., la création du Parti l'a joué et non seulement après Puyricard, mais aussi après le mouvement de Mai, où la conclusion qu'en ont tirée certains militants marxistes-léninistes — y compris venant de l'U.J.C. M.L. alors défunte — était que toute progression dans la voie de la révolution passait par la construction du Parti et l'affirmation de son rôle dirigeant, non pas pour les raisons avancées par la direction

du M.C.F. à l'époque, mais :

- parce qu'elle répondait aux exigences de la lutte de classes
- parce qu'elle a permis de définir le cadre où s'est déroulée la lutte entre les deux voies et les deux lignes.

L'acte de création du Parti était une mesure tout à fait juste positive et indispensable.

2. Ensuite, la création du Parti — parce que précisément elle permettait de regrouper tous ceux qui voulaient forger l'instrument de la libération de la classe ouvrière — a permis de définir le cadre où s'est par la suite déroulée la lutte entre les deux voies, les deux lignes.

Précisément parce qu'il n'était pas un cercle local, un groupe autonome ou une somme d'organisations locales, mais au contraire implanté nationalement, développant de nombreuses expériences et capable (fusse embryonnairement) de les centraliser, parce qu'il était le Parti et organisé comme tel, le P.C.M.L.F. a pu, à un certain stade de son développement, critiquer les anciens dogmes opportunistes hérités du P.C.F. sur lesquels il fonctionnait. Critique non dogmatique — aboutissant en fait toujours à remplacer d'anciens dogmes par de nouveaux — mais issue de la confrontation avec la pratique, avec la vie.

La création du Parti a permis en fait que la première démarcation introduite — au début du mouvement M.-L. — avec le révisionnisme, (rupture in-

complète, fragmentaire) se transforme en rupture conséquente et aboutisse à la prise en mains consciente des tâches d'édification du Parti.

La création du Parti — même si la nécessité en paraissait masquée au début — a bien été la condition indispensable de son édification ultérieure.

l'Humanité *Nouvelle*

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS,
NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS,
UNISSEZ-VOUS ! »

REDACTION - ADMINISTRATION :
40, BD MAGENTA - PARIS (10^e)
Tél. : COM. 05-13
CCP 21-283-37 Paris

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE
DE FRANCE

HEBDOMADAIRE
4^e ANNÉE - N° 84 - 1 F
JEUDI 11 JANVIER 1968

LA CLASSE OUVRIÈRE RETROUVE SON PARTI

PAGES 3 à 9

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

COMMUNE DE PARIS

HERITIER

LE PEUPLE DE PARIS

AUX SOLDATS DE VERSAILLES

FRÈRES! DE LA COMMUNE

L'heure du grand combat des Peuples contre leurs oppresseurs est arrivée!

N'abandonnez pas la cause des Travailleurs!

Faites comme vos frères du 18 Mars!

Unissez-vous au Peuple, dont vous faites partie!

Laissez les aristocrates, les privilégiés, les bourreaux de l'humanité se défendre eux-mêmes, et le règne de la Justice sera facile à établir.

Quittez vos rangs!

Entrez dans nos demeures.

Venez à nous, au milieu de nos familles. Vous serez accueillis fraternellement et avec joie.

Le Peuple de Paris a confiance en votre patriotisme.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

VIVE LA COMMUNE!

3 centimes en 79.

LA COMMUNE DE PARIS.



D'OCTOBRE



ET DE LA RÉVOLUTION CHINOISE

L'U.J.C.M.L.

DE

SEPT-OCT 67

A SA

LIQUIDATION

C'est à partir de sept.-oct. 67 que se posa d'une manière aiguë pour l'U.J.C.M.L. le problème de la pénétration dans la classe ouvrière. Déjà à la veille des vacances de 67, à la 2ème Conférence Nationale de l'U.J.C.M.L. le problème avait été abordé.

« *Avoir des contacts ouvriers ne suffit pas* », avait précisé le rapport introductif du Secrétariat de l'U.J.C.M.L. « *Former ces ouvriers, les inciter à s'organiser, est une entreprise de longue haleine, où l'on risque de se casser les dents* ».

L'histoire de cette période de l'U.J.C.M.L. qui va jusqu'à sa déconfiture totale, en sept.-oct. 68, c'est l'histoire de ses multiples et vaines tentatives en vue d'établir une liaison avec la classe ouvrière, jusqu'à s'y « casser les dents ».

**Le « mouvement de critique »,
l'idéologie de « servir le peuple »
etc.**

Nous avons déjà parlé de cette fameuse « commission analyse concrète » qui se fixait pour but l'étude de la formation sociale française. L'objectif n'était ni plus ni moins que la confection d'un programme pour le futur parti du prolétariat à construire.

Nous avons noté les caractéristiques de ce travail d'étude : pas de cibles politiques précises, compartimentage selon les branches, travail de « spécialistes », aucun lien avec la pratique de la lutte de classe (et pour cause), etc. C'est dans le cadre de cette étude selon les branches économiques que furent envoyés, au cours du mois d'août, certains militants « en enquête » dans plusieurs régions de France en vue de préciser les données de la « C.A.C. ».

Sortant des salles enfumées de la rue d'Ulm, où siégeait la « C.A.C. », le travail de ces cellules « d'enquête » permit souvent des contacts et des discussions avec des paysans, des ouvriers, des jeunes, etc. L'ouverture d'une petite lucarne sur les problèmes de la vie fit vaciller l'U.J.C.M.L.

Au mois de septembre 67, de retour des quatre coins de France, les cellules d'enquête entamèrent une critique virulente de la direction de l'U.J.C.M.L. Comme cette organisation, essentiellement formée d'étudiants, de lycéens, d'universitaires, vivait au rythme des vacances scolaires, les cellules « d'enquête » devinrent le pôle d'attraction et organisèrent le débat dès le mois de septembre.

Leurs critiques étaient d'ailleurs appuyées par celles de certains militants ayant participé aux voyages en Chine et en Albanie et à qui la découverte de la réalité du socialisme avaient posé toute une série de questions sur le fonctionnement de l'U.J.C.M.L., son théoricisme, son mépris des masses et de la pratique, etc.

Ainsi commença ce que l'on a appelé le « *Mouvement de rectification* » dans l'U.J.C.M.L. (selon une terminologie tout à fait impropre). Les cibles de ce mouvement de critique portèrent essentiellement sur deux points :

- **D'une part les rapports théorie-pratique** : Tout un flot de critiques fut déversé sur l'étude livresque, la prééminence accordée au « savoir bourgeois », le mépris de la pratique et de l'expérience des masses, l'idéalisme, le théoricisme.

Ce fut l'époque où toute une série de militants se plongèrent avidement dans l'étude du Petit Livre Rouge et plus particulièrement des chapitres qui avaient trait à la ligne de masse, à la théorie marxiste de la connaissance, aux enquêtes de recherches, à la centralisation des idées justes des masses, etc.

- **D'autre part, les rapports mêmes existants au sein de l'U.J.C.M.L. entre la direction et la base** : On mit sur la table les questions du centralisme démocratique que la direction de l'U.J.C.M.L., d'office, avait considéré comme impossible d'appliquer ; le bureaucratisme qui régnait de même que le terrorisme intellectuel ; le choix des cadres selon des critères de connaissance livresque ; la dictature des « intellectuels bourgeois » ; etc.

Mais ce mouvement de critique, s'il était armé de bonne volonté, s'il représentait véritablement la révolte d'une partie des militants contre la ligne et le style de travail impulsés par la direction de l'U.J.C.M.L., était extrêmement ambigu et fragile. Du fait de l'absence quasi-totale d'insertion de l'U.J.C.M.L. dans la lutte de classe (sauf concernant la lutte anti-impérialiste dans le milieu universitaire), du fait aussi de sa base de classe — essentiellement estudiantine — tout ce qui pouvait résulter de cette volonté de rectification, c'était une vague aspiration à se « lier aux masses », à connaître leurs conditions de vie, à aller vers la classe ouvrière... A l'aspiration sincère de nom-

breux intellectuels à se lier aux masses et à participer véritablement à la lutte révolutionnaire se mêlait étroitement toute une idéologie populiste : c'est du peuple, du prolétariat que viendra le salut. Aidons le peuple, servons le peuple, sans qu'aucun contenu politique précis, concrétisé par des tâches politiques précises ne soit donné à ces notions.

L'idée de « Servir le peuple » chez le président Mao est indissolublement liée à l'élaboration et à l'application d'une juste ligne politique par le Parti du Prolétariat.

L'idéologie de « Servir le peuple » qui prit corps à cette période dans l'U.J.C.M.L., était à l'opposé entourée d'un halo néo-chrétien. Non seulement, évidemment, la notion de « peuple » n'était pas définie scientifiquement, mais aussi et surtout la classe ouvrière était fétichisée, divinisée. Qu'il n'y ait pas une muraille de Chine entre le prolétariat et la bourgeoisie, que le premier soit traversé par l'idéologie dominante, qu'il y soit incrusté des courants réformistes et révisionnistes, que tout ce qui vient de « l'ouvrier » ne doive pas être pris pour du pain béni, que l'organisation qui se prétend d'avant-garde doive lutter contre les idées erronées dans la classe ouvrière pour orienter son combat révolutionnaire dans la juste voie, tout cela était éludé au profit d'une vision très idéaliste du prolétariat. Plus plateament encore existait dans ce mouvement pour aller au peuple tout l'aspect culpabilisé du petit-bourgeois qui n'est pas exploité, qui n'a pas eu la chance de naître ouvrier, et qui fait ainsi oeuvre de rédemption. Du fait donc de son extrême ambiguïté et fragilité, ce mouvement de critique pouvait être facilement désavoué et récupéré par la direction de l'U.J.C.M.L. contre laquelle il était initialement dirigé.

La direction de l'U.J.C.M.L. vit rapidement le parti qu'elle pouvait tirer de cette aspiration à aller au peuple, à se lier à la classe ouvrière : entreprendre, avec l'aide de ces intellectuels, la pénétration dans la classe ouvrière ; créer dans le prolétariat une organisation d'ouvriers M.-L. chapeautés par l'U.J.C.M.L., excroissance de l'U.J.C.M.L. et qui serait une des composantes — la composante ouvrière — de l'édification du Parti Communiste Marxiste-Léniniste. Aussi, très rapidement, la direction de l'U.J.C.M.L. prit la tête du mouvement de critique, le canalisa vers un nouveau projet : les groupes d'établissement, les Groupes de Travail Communiste (G.T.C.), etc.

C'est, compte tenu de tout cela, que nous n'employons pas le terme de « Mouvement de rectification », comme il était de mode, pour parler de cette période de l'U.J.C.M.L. Soyons clairs, il ne pouvait y avoir de réel mouvement de rectification dans l'U.J.C.M.L. compte tenu de nombreux facteurs : son opportunisme congénital, sa base de

classe, sa non-insertion dans la lutte de classe.

Ce premier prétendu « Mouvement de rectification » a marqué le début de cette vague d'engouement pour le peuple, avec tous ses aspects messianiques et populistes. Le deuxième « Mouvement de rectification » a permis de faire le compte des illusions et a entraîné la disparition de l'U.J.C.M.L.

L'établissement, les « groupes d'établissement », les « groupes de travail communiste »

Après le 4ème trimestre 67, commença réellement la vague d'établissement de l'U.J.C.M.L. (fin décembre, début janvier). Beaucoup de militants partirent ainsi en usine avec pour tout bagage quelques notions du marxisme-léninisme, quelques pensées du président Mao réduites à l'état de maximes (**Oser lutter, Servir le peuple, ligne de masse**, etc.) et les justifications de la direction de l'U.J.C.M.L.

Pourquoi l'établissement ? Quelles devaient être les tâches dans les usines ? Comment pouvait-on amener des travailleurs au marxisme-léninisme ? etc. Le plus éclairant, pour répondre à cela, c'est de citer les directives de l'U.J.C.M.L. de cette période et notamment celle sur « les groupes d'établissement » :

« Un important mouvement a été déclenché dans l'U.J.C.M.L. : des militants M.-L. se constituent en groupes d'établissement et vont parmi les masses populaires, vivre parmi elles et travailler à la production. (...) L'objectif politique des Groupes d'Etablissement est de créer parmi les ouvriers eux-mêmes les noyaux dirigeants des luttes marxistes-léninistes, le noyau dirigeant du Mouvement marxiste-léniniste.

... En France, à notre époque, quelles sont (les) idées révolutionnaires avancées qui ont d'abord pénétré d'une façon relativement plus large parmi les étudiants et les jeunes intellectuels ? Ce sont les idées de la ligne de masse, de la stratégie et de la tactique de la guerre populaire, du développement du processus révolutionnaire ininterrompu et par étapes, l'idéologie communiste de « Servir le peuple » et de se mettre à l'école des masses, le style de travail consistant à pratiquer l'autocritique

et à se soumettre à la critique des masses... Bref c'est la pensée-mao-tsé-toung dont la Grande Révolution Culturelle Proletarienne a stimulé une diffusion toute nouvelle et une compréhension beaucoup plus profonde.

Que l'avant-garde prolétarienne s'assimile cette idéologie et cette pratique, qu'elle s'unisse encore plus étroitement qu'elle ne peut le faire spontanément avec la masse ouvrière et le peuple, qu'elle maîtrise l'essence de la stratégie et de la tactique révolutionnaires du prolétariat, et la révolution connaîtra en France un nouvel essor. Mais qu'entendons-nous par « avant-garde prolétarienne » ? Comment se peut-il qu'il y ait encore, disons un divorce, entre l'avant-garde du mouvement ouvrier d'une part, les idées d'avant-garde du prolétariat (la pensée-mao-tsé-toung) d'autre part ? Et surtout comment parvenir à la fusion des deux ?

Il existe dans la classe ouvrière française des éléments avancés. Ce sont ces ouvriers qui par leurs positions de classe fermes, la justesse de leur tactique dans les luttes contre le patronat, l'application spontanée qu'ils font de la ligne de masse, ont gagné la confiance de leurs camarades de travail et se sont dégagés comme éléments dirigeants des mouvements de masse dans l'usine. Ces ouvriers sont des cadres que les masses se sont données elles-mêmes, ils constituent l'avant-garde de fait du mouvement ouvrier ; dans les grèves, les manifestations, dans toutes les luttes ouvrières, leur rôle est décisif.

A l'heure actuelle, pour nous, reconnaître le rôle du prolétariat dans la révolution, c'est travailler à faire naître les noyaux d'ouvriers avancés armés de la pensée-mao-tsé-toung qui dirigeront le mouvement.

... Tant qu'un tel noyau n'existe pas, aucun progrès n'est possible dans le travail de masse.

... Notre tactique est de constituer parmi les ouvriers avancés les plus actifs dans l'organisation des luttes et le travail syndical, des noyaux marxistes-léninistes clandestins.

Cela signifie que nous rejetons comme erronées un certain nombre de lignes qui s'écarteraient de cette tactique :

- La ligne opportuniste de gauche qui consisterait à nous lancer (nous-mêmes une fois entrés à la production, ou avec une poignée d'ouvriers M.-L.) dans une propagande M.-L. ouverte dans la classe ouvrière. Engager une telle action avant d'avoir accumulé les forces suffisantes, d'avoir concrètement démontré à la masse quelle est la ligne de travail correcte en systématisant ses propres idées et ses propres aspirations, d'avoir concrètement démasqué la poignée de révisionnistes dirigeants, ce serait à coup sûr nous couper des masses, diviser le syndicat et nous interdire tout moyen d'action dans la lutte de classe contre le patronat.

- La ligne opportuniste de « droite » qui consisterait à mener par nous-mêmes, sans associer complètement un noyau ouvrier, même très restreint, à

notre travail et à notre tactique, une « ligne de masse à pas de tortue », consistant à faire pénétrer par bribes des éléments limités de conscience politique dans la masse ouvrière. »

Ces larges extraits montrent clairement la logique de l'U.J.C.M.L. Tout son schéma se fonde sur une préoccupation : peut-on éviter une lutte ouverte contre le révisionnisme moderne ? Peut-on contourner l'obstacle qu'il constitue ? Peut-on élucider la lutte contre lui ? L'U.J.C.M.L. apporte une réponse positive sur la base d'un artifice : il existe une « avant-garde de fait » dans le prolétariat.

Il existe déjà une couche d'ouvriers qui applique — sans en avoir conscience — la pensée mao-tsé-toung (châtrée, émasculée, vidée de son contenu, transformée en doctrine populiste), qui utilise la ligne de masse, qui est étroitement liée aux travailleurs de ses usines, etc.

Dans le monde un peu éthéré de l'intellectuel qui découvre la lutte des classes, l'ouvrier combatif qui ose se révolter, qui sait entraîner les autres à l'action, qui s'oppose sur certains points aux révisionnistes et aux réformistes, devient ouvrier révolutionnaire, communiste de fait, faisant sienne pratiquement la pensée-mao-tsé-toung. Pas besoin donc de mener une propagande communiste, de combattre pied à pied les influences et les propositions révisionnistes, de se battre, face au P. « C. » F. et à la bourgeoisie sur la base d'un programme, d'une ligne, de propositions politiques claires pour gagner au marxisme-léninisme une partie de ces ouvriers révoltés qui commencent à se démarquer du révisionnisme moderne.

Non seulement ce travail est inutile, mais de plus très dangereux. Engager une propagande révolutionnaire ouverte, se démarquer ouvertement des révisionnistes — tant par la critique de leurs positions bourgeoises que par des propositions claires — c'est s'exposer rapidement à être isolé, incompris des masses, écrasé par les révisionnistes modernes. Ce qu'il faut donc faire, c'est par un patient travail d'approche, par une politique de contacts extrêmement prudente, d'amener progressivement ces noyaux d'ouvriers combattifs en leur montrant la coïncidence entre la nature du travail qu'ils font et la pensée-mao-tsé-toung (réduite à la « ligne de masse », « ligne de masse » signifiant d'ailleurs non pas « concentration et systématisation des idées justes des masses », mais « écoute des masses », addition des idées des masses, suivisme par rapport aux masses). Une fois comblé ce décalage, ce divorce entre la simple application de la pensée-mao-tsé-toung et la conscience de cette application, ces noyaux d'ouvriers, armés du Petit Livre Rouge, devaient avoir par la suite un rôle moteur non seulement pour le travail de masse, mais aussi pour l'élaboration de la stratégie et la tactique de la révolution.

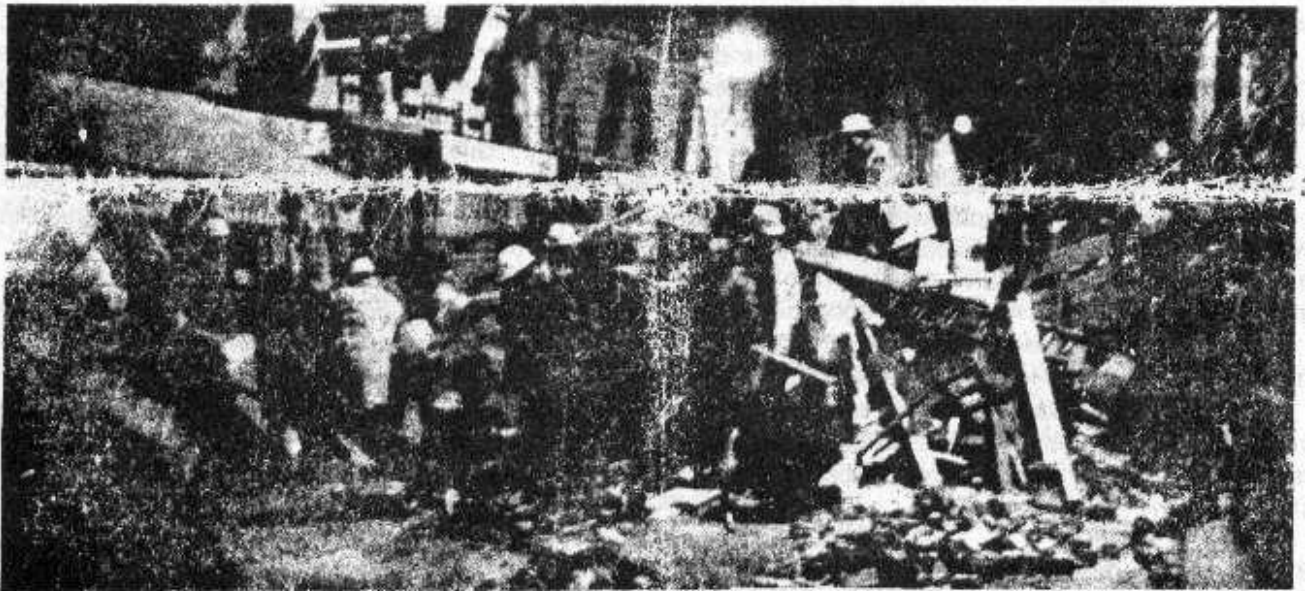
servir le peuple



Journal des Groupes de Travail Communistes et de l'Union des Jeunes Communistes (Marxiste-Léniniste)

N° Spécial 21 - 13 MAI 1968 - 50 cts.

A BAS LE REGIME GAULLISTE ANTI-POPULAIRE DE CHOMAGE ET DE MISERE



La répression policière s'est abattue sur les étudiants ces derniers jours : les étudiants y ont répondu courageusement par la violence. Les ouvriers, eux, connaissent cette répression depuis longtemps. Tous les jours, c'est la lutte contre le chômage, contre les salaires de misère, contre les conditions de travail de plus en plus dures. Pour la réprimer, les patrons font appel à l'Etat bourgeois, leur fidèle serviteur : ce sont les méthodes de répression fasciste des CRS à Redon, à Caen, la Rhodia de Lyon etc... Redon, Caen, La Rhodia, ce sont des coups très durs portés par les ouvriers, les paysans pauvres au grand capital, au règne gaulliste. Les travailleurs savent que ce sont leurs coups (aujourd'hui) plus forts, toujours plus déterminés qui mettront à bas le régime d'oppression du peuple.

Les étudiants aussi ont porté des coups à ce régime de répression. Mais les politiciens socialistes, les nouveaux arrivistes de la gauche, utilisent à fond les confusions et les inconséquences du mouvement petit-bourgeois. Ils font tout pour dévoyer la lutte des étudiants, l'enfermer sous leur bannière : ils veulent utiliser le mouvement étudiant pour arracher au prolétariat la direction de la lutte. Comment ? En appelant les ouvriers à soutenir les revendications petites bourgeoises sur l'Université des fils à papa. C'est le contraire qui est juste. Les étudiants progressistes doivent se mettre au service de la lutte ouvrière et populaire contre le chômage, la misère, pour la liberté. La direction opportuniste du PCF et de la CGT a d'abord attaqué de manière ignoble la lutte des étudiants. Ensuite, face au développement de la situation, elle a tourné casaque : et elle appelle à cautionner la manœuvre Social-Démocrate, elle appelle au soutien entier, à la grève, sur la base des mots d'ordre petit-bourgeois ; manœuvres et capitulations des directions opportunistes ne résisteront pas (au courant de révolte ouvrière qui monte). En masse, les ouvriers se saisissent du drapeau de la lutte contre le gaullisme. En masse dans la CGT, ils vont renverser les bureaucraties réformistes, ils édifient le Parti du Proletariat dans les luttes de masse contre le chômage et la misère capitaliste. En masse, les étudiants progressistes se lèvent pour Servir le Peuple.

Mais même une fois constitués, ces G.T.C. (Groupe de Travail Communiste) devaient mener un travail clandestin concernant la propagande M.-L., la dénonciation du P.« C. » F. ou de la ligne des syndicats. Ils devaient surtout, au cours des batailles revendicatives et sur le front syndical, tenter d'opérer des « démarcations concrètes » d'avec le révisionnisme moderne sans jamais avoir à le caractériser et à le critiquer en tant que tel : courant bourgeois au sein du prolétariat, détournant les ouvriers de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'une fois les révisionnistes modernes isolés (sans jamais avoir à mener une lutte de front contre eux !) qu'il deviendrait possible d'engager un travail communiste ouvert !

*

Les tentatives de l'U.J.C.M.L. de contourner cet obstacle principal au développement de la révolution prolétarienne en France que constitue le révisionnisme moderne, s'est précisé ensuite dans la ligne des « syndicalistes prolétariens ». Aux dires de l'U.J.C.M.L., il fallait combiner la formation et le travail des « noyaux ouvriers clandestins M.-L. » (les G.T.C.) à l'organisation des luttes patronales en liaison étroite avec l'éviction des « bonzes » des syndicats C.G.T. des boîtes, locaux, départementaux, etc.

Certes, il était tout à fait juste, comme il l'est d'ailleurs aujourd'hui pour les marxistes-léninistes, de travailler à l'intérieur des syndicats. Mais ce travail n'a d'intérêt qu'autant qu'il peut permettre de combattre plus efficacement l'influence politique et idéologique du révisionnisme moderne, qu'autant que les marxistes-léninistes relient les points de clivage qui apparaissent entre les ouvriers et les révisionnistes à une dénonciation plus large de l'ensemble de la ligne et des propositions révisionnistes.

Tel n'était pas le dessein de l'U.J.C.M.L. Il s'agissait avant tout pour elle d'introduire des démarcations sur des points partiels et précis avec les propositions des révisionnistes (par exemple sur le plan syndical), de regrouper sur cette base de larges portions des masses pour ensuite et ensuite seulement dénoncer le révisionnisme moderne en tant que tel.

Aussi ce qu'il s'agissait de faire à l'intérieur des syndicats C.G.T., sans critiquer la ligne révisionniste de la confédération, c'était de mettre en cause le style de travail des bonzes syndicaux, le fait qu'ils ne s'appuient pas sur les idées des ouvriers, ne cherchent pas à développer leurs initiatives, se cantonnent dans une attitude bureaucratique, font peu confiance aux délégations et aux entrevues avec les patrons qu'à la force des ouvriers, etc.

L'ensemble d'ailleurs des articles de « Servir le peuple » (jusqu'aux 4/5 du journal parfois) était rempli des méfaits de toutes sortes et en tout genre des bonzillons syndicaux des boîtes ou des U.L. et U.D. A une lettre de Raymond Casas, secrétaire du P.C.M.L.F., qui craignait qu'une telle ligne (préconisant le remplacement de X par Y à la tête des syndicats sans que cela soit lié à une lutte anti-révionniste conséquente) n'aboutisse qu'à remplacer des révisionnistes de « droite » par des révisionnistes « de gauche » (plus combattifs, plus liés aux masses, etc.), voilà ce que répondait un dirigeant de l'U.J.C.M.L. :

« Tu dis que le problème n'est pas le problème de « X », de telle ou telle personne, mais le problème du révisionnisme. C'est parfaitement juste. Mais il s'agit de notre tactique à la base dans l'usine, de la façon dont il faut, à cette première étape de la lutte, mobiliser un nombre aussi grand que possible d'ouvriers contre le révisionnisme.

Or nous n'y parviendrons que là où nous aurons su donner un visage concret au révisionnisme, là où les ouvriers auront une cible précise.

Lutter contre un bureaucrate qui freine les luttes et trahit au moment décisif, lutter contre une Union Locale ou une Union Départementale qui réprime concrètement la volonté de lutte des ouvriers, dénoncer sur des cas connus de tous le style de travail révisionniste, c'est une première forme de mobilisation, encore élémentaire, contre le révisionnisme ; cela prépare une étape supérieure, plus générale, plus systématique à laquelle nous pourrions accéder lorsque nous aurons accumulé des forces suffisantes.

A l'heure actuelle, le « révisionnisme moderne », cela reste pour la grande masse, et même pour nombre d'éléments relativement avancés, un mot creux.

Pour ceux-là, lutter contre le « révisionnisme » en tant que tel, cela ne veut rien dire. Mais lutter contre un ennemi concret, des manoeuvres de sape, la trahison d'un organisme déterminé, des instructions fausses, cela veut dire quelque chose. »

En ce qui concerne la ligne révisionniste de la C.G.T. et notamment son appui au programme de la « gauche », il était prématuré de l'attaquer :

« Quant au point 3 : l'appui inconditionnel de la C.G.T. au fameux programme commun des sociaux-démocrates, d'accord pour dire que c'est un thème important de propagande anti-révionniste, qui sensibilise nombre de militants. Mais c'est bien un thème de propagande politique générale anti-révionniste. Ne pensons-nous donc pas qu'il y ait une version spécifiquement syndicale du révisionnisme sur laquelle il faut mener une bataille distincte, dans les syndicats, de celle que nous menons contre le PCF en tant que tel » (bataille, rappelons-le, de caractère « clandestin » !).

Des dizaines d'articles de « Servir le peuple » rendaient compte de cette pratique à 100 % opportuniste vis à vis de la ligne révisionniste de la Confédération. L'un d'entre eux donne le ton : « Dans le comité (il s'agit d'un comité contre le chômage), nous faisons de la propagande pour que tout le monde se syndique, milite activement à la CGT. Mais n'attaquons pas la direction de la CGT, car elle n'est pas encore démasquée aux yeux de tous. »

Aussi comme on le voit, toute la logique d'intervention de l'U.J.C.M.L. consistait à éluder, à éviter la lutte contre le révisionnisme moderne, contre l'idéologie qu'il véhicule, contre sa ligne bourgeoise.

Ce point exprime on ne peut mieux la véritable nature de la petite bourgeoisie révolutionnaire : aspirant certes à la révolution, mais idéaliste, craintive, peureuse, avec un manque évident de confiance dans les capacités révolutionnaires des masses. On veut oeuvrer pour la Révolution, mais on recule devant ce colosse au pied d'argile, le révisionnisme moderne, qui est le plus ferme pilier de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. On cherche à coexister avec lui au lieu de la détruire.

La tactique à 100 % opportuniste de l'U.J.C.M.L. devait conduire à l'échec. Les tentatives des Groupes d'Etablissement (G.E.) en vue de rallier « l'avant-garde ouvrière » se réduisirent à quelques contacts avec lesquels il était hors de question d'établir une liaison solide. La seule exception fut celle de l'usine n° 1 (il n'y en a pas deux) ; cet exemple fut mis en avant par la direction de l'U.J.C.M.L. en vue d'éblouir les militants, prouver la justesse de la tactique suivie et montrer l'avance de la classe ouvrière. En fait pour masquer ces échecs, l'U.J.C.M.L. avait introduit un cloisonnement extrêmement strict entre les diverses « organisations » : les groupes de quartiers, les étudiants, les

G.E. et G.T.C., puis le Mouvement de Soutien aux Luttés du peuple. Sous prétexte de clandestinité et d'éviter la répression de la bourgeoisie et des révisionnistes dans les usines, un tel cloisonnement (seul le B.P. de l'U.J.C.M.L. faisait le point entre les diverses organisations) permettait efficacement de cacher la vérité aux militants, de bluffer, etc., et de maintenir la confiance pendant un temps.

En mars-avril, pour soutenir de l'extérieur l'activité des G.E. et amener les étudiants à se « lier au peuple » fut lancé le M.S.L.P. : « Mouvement de Soutien aux Luttés du Peuple ».

Il y a peu de choses à dire sur ce mouvement sinon que au-delà des aspirations sincères de nombreux militants à se lier à la classe ouvrière, il a reproduit en pire les aspects populistes de la ligne des G.E.

Avant même le Mouvement de Mai, on peut comparer l'U.J.C.M.L. à un processus inflationniste :

— D'un côté, une masse toujours plus grande d'étudiants et d'intellectuels étaient organisés pour le « soutien aux luttes du peuple » dans le M.S.L.P., les groupes de quartier, etc.

— Mais de l'autre, en raison de la ligne complètement opportuniste de l'U.J.C.M.L., aucun progrès n'était réalisé dans la classe ouvrière.

Pendant un temps par le bluff systématique, la démagogie et par le maintien d'un cloisonnement strict (qui empêchait le simple militant de se rendre compte réellement des résultats de la pratique d'ensemble), la direction put masquer l'échec de sa pénétration dans la classe ouvrière.

Malgré tout, avant même le Mouvement de Mai, les premiers tiraillements se manifestèrent. A Lyon, des camarades quittent l'U.J.C.M.L. et demandent leur adhésion au P.C.M.L.F. Confrontés au Mouvement de lutte de Mai 68, l'édifice artificiel et opportuniste de l'U.J.C.M.L. s'écroula comme un château de cartes.

A LA
SCISSON
DU GROUPE
DROITIER
1001 701

**DE MAI 68
A LA
SCISSION
DU GROUPE
DROITIER
(OCT 70)**

La prise de conscience anti-impérialiste et le développement d'un puissant mouvement de soutien à la guerre populaire du peuple vietnamien marquent les premières étapes de la révolte de la jeunesse contre la société impérialiste. La crise de l'impérialisme, la faillite de son système idéologique entraîné par la montée des luttes de libération nationale, va amener la révolte massive des couches de la jeunesse intellectuelle.

**VIVE LA JUSTE LUTTE
DES ÉTUDIANTS**

l'Humanité *Nouvelle*

* PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS,
NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS,
UNISSEZ-VOUS ! *

RÉDACTION - ADMINISTRATION 45, 49, MAURITTE - PARIS 10 ^e Tél. : 52.44.10.13 CIP 21.039.07 Paris	ORGANES CENTRAUX DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE	NUMÉRO DU 4 MAI 412 16 MAI 1968 P. 40000 - 10 101 - 1 P.
---	---	--

**CONTRE LE POUVOIR DES MONOPOLES
ET CONTRE LE FASCISME**

UNION

DES TRAVAILLEURS ET DES ÉTUDIANTS

**PEYREFITTE ET FOUCHET
A LA PORTE**

GRIMAUD, ROCHE DÉMISSION !
(PROFET DE POLICE) (RECTEUR)

**LIBÉREZ LES EMPRISONNÉS !
LEVEZ LES SANCTIONS !**

Au moment où éclate le mouvement de Mai, l'avant-garde vient de se créer il y a 5 mois, elle ne dispose d'aucune implantation étudiante, dans ces conditions, elle ne peut prétendre diriger un tel mouvement. Mais dès le déclenchement des luttes étudiantes, l'avant-garde marxiste-léniniste va apporter son soutien enthousiaste. Les publications de l'époque, et en particulier L'Humanité Nouvelle décrivent longuement les luttes des étudiants et reprennent les mots d'ordre avancés. C'est un point extrêmement important par rapport à l'ouvriérisme de l'U.J.C.M.L. qui condamne dès le début ce mouvement en le caractérisant comme « petit-bourgeois ». L'avant-garde sera ainsi la seule organisation marxiste-léniniste à soutenir et à participer aux luttes des étudiants. Les militants de l'avant-

garde participeront activement aux manifestations et aux affrontements avec les flics. Alors que les idées anarchistes sont largement dominantes dans ce mouvement, ils montreront par leur détermination et leur discipline, la nécessité de s'organiser pour affronter l'appareil d'état et les barricades qu'ils organiseront seront les dernières à tomber.

En même temps qu'elle soutient et participe activement aux luttes, l'avant-garde marxiste-léniniste développe une large propagande : diffusion de l'Humanité Nouvelle, collages et bombages massifs. Dans cette période la Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine suscite un intérêt croissant dans les masses, le désir de mieux connaître les principes révolutionnaires se manifeste sur une vaste échelle. L'avant-garde répondra à ce besoin en tenant des stands de propagande, en organisant des meetings dans les facultés et particulièrement à la Sorbonne occupée, en diffusant largement les textes des camarades chinois : la lettre en 25 points, les oeuvres de Mao Tsé-Toung. Contre les idées anti-staliniennes dominantes dans le mouvement petit-bourgeois, elle défendra la mémoire du grand marxiste-léniniste que fut Staline et diffusera ses écrits.

Quand le mouvement s'élargira à la classe ouvrière, l'Humanité Nouvelle popularisera et soutiendra les grèves qui se déclenchent, elle appellera à « renforcer les bastions de la grève, à organiser partout la résistance populaire contre la violence réactionnaire et la trahison révisionniste » (numéro spécial d'H.N. de juin). Mais dans la lutte contre le révisionnisme elle fera preuve d'une grande faiblesse. La dénonciation des révisionnistes se limitera à leur rôle de frein au mouvement de masse. Les publications de son organe central ne donneront guère aux militants des instruments sérieux de lutte contre le révisionnisme. Un numéro spécial de l'Humanité Nouvelle du 24 mai 68 publiera une page entière de portraits de dirigeants révisionnistes avec des anecdotes du genre : « *Waldeck Rochet, regardez son crâne : c'est un bonze et même un révérend. — Le bonze chef entouré de ses bonzillons, Roland Leroy et Paul Laurent (des hommes satisfaits d'eux-mêmes)* ». Ce ne sera pas là la seule faiblesse de l'avant-garde, pendant le mouvement de mai. Partant de l'idée que les masses doivent prolonger leur expérience de lutte contre la bourgeoisie, l'avant-garde reprendra à son compte pendant un temps les illusions sur la possibilité du double pouvoir. Elle appellera les cheminots à se préparer à faire rouler les trains pour le peuple et lancera le mot d'ordre de « *Pouvoir populaire révolutionnaire* ». Une déclaration du Comité Central du P.C.M.L.F., reprise dans l'Humanité Nouvelle du 23 mai s'intitule : « *En avant vers un pouvoir populaire révolutionnaire* » et se termine par les trois mots d'ordre :

« *Vive le pouvoir ouvrier dans les usines !* »

« Vive le pouvoir des paysans pauvres à la campagne ! »

« Vive le pouvoir des étudiants révolutionnaires à l'université ! »

Mais à la fin du mouvement de mai, un article de l'Humanité Nouvelle rétablira les choses en rappelant que la question centrale était celle de la destruction du pouvoir d'état.

Pendant cette période où le mouvement gagne la classe ouvrière, un relâchement très net de l'organisation se fera sentir. L'Humanité Nouvelle constituera souvent le seul lien existant avec les organisations de base et les militants. Les militants seront ainsi laissés à eux-mêmes sans directive claire de la part du centre dirigeant et ils auront tendance à se dissoudre dans les organisations de masse qui se sont créées un peu partout en France (Comité d'action, Comités de quartier...). Ainsi pendant le mouvement de mai, l'avant-garde marxiste-léniniste n'a pu apparaître clairement comme le Parti d'avant-garde mais comme une composante « maoïste » du mouvement de masse et cela est normal vue sa jeunesse et son inexpérience. Elle a soutenu et participé pleinement à ce mouvement, elle a contribué à répandre dans les masses les principes marxistes-léninistes, et elle sortira renforcée du mouvement de mai.

Comme le disait l'Humanité Nouvelle du 30 mai 68 :

« A l'étape actuelle les marxistes-léninistes viennent à peine de s'organiser (notre parti a 5 mois) et en tant qu'organisation ils n'ont pas encore donné aux yeux des larges masses la preuve que leur organisation, leur parti, est réellement un parti de type tout à fait nouveau. Ces preuves nous ne pourrons les donner que dans la lutte et pour nous l'organisation de la lutte commence à peine. Sur les difficultés de ce travail, sur les difficultés de forger un authentique parti de combat débarrassé de toutes les séquelles du révisionnisme, nous ne nous faisons guère d'illusions.

Mais, précisément, le vent sain de révolte qui déferle actuellement, ce mépris de tout ce qui est bureaucratique, poussiéreux, engagé dans la voie capitaliste et aussi les leçons que nous tirons de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine, expliquent notre enthousiasme : le parti que les révolutionnaires français forgeront, le parti qui nous conduira à la victoire, ne sera pas un parti de mannequins au style stéréotypé. »

Mai 68 et la question du Parti

Le mouvement de masse va donner une consistance nouvelle à la réalité du projet révolutionnaire ; le débat sur la question du Parti va se trouver posé dans la vie. La conception du parti naissant quand

des noyaux communistes sont capables de diriger les masses va se trouver d'une certaine manière balayée par le mouvement de mai. Celui-ci a montré en effet à de nombreux militants la nécessité d'une ligne politique juste, d'une tactique précise pour diriger le mouvement de masse, lui faire franchir un stade supérieur. L'opposition ouverte des révisionnistes au mouvement de mai a fait qu'une brèche s'est ouverte dans l'influence révisionniste, il s'agit d'élargir cette brèche, de partir de l'expérience vécue de la trahison révisionniste par les masses pour l'élever à la conscience politique. Derrière toutes ces questions posées par le développement de la lutte de classe en mai, c'est la nécessité d'un parti révolutionnaire qui se fait jour pour de nombreux militants.

Le ralliement de l'UJCM

En juin 68 l'U.J.C.M.L., comme le P.C.M.L.F., n'échappe pas au décret d'interdiction de la bourgeoisie. De nombreuses contradictions étaient déjà apparues au sein de l'U.J. bien avant cette interdiction. Avant mai, un certain nombre de militants de l'U.J. de la région lyonnaise avaient rejoint l'avant-garde. La pratique de l'U.J.C.M.L. en mai-juin 68, le fait que des membres de sa direction s'étaient adressés au Comité Central du P.« C. » F. pour lui demander de souscrire au programme de Front Populaire de l'U.J., mais surtout son sectarisme vis à vis des luttes étudiantes va exacerber ces contradictions. Pendant le mouvement de mai d'autres militants rejoindront à leur tour l'avant-garde. En juin, plusieurs courants se dessinent à l'intérieur de l'U.J. qui vont rapidement entraîner son éclatement :

- une partie des militants se prononcent pour le maintien de l'organisation. Ce courant fusionnera quelque temps après avec les restes du « Mouvement du 22 mars » et donnera naissance à la « Gauche prolétarienne »

- une tendance constate l'échec de l'U.J. et étudie la ligne politique de l'avant-garde qu'elle jugera rapidement erronée : les objectifs stratégiques de « Démocratie Populaire », la tactique de « Front Uni » ne correspondant pas aux principes marxistes-léninistes que ces militants trouvent dans les livres. Cette tendance amènera la formation du groupe « Ligne rouge »

• une grande partie des militants se posent la question du ralliement à l'avant-garde. Pour ces militants une chose est claire : l'U.J.C.M.L. a fait faillite en mai-juin 68 et aucun bilan sérieux de la pratique et de la ligne politique de cette organisation n'a été tiré. L'absence d'un parti marxiste-léniniste

suffisamment fort explique l'échec du mouvement de mai. Face au vide laissé par l'U.J.C.M.L., une avant-garde existe et cette avant-garde a défendu une ligne juste dans le mouvement de mai. C'est sur ces bases que ces militants demanderont leur adhésion.

APRES LE DISCOURS DE DE GAULLE...

CONTRE LES MONOPOLES CONTRE LE FASCISME

ORGANISONS

LE POUVOIR populaire

RÉVOLUTIONNAIRE

Dans son discours du 30 mai 1968, De Gaulle, Président de la République deus le coup de force du 13 mai 1958, réapparaît sans l'ard sous son visage d'autocrate et de chef de parti au service des intérêts de la grande bourgeoisie monopoliste. Plutôt que d'accorder aux étudiants, aux paysans, aux travailleurs la satisfaction de toutes leurs aspirations tant sur le plan économique que sur le plan politique, De Gaulle préfère déclarer la guerre au peuple.

Sous la pression de la réprobation populaire qui a gagné les rangs même de ses supporters, De Gaulle s'est trouvé contraint d'abandonner son projet de referendum plébiscitaire. Mais, en stratège rusé et tenace, il manœuvre pour annuler les effets désastreux de cette défaite et lance des attaques de ferme nouvelle : en premier lieu, il dissout l'Assemblée nationale.

En agissant de la sorte, il manifeste le mépris dans lequel la haute bourgeoisie tient le système parlementaire lorsqu'il risque de ne plus la servir. Il apporte ainsi la preuve de la vanité, réaffirmée depuis des années par les marxistes-léninistes, de la fameuse "voie pacifique" ou "parlementaire", prônée par les dirigeants révisionnistes du Parti "communiste" français pour assurer le passage du capitalisme au socialisme. Le discours menaçant de De Gaulle a les mêmes accents que ceux de tous les apprentis-dictateurs de l'histoire. Il est dans le plus pur style du 16 Brumaire et du 2 Décembre. Mais depuis lors le peuple a beaucoup appris et n'est pas disposé à se laisser intimider par le chantage et la violence de classe prôné au nom de la classe exploitée au pouvoir.

De Gaulle a certes "envisagé" toutes les situations possibles, il le révèle lui-même. C'est dire que son prétendu voyage à Colombey-les-Deux-Églises n'a été en vérité qu'une tournée d'état-major des forces de la bourgeoisie, il n'est pas impossible même qu'un contact secret ait été établi avec le gouvernement de l'Allemagne fédérale, qui craint comme le feu que ne s'instaure en France un régime socialiste qui constituerait un dangereux exemple pour les travailleurs et les étudiants d'outre-Rhin.

En second lieu, De Gaulle lance un appel direct à ses propres groupes "d'action civique"; dont on sait de longue date qu'ils sont encadrés par les espions aventuriers recrutés dans les milieux les plus tarés, dans la "pegre" la plus authentique, comme naguère le furent sous Pétain les "milices" de triste mémoire.

Déjà hier au soir, la plus fine fleur de la bourgeoisie réactionnaire de Paris s'est livrée à une manifestation anti-ouvrière de grande ampleur, pour la défense de ses privilèges de classe.

Enfin également le Prêtre de Strasbourg a lancé appel public aux militants de l'O.D. --isme d'Alsace pour qu'ils s'organisent en troupes de combat. La neutralité légale des plus hauts fonctionnaires départementaux s'est trouvée là violée avec cynisme.

Face à cette levée en masse des troupes gaullistes et fascistes, face à cette initiative grosse de violence prise par le chef de la grande bourgeoisie monopoliste, les larges masses

laborieuses du peuple doivent avant tout compter sur elles-mêmes, prendre conscience de la force irrésistible qu'elles représentent si elles savent s'unir et s'organiser dans la lutte.

Seule en effet l'unité révolutionnaire la plus totale des ouvriers, des paysans, des étudiants est susceptible de permettre au peuple d'opposer au fascisme la volonté démocratique de la nation, de faire triompher ses aspirations en renversant le pouvoir des monopoles, en établissant un pouvoir populaire révolutionnaire.

Seule la violation de la profonde volonté souveraine du peuple, seule légitimité historique valable, les travailleurs, ou qu'ils soient, doivent constituer leurs propres organisations de lutte. Partout il est indispensable d'organiser très vite des comités d'action à la base, regroupant les hommes et les femmes de toutes origines politiques, philosophiques et même confessionnelles présentant cette seule caractéristique commune qu'ils sont décidés à se dresser contre le pouvoir des monopoles, contre le fascisme.

Dans les usines, les grévistes qui disposent des moyens de production, doivent envisager le cas où dans un proche avenir ils seraient conduits à assurer eux-mêmes la gestion au bénéfice du peuple. Il est positif à cet égard que dans certaines villes se soient déjà organisés des systèmes de paiement par tickets syndicaux substitués à la monnaie courante.

Les cheminots doivent exercer la plus extrême vigilance pour éviter que les trains ne soient utilisés contre le peuple par les forces de la répression. Il se peut par contre que les trains doivent être utilisés pour la sauvegarde des droits et des intérêts du peuple.

Si on entend, dans les circonstances nouvelles, des manœuvres actives contre-révolutionnaires vont intervenir. Le seul critère pour démasquer un agent provocateur au service de la bourgeoisie, c'est de la faire juger par les masses populaires. Celui qui désirera agir insidieusement pour briser l'élan des travailleurs devra être rapidement éliminé comme serviteur de la répression, des monopoles, du fascisme.

Il appartiendra à l'histoire de juger l'immense responsabilité des dirigeants réformistes et révisionnistes, qui, depuis des années ont endormi les masses laborieuses en leur prêchant la possibilité d'une conquête du pouvoir par les élections. Fort heureusement, les travailleurs se sont réveillés à l'appel exultant et héroïque des jeunes étudiants et ouvriers qui ont eu l'initiative de riposter par la violence révolutionnaire à celle de la bourgeoisie.

A BAS LE POUVOIR DES MONOPOLES !

A BAS LE REGIME POLICIER !

NON A LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE MONOPOLISTE !

NON AU FASCISME !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

ORGANISONS PARTOUT DES COMITES D'ACTION REVOLUTIONNAIRE !

FRONT UNI ANTI-MONOPOLISTE ET ANTI-FASCISME !

VIVE LE POUVOIR POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE !

LE PEUPLE VAINCRA !

Développer la prise de conscience de la nécessité du Parti

Les discussions s'engagent à la fin de l'été. La direction de l'avant-garde mènera ces discussions directement avec les ex-responsables de l'U.J. sans même que les organisations de base de l'avant-garde soient au courant. Ces ex-responsables bénéficieront même d'un statut quelque peu privilégié puis qu'ils connaîtront les décisions de la direction avant les militants de l'avant-garde. Tandis que ces discussions ont lieu « au sommet », aucune directive précise ne viendra du centre dirigeant pour l'intégration de ces militants de l'U.J. si bien que cette intégration sera laissée à l'initiative des organisations de base.

C'est en septembre 68 que ce ralliement s'effectuera sur une large échelle. L'avant-garde marxiste-léniniste apparaîtra ainsi dans de nombreuses localités où auparavant elle n'était pas présente.

La parution de l'Humanité Rouge

En février 69 paraît « l'Humanité Rouge : Hebdomadaire d'information et d'étude marxiste-léniniste au service des luttes des ouvriers, paysans et intellectuels ». Déjà pendant l'été 68, un certain nombre de journaux locaux étaient parus : « Front Uni » dans la région Rhône-Alpes et le Centre, « Touraine Rouge », « Provence Rouge » à Marseille... Dans une situation confuse où les militants sont laissés depuis juin 68, sans directive politique claire, la création d'un journal national, support au travail militant, est une aide précieuse pour les militants. Mais l'« Humanité Rouge » paraît alors qu'aucune discussion politique n'a eu lieu dans l'avant-garde sur la nécessité et les buts d'un tel journal. En fait, autour de « L'Humanité Rouge » il s'agit de réaliser l'unité du « mouvement révolutionnaire » et en particulier avec les militants de l'U.J.C.M.L. Comme le précise l'éditorial « Un outil pour le peuple » du n° 1 :

« Il existe aujourd'hui en France des milliers de militants qui ont pour objectif la révolution socialiste. Nombreux sont les travailleurs qui ont compris la véritable nature du révisionnisme. Unir ces militants dans l'action est un premier pas. La lutte idéologique, les discussions, l'étude élimineront progressivement les idées erronées, permettront au

noyau dirigeant de s'affermir, de préciser ses analyses, sa tactique. »

C'est ainsi que le Comité de rédaction de « l'Humanité Rouge » à ses débuts sera composé outre certains dirigeants de l'avant-garde, de militants issus du mouvement de mai et d'ex-responsables de l'U.J.C.M.L. Sur ces bases d'unité factice avec les restes de l'U.J. vont se constituer les C.D.H.R., « *Comités de Diffusion de l'Humanité Rouge* » qui vont progressivement supplanter l'organisation et l'intervention propre de l'avant-garde. En mai 69, en désaccord avec la manière dont était préparé le 1er mai, certains membres ex-U.J. du Comité de Rédaction quitteront l'Humanité Rouge avec le C.D.H.R. de Nanterre, ce qui donnera naissance au groupe « *Vive le Communisme* », puis « *Vive la Révolution* ».

La fascisation

Dès le début du mouvement de mai, l'avant-garde marxiste-léniniste avait caractérisé la lutte des étudiants comme une lutte anti-fasciste du seul fait qu'elle était centrée contre la répression. Le 5 mai, un communiqué de presse soutient la « *juste lutte des étudiants contre le pouvoir des monopoles et le fascisme* ». Fin mai, après le discours de De Gaulle, « l'Humanité Nouvelle » titre « *Contre les monopoles, contre le fascisme, organisons le pouvoir populaire révolutionnaire* ». Après mai ce mot d'ordre de lutte anti-fasciste va être largement développé. A la fin juin la bourgeoisie dissout un certain nombre d'organisations dont le P.C.M.L.F. Sur le front ouvrier les révisionnistes ont des difficultés à faire reprendre le travail aux grévistes. La question du recours ou non au fascisme n'est donc pas évidente dans cette période et les mesures prises par l'avant-garde visent à préserver les militants et les responsables de la répression. Mais dans les mois qui suivent, le résultat des élections va montrer que la bourgeoisie n'a pas encore besoin de recourir au fascisme. Puisqu'il n'y a pas encore fascisme, « l'Humanité Rouge » en conclura qu'il y a fascisation.

Sur quoi se fonde « l'Humanité Rouge » pour tenter de prouver qu'il y a fascisation ?

• Avant tout elle se réfère à une liste de mesures prises par l'état bourgeois au lendemain de mai 68 : dissolution des groupes d'extrême gauche, article 16, limitation des pouvoirs du parlement et jusqu'au projet de régionalisation : « *La fascisation c'est, bien sûr, d'abord l'accentuation de la répression ; c'est ce qui est le plus évident. Mais, plus profond, c'est la mise en place de formes politiques et étatiques nouvelles qui pourront permettre le moment venu la liquidation complète des formes démocratiques et le passage à une dictature ouverte*

et terroriste : projet de régionalisation capitaliste créant des « gouvernements » régionaux tout puissants, permettant une intervention répressive rapide ; mise en place des formes de collaboration avec les syndicats dans le but avoué de supprimer le droit de grève ; transformation de la législation judiciaire ; prise en main directe par le corps ultra-réactionnaire de l'E.N.A. de tous les postes de direction dans les services publics et l'administration, ... » (Brochure « En avant pour une démocratie populaire ... », p. 42).

• Le rôle joué par les révisionnistes dans la classe ouvrière, loin de remettre en cause l'analyse de la fascisation, sert au contraire à la justifier : face à la combativité ouvrière « *la démocratie bourgeoise a une double réponse : les contrats de progrès et le révisionnisme, en bref la collaboration de classe. Le développement de celle-ci dans une offensive démagogique caractéristique est le deuxième aspect de la fascisation.* » (H.R., n° 55 - Fascisme, Fasciste, Fascisation).

• A cette constatation des mesures prises par l'état bourgeois vient se juxtaposer une analyse superficielle de l'impérialisme français que l'on considère « *en bonne position dans la course à l'effondrement total* ». En guise d'analyse concrète, « l'Humanité Rouge » pratique l'analogie : elle compare la situation en France avec celle qui a précédé l'avènement du fascisme en Allemagne et en Italie dans les années 30 et reprend mécaniquement le schéma de la lutte anti-fasciste. Mais comment en particulier comparer l'organisation de milliers d'ouvriers par le Parti Communiste Allemand avec la liaison très embryonnaire de l'avant-garde avec la classe ouvrière après mai ? Certes le fascisme en Allemagne et en Italie a été précédé par un processus de fascisation qui s'est traduit par des emprisonnements massifs d'ouvriers, par l'assassinat de nombreux militants syndicaux, mais comment comparer cette situation à la répression de la bourgeoisie française après mai 68 ?

Ce que ne voit pas « l'Humanité Rouge », c'est que le développement et le perfectionnement de l'appareil répressif fait partie de la nature même de tout état bourgeois, même si celui-ci ne les utilise pas immédiatement contre la classe ouvrière.

C'est ainsi que dans l'arsenal policier actuel existe un certain nombre de lois votées sous la dictature fasciste de Pétain et le décret justifiant l'interdiction du P.C.M.L.F. en juin 68 est celui qui, en 1936, a servi à interdire les ligues fascistes. Mais l'affirmation de la fascisation est également liée à une incompréhension de la nature du révisionnisme et de son rôle. Dans la mesure où le révisionnisme n'est conçu que comme un frein aux luttes, comme un carcan qui enserré la classe ouvrière, quand la classe ouvrière brise ce frein et affronte la bourgeoisie, on considère que l'influence du révisionnisme est balayée et que les masses s'emparent du

marxisme léninisme. On va ainsi surestimer la brèche taillée en mai dans l'influence révisionniste : « *Le mouvement révolutionnaire des masses a connu un bond en avant sans précédent en mai 68 ; partout la classe ouvrière commence à s'organiser en dehors de l'influence révisionniste...* » (Brochure : « *En avant pour une démocratie populaire...* », p. 8).

Puisqu'on sous-estime le poids des idées révisionnistes dans les masses, on en vient ainsi facilement à poser la question du recours au fascisme alors que la bourgeoisie, au lendemain de mai, vise principalement à développer sa façade démocratique en se servant des révisionnistes (c'est le sens des contrats de progrès, des mesures de participation qu'elle tente d'instaurer). L'influence des révisionnistes, les illusions sur la démocratie bourgeoise comme le montrera le vote des législatives sont suffisamment grandes pour que le recours au fascisme puisse être reporté par la bourgeoisie.

• Dans la pratique, la lutte contre la fascisation entraînera l'appel à voter NON au référendum de 69 sur la régionalisation, analysé comme un « *référendum de fascisation* » alors qu'en fait, il vise à faire cautionner par les masses les règlements de compte entre fractions du capital. « L'Humanité Rouge » présentera la victoire du NON comme une victoire du prolétariat en titrant : « *NON, première étape mais seul le combat révolutionnaire abattra le capital* ». « L'Humanité Rouge » publiera une lettre ouverte au « président » Poher lui demandant de revenir sur le décret d'interdiction du P.C.M.L.F. Les positions de « l'Humanité Rouge » ne sont nullement discutées par les militants qui apprennent ces initiatives par la lecture de la presse. Mais très vite la fascisation va devenir la « *notion fourre tout* » qui permet d'évacuer toute analyse politique : à chaque acte de répression de la bourgeoisie, c'est ce mot d'ordre qui est avancé. C'est ainsi que dans la notion de fascisation on fait rentrer « *les perquisitions à domicile, les expulsions d'étrangers, les appariteurs dans les facultés (ex. : les appariteurs nazis à Vincennes), l'intervention des C.R.S. dans les campus (Nanterre), les usines, les licenciements massifs de militants ouvriers... le projet d'un service national... rapatriement des harkis, etc.* » (« *Humanité Rouge* », n° 55, p. 10).

• Cette lutte contre la fascisation ne rencontrera guère d'écho dans la classe ouvrière parce que d'une part elle concerne la répression qui frappe le plus souvent les rangs des révolutionnaires et surtout parce qu'elle entretient la confusion, masque la nature profonde de la bourgeoisie ainsi que la tâche du prolétariat : abattre la dictature de la bourgeoisie pour instaurer la dictature du prolétariat.

Finalement, c'est dans les rangs de la jeunesse intel-

lectuelle que ce mot d'ordre rencontrera le plus d'écho. A une époque où des affrontements violents ont lieu dans les facultés, l'inexpérience politique de beaucoup d'étudiants fera rapidement confondre répression et préparation du fascisme.

Le Front Uni

Dès la fin de mai 68 apparaît le mot d'ordre de Front Uni. Pour « l'Humanité Rouge », il s'agit de continuer le mouvement de mai.

On va tenter de donner un contenu à ce mot d'ordre en voulant s'inspirer des expériences « d'Unité Populaire » avec les paysans à Nantes et des comités d'action ou de quartiers créés en mai. Comme justification théorique, on s'appuiera sur les citations de Mao Tsé-Toung sur les « 3 armes » pour faire la révolution : le Parti, le Front Uni et l'armée rouge. Comme pour « l'Humanité Rouge », le Parti est édifié, il faut donc dans un second temps édifier le Front Uni, quant à l'armée rouge, il n'en est pas encore question.

C'est en octobre 69 que paraîtra le journal national « Front Uni » faisant suite aux différents journaux locaux qui étaient parus précédemment. Ce journal va servir de haut-parleur aux luttes « populaires » :



Crise accélérée
pour les trusts !...

Austérité
pour le peuple !...

L'IDÉE DE L'UNITÉ POPULAIRE GAGNE EN PROFONDEUR

SOMMAIRE	
Editorial - Un mot d'ordre dans l'engagement	3
Sur le tract anticar	5 et 6
Les problèmes des étudiants	6
Direct contre la répression	7
Tribune de Jean-Lucien - L'extension de son Parti, problème de l'UR	8 et 9
Sur le tract paysan - Le problème de syndicalisme agricole	10
La situation des enseignants - Un appel contre la guerre	11
Matériaux, étude théorique	12
Almanach, 20 ans de syndicalisme	13
La classe en lutte	14
Interview - Des revendications immédiates	15 et 16



dès le premier numéro, on trouvera pâle-mêle des récits de luttes ouvrières, paysannes, étudiantes, des lettres de petit-commerçants protestant contre l'assurance maladie. Le lien de ces différents articles est constitué par le mot d'ordre final : « Unité à la base et dans l'action » comportant plusieurs variantes.

L'objectif de ce Front Uni est assez flou et varie selon les numéros. Dans le numéro 1, il est précisé que Front Uni « c'est l'embryon du Front Populaire de 1969 corrigeant les erreurs fondamentales de celui de 1936 » ; tantôt il s'agit de « balayer les monopoles », tantôt de « faire la révolution », n'importe comment, il n'y a pas à s'inquiéter puisque « contenu et forme du Front Uni se développeront et se préciseront dans l'action » (numéro 1).

La base de l'union, c'est l'opposition aux monopoles, le Front Uni vise à rassembler « toutes celles et tous ceux qui en France sont contre le pouvoir des monopoles, contre son gouvernement et sa politique, contre son état et son exploitation... », à entraîner « dans l'union et dans l'action tous les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, français et immigrés, ouvriers, petits et moyens paysans, étudiants et enseignants, petits commerçants et artisans. » (F.U. numéro 1).

A l'objectif « offensif » de balayer les monopoles vient s'ajouter l'objectif « défensif » de lutte contre le fascisme. L'éditorial du numéro 1 de l'Humanité Rouge était très clair à ce sujet :

« Pour lutter nous devons constituer un Front Uni contre les monopoles et l'impérialisme qui pourra se reconvertir si les événements l'imposent, en Front anti-fasciste.

C'est ainsi que le Front Uni, vu les événements, se transformera en Front Uni antimonopoliste et anti-fasciste. »

La seule différence mise en avant pour distinguer ce Front Uni de « l'Union populaire » révisionniste, c'est que l'unité se fait « à la base et dans l'action » alors que le P. « C. » F. cherche avant tout des alliances d'état-major. Ainsi l'analyse de classe de ces couches, du contenu de leurs revendications est remplacé par le ciment magique de « l'unité à la base et dans l'action » : « Il n'y a aucune contradiction entre l'affirmation de nos objectifs et la volonté d'unir à la base, et dans l'action, pour des objectifs précis (lors d'une grève par exemple) toutes les victimes du capitalisme. Ainsi des gens qui ont un certain nombre de conceptions idéologiques différentes se retrouvent unis pour exiger la libération des militants emprisonnés. Cette unité se fait sur des bases précises dans la lutte. » (F.U., n° 3, p. 8).

Précisément le mot d'ordre de Front Uni ne trace pas de démarcation claire avec le révisionnisme, bien au contraire, il refuse d'attaquer les révision-

nistes de front. C'est uniquement dans la pratique, par les formes de lutte et les revendications avancées que les masses prendront conscience de la nature du révisionnisme.

Certes, on affirme sans cesse le principe : la classe ouvrière est la force dirigeante de ce front, la tâche principale est d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme, mais dans les faits, on dissout la classe ouvrière dans les couches « anti-monopolistes », on ne trouve pas de démarcation ferme avec le révisionnisme.

Que l'avant-garde marxiste-léniniste soit très peu développée dans la classe ouvrière ne pose pas de problème à « l'Humanité Rouge », on répond par le principe : la classe ouvrière dirigera le Front Uni par l'intermédiaire de son avant-garde. Voilà comment « l'Humanité Rouge » répond à ces arguments dans la brochure « En avant pour une démocratie populaire... » :

« Certains camarades, même s'ils sont convaincus par cette analyse, peuvent dire : nous n'en sommes pas à l'étape où nous devrions songer à neutraliser la petite-bourgeoisie, nous n'en sommes même pas à l'étape où nous dirigerions des mouvements de masse importants dans la classe ouvrière. Nous en sommes seulement à l'étape où la jeune avant-garde se renforce, consolide et étend ses liens avec les masses. Alors dans ces conditions pourquoi nous préoccuper de la petite-bourgeoisie ? Pourquoi ne pas concentrer tout notre travail dans la classe ouvrière ?

Certes, nous en sommes bien, camarades, à l'étape que vous dites. Mais nous devons d'ores et déjà avoir ces idées autour de nous... Certes nous savons que ce travail est nécessairement limité pour le moment, nous ne devons pas sacrifier pour lui nos tâches principales, chercher à tout prix à organiser la petite-bourgeoisie là où manifestement nous ne pouvons encore rien faire. C'est une question d'appréciation et d'esprit dialectique dans la répartition de nos forces. »

La vie va trancher rapidement cette question « d'appréciation et d'esprit dialectique dans la répartition de nos forces » :

— Dans la classe ouvrière, ce mot d'ordre aura un écho nul parce que les ouvriers ne se sentent pas concernés par ce rassemblement aux revendications hétéroclites.

— C'est surtout dans certaines couches du milieu étudiant que la tentative de Front Uni connaîtra un certain développement et en particulier dans la région Rhône-Alpes. Pour ces couches d'étudiants le Front Uni permettait de sortir des facultés et de travailler en direction de la classe ouvrière.

Ainsi malgré la politique de bluff constamment présente dans la presse, la tentative de Front Uni n'a jamais pu, tant soit peu, faire pièce à l'Union

populaire des révisionnistes.

La démocratie populaire

Au cours de l'année 69, les militants verront paraître en feuilleton dans « l'Humanité Rouge » les textes sur la « *Démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat* », là encore, aucune mobilisation politique de l'avant-garde n'a eu lieu sur cet objectif stratégique. Ce texte avait été rédigé par quelques intellectuels sans aucune liaison avec la pratique de l'avant-garde (malgré les nombreuses références de ce texte à cette pratique).

Les arguments mis en avant pour justifier un tel mot d'ordre se résument au fait qu'il est nécessaire de concrétiser l'objectif de la dictature du prolétariat aux conditions concrètes de notre pays. Ainsi en guise de « concrétisations » on va escamoter l'objectif stratégique de la dictature du prolétariat pour le remplacer par le mot d'ordre confus de « démocratie populaire ». Toute la démonstration de « l'Humanité Rouge » consiste à tenter de prouver que la démocratie populaire, c'est la même chose que la dictature du prolétariat tout en étant en même temps différent. Voilà comment par exemple dans la brochure « En avant pour une démocratie populaire », H.R. essaie de justifier ce mot d'ordre :

« Ce mot d'ordre est une approximation, une approche en quelque sorte, de la forme politique de la dictature du prolétariat en France. Ce mot d'ordre « démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat », ce n'est déjà plus un mot d'ordre de propagande du « communisme pur » (les principes généraux) — pour reprendre une citation de Lénine — c'est un mot d'ordre qui correspond mieux à notre réalité concrète que le mot d'ordre de « dictature du prolétariat » seul. Entendez bien : il n'y a aucune contradiction, c'est-à-dire aucune différence entre dictature du prolétariat et démocratie populaire. » (p. 3).

C'est au terme d'une « esquisse d'analyse », d'une « vue d'ensemble sommaire des classes en France » pour reprendre les propres termes de l'H.R. qu'on avance ce mot d'ordre qui définit « l'orientation générale de notre lutte ». Cette « esquisse » se résume aux statistiques publiées par la bourgeoisie, ce qui va en ressortir c'est l'importance des couches intermédiaires. On en arrive ainsi au tableau suivant :

« 1.500.000 bourgeois actifs « protégés » par un corps répressif (armée et police) de près de 380.000 hommes... »

Plus de 2 millions d'employés appartiennent certainement au prolétariat qui dépasse donc 10 millions de travailleurs... »

En tout la petite-bourgeoisie dépasse 7 millions de personnes dont il faut tenir compte pour toute politique. » (Brochure « En avant pour une démocratie populaire », p. 10).

Et d'une certaine manière en effet, « l'Humanité Rouge » va en tenir compte : on va retirer de la dictature du prolétariat précisément ce qui effraie le plus la petite bourgeoisie : son caractère dictatorial, prolétarien. On veut faire une « dictature du prolétariat en quelque sorte » . . . acceptable par la petite-bourgeoisie.

Ainsi l'objectif stratégique du prolétariat pour l'insurrection prolétarienne armée est remplacé par la démocratie populaire apparaissant au terme d'un mouvement de masse majoritaire et anti-impérialiste : « *Les masses nous les réunissons sur un but précis : le renversement de la dictature bourgeoise monopoliste . . . notre révolution sera également un vaste mouvement de tous les exploités contre leur ennemi le capital.* » (p. 3 et p. 42 de la brochure).

Ce sont les vieilles thèses opportunistes du congrès de Lancry qui resurgissent : « *Dans une situation de crise convenablement préparée et explicitée, l'alliance de la classe ouvrière avec d'autres couches sociales, sous la direction du Parti marxiste-léniniste, accompagnée d'un grand mouvement de rassemblement populaire, peut imposer un pouvoir populaire de fait s'opposant au pouvoir bourgeois existant, entamer la destruction des monopoles et préparer le passage au socialisme par l'instauration de la démocratie populaire.* » (point 9 du Manifeste en 10 points du M.C.F.).

En fixant comme but au prolétariat la démocratie populaire, on le détourne de sa mission historique, on lui donne pour cible non pas l'ensemble de la classe capitaliste mais seulement une fraction de cette classe (la bourgeoisie monopoliste) ; en fait on copie en plus « combatif » les thèses révisionnistes sur la nécessité d'une étape intermédiaire ouvrant la voie au socialisme.

Le travail dans la classe ouvrière

C'est toujours la ligne des comités de base, embryon du futur Syndicat Rouge, qui est développée. Mais au lendemain de mai, avec une masse de militants accrue, cette ligne va pouvoir être appliquée sur une plus grande échelle, le schéma des comités de base va pouvoir être confronté sérieusement à la vie. Pour la première fois, on va aboutir à une certaine généralisation de mots d'ordre dont l'échec avait été jusqu'ici circonscrit à des expériences isolées.

L'échec d'une « C.G.T. de lutte de classe » mise en avant par l'U.J.C.M.L. vient renforcer la crédibilité de la ligne des comités de base d'autant plus qu'une frange d'ouvriers écoeurés par la trahison des révisionnistes semblent se détacher des syndicats après mai ; la question de l'organisation ou non dans les syndicats n'est donc pas tranchée dans cette période et des discussions ont lieu au sein de l'H.R. Ces comités de base vont regrouper autour des marxistes-léninistes une poignée d'ouvriers combattifs. La propagande qui met en avant les revendications ouvrières et appelle à la lutte rencontre un écho favorable chez les travailleurs. Mais la critique du révisionnisme se limite au seul terrain revendicatif, à l'attitude des « bonzes » dans la lutte. Face à « l'unité au sommet » et à la « parcellisation » des luttes par secteurs « l'Humanité Rouge » rabâche sans cesse ces mots d'ordre : « Unité à la base et dans l'action », « Tous ensemble et en même temps ».

Pendant les grèves, ces comités s'élargiront mais sitôt la lutte terminée, le comité de base se videra de tous ses éléments et il ne restera que les marxistes-léninistes, bien souvent extérieurs à l'usine qui n'auront plus qu'à recommencer les appels à la lutte . . .

Le succès des comités de base sera de courte durée malgré les communiqués de victoire de « l'Humanité Rouge ». Seuls à notre connaissance quelques comités de base (Tudor à Nîmes et Thomson à Lille) auront une réelle influence dans la lutte revendicative. Très vite les militants se rendront compte du caractère minoritaire et peu durable de ces regroupements, substitués sans troupe des syndicats.

D'ailleurs l'argumentation pour justifier la création de « comités de base » laisse supposer que la lutte entre les deux voies à l'intérieur des syndicats existants est définitivement réglée au profit de la bourgeoisie et des révisionnistes. « *Les autres organisations syndicales (autre que le futur syndicat rouge) étant en fait le prolongement organisationnel, politique et idéologique des clans de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C., etc.).* » (H.R., n° 54, p. 8).

En tentant d'organiser les travailleurs (peu nombreux du reste) en dehors des syndicats, on laisse ainsi une arme de plus aux révisionnistes pour faire passer leur ligne réformiste. Ainsi, « l'Humanité Rouge », du fait de la démarcation peu claire qu'elle trace avec le révisionnisme et du type de regroupement minoritaire et éphémère qu'elle offre aux travailleurs, ne connaîtra aucun développement dans les entreprises.

La situation au début de 70

Sortie renforcée du mouvement de mai par l'adhésion de nombreux militants de l'ex-U.J., « l'Humanité Rouge », après deux ans d'application de la ligne définie à Puyricard ne s'est en rien prolétarisée. Aucune organisation communiste n'existe dans les entreprises et les « comités de base » disparaissent faute de combattants. Le seul front sur lequel « l'Humanité Rouge » représente quelque peu une force politique est le front étudiant avec les C.D.H.R.

En 70, malgré la politique de bluff systématique sur les succès rencontrés, une réelle inquiétude se fait jour chez les militants d'autant plus que depuis juin 68, le centralisme démocratique a été liquidé. Les militants ont vu les structures organisationnelles se transformer, paraître « l'Humanité Rouge » et « Front Uni » sans la moindre consultation politique de la base et c'est toujours par la lecture de la presse qu'ils apprennent les initiatives. Depuis juin 68, la légalité révolutionnaire n'existe plus au sein de l'avant-garde M.-L. ; l'organe central dirigeant, élu à Puyricard, était mis en vacances sous prétexte de sécurité. Si juste après mai 68, une direction de fait de l'avant-garde avait été admise par un consensus de l'ensemble des militants, en 70 cet état de choses va constituer les bases sur lesquelles les contradictions vont apparaître et ne pourront plus se régler correctement.

L'éclatement de la direction (mars 70)

Face à la liquidation du centralisme démocratique, un certain nombre de militants ouvriers responsables, lassés de se trouver dépossédés de tout pouvoir de décision, vont vouloir se regrouper afin de « rétablir la légalité révolutionnaire ».

Pour ces militants, les difficultés des marxistes-léninistes ne sont pas à relier à la ligne définie à Puyricard, pour eux cette ligne est juste, mais un « usurpateur » à la tête de l'organisation empêche son application. Une fois cet « usurpateur » chassé, l'avant-garde M.-L. pourra enfin progresser en appliquant la ligne de Puyricard.

Pour ce faire, ils vont réunir la majorité de l'ancien bureau politique issu de Puyricard et se proclamer la « direction légitime ». Mais une telle démarche va créer la division sans pour autant rétablir la légitimité. La majorité qu'ils invoquent va se constituer en dehors du cadre organisé de l'avant-garde, à

l'insu des militants qui apprendront par la diffusion du texte « A bas l'usurpateur ! », la constitution de ce groupe.

Cette tentative sera vite vouée à l'échec : seules les régions de l'Ouest et du Nord (pour peu de temps) suivront cette entreprise qui aboutira à la formation du groupe « *Le Travailleur* ». Cet échec à rallier la majorité des militants s'explique précisément par le caractère erroné de leur « analyse » sur « l'usurpateur » qui ne résoud rien pour les militants qui ont appliqué la ligne de Puyricard depuis deux ans. Une telle démarche va donner le feu vert aux fractions de « gauche » de la région parisienne.

Les liquidateurs de la région parisienne (Printemps 70)

Les attaques contre « l'usurpateur » vont servir de détonateur aux attaques contre le parti d'avant-garde. Il faut dire que la région parisienne constitue un terrain privilégié : l'organisation est dissoute dans les C.D.H.R. qui regroupent sympathisants et membres, et le plus grand libéralisme règne : il arrive que des cadres régionaux soient en désaccord sur la nécessité du Parti tout en ayant des postes de responsables !

Le peu de structures organisationnelles va éclater, chaque cercle va écrire son texte de critique, les militants et les sympathisants décident dans la plus grande confusion de rectifier la ligne de l'avant-garde. Dans un premier temps ces militants appelleront à rejoindre ceux qui se réclament du Bureau Politique issu de Puyricard mais comme ce groupe est incapable de faire des propositions positives, les militants vont se regrouper en différentes tendances :

- une partie va rejoindre les rangs de la Gauche Proletarienne qui à l'époque connaît une certaine publicité avec les « actions de partisans ».
- d'autres, moins nombreux, constatant que l'apport théorique de « l'Humanité Rouge » est nul, vont se consacrer à l'étude en chambre et redécouvrir « *Le Capital* ». Ils formeront le groupuscule intitulé « Centre de rectification provisoire » qui, comme son nom le laisse supposer, ne tardera pas à éclater, chaque militant représentant une tendance à lui seul.
- enfin une partie des militants défendra l'existence et le rôle nécessaire du parti.

Chacune des fractions insiste sur tel ou tel aspect

erroné de la ligne : Front Uni, Démocratie Populaire, appel à voter NON au référendum sur la régionalisation, etc., mais aucun des textes parus à l'époque ne fait référence à la pratique d'ensemble de l'avant-garde. Ou bien on étudie et on critique « en vase clos » les textes édités, ou bien on critique les positions opportunistes prises à tel ou tel moment, mais à aucun moment le lien n'est fait entre la ligne opportuniste et la pratique de l'avant-garde communiste.

D'ailleurs les caractérisations vont vite : on en conclut que le parti est révisionniste et qu'en tant que tel il doit être détruit. Une série d'articles sur la question du Parti, parus dans « l'Humanité Rouge » de l'époque, classifieront les choses :

« Lorsque les problèmes nouveaux apparaissent, deux conceptions se sont toujours affrontées et s'affronteront toujours :

- ou bien utiliser l'instrument dont le prolétariat dispose pour résoudre les problèmes, les insuffisances dévoilées par la pratique, et aussi les erreurs.
- ou bien se forger tout seul ou à plusieurs une « solution » et rejeter en tête l'arme incroyablement mauvaise qui ne répond pas sur le champ aux questions que la pratique lui pose pour la première fois ; et rejeter en fait le marxisme-léninisme avec l'organisation « démodée », le condamner à l'abstraction en le privant du parti léniniste qui lui donne la vie.

Dans une telle situation l'esprit de fraction irrémédiablement se démasque : il choisit la seconde voie à tous coups, se dressant sur ses ergots au nom de la « Politique », de la « Démocratie », de la « Justice », de la lutte contre le « pouvoir personnel », etc., bref de tout sauf des principes léninistes d'organisation, esprit génial il « invente » la solution à tous les problèmes : la liquidation de fait du Parti, généralement il crie très fort qu'il est marxiste, mais il n'est que dogmatique. » (Lénine contre les fractions, H.R., n° 57, avril 70).

C'est ainsi que vont être justement expulsés tous les éléments qui refusent la discipline et une refonte des comités de rédaction et des organes dirigeants aura lieu. Pour qu'une réelle rectification s'amorce il fallait défendre fermement le cadre organisé de l'avant-garde, ce n'est qu'au terme d'un bilan centralisé d'ensemble de la pratique qu'une unification politique pouvait s'opérer.

deux démarches contradictoires : lier la défense de l'avant-garde à une ferme volonté de rectification ou, sous prétexte de lutte contre les fractions, refuser tout examen critique de la ligne politique. Ou bien on explique la crise par l'infiltration d'agents provocateurs, policiers, révisionnistes ou « éléments noyautés par la C.I.A. » comme H.R. avait qualifié la Gauche Prolétarienne ou bien on l'explique d'une manière marxiste : ce sont les causes internes qui sont déterminantes et résoudre la crise ce n'est pas expulser les « agents infiltrés », c'est passer par l'examen général de la pratique de l'organisation. La direction de « l'Humanité Rouge » sera contrainte de s'engager dans cette voie. Face à la crise, cette « direction » n'avait rien trouvé de mieux que de se retirer à la campagne pour écrire un soi-disant texte d'autocritique dans lequel l'unité à la base et dans l'action se transformait en « unité à la base et dans l'action pour la révolution », le Front Uni devenait un « Front Uni révolutionnaire » ! On notera une innovation par rapport à la ligne de Puyricard : il est précisé que désormais le parti ne participera plus jamais aux élections ! Ce texte de compromis imposé par les circonstances ne tardera pas à produire ses effets : une « hémorragie » sans précédent de militants aura lieu à Paris et en province (Aix). Devant les risques de liquidation totale de l'avant-garde, les éléments opportunistes de la direction adhèrent en parole au mouvement de rectification qui s'engage dans toute l'organisation.

La scission du groupe droitier

Le processus de bilan va mettre l'ensemble des militants à contribution dans la lutte entre les deux voies. Les premiers résultats du travail de bilan permettent de mettre en lumière les aspects essentiels de la ligne opportuniste : perte de vue de l'objectif stratégique de l'insurrection prolétarienne armée et de la dictature du prolétariat, dissolution du parti d'avant-garde dans les masses, rejet de l'édification idéologique . . . C'est précisément au moment où se dégage le début de systématisation de la ligne opportuniste que les éléments opportunistes de la direction tentèrent de stopper le mouvement de rectification.

Pour ce faire ils prirent des mesures organisationnelles (exclusions et remises à la base) en se référant à la légalité révolutionnaire alors que cette légalité n'existait plus depuis la disparition de l'organe dirigeant du parti en juin 68. Mais le processus de rectification engagé dans toute l'organisation ne

La lutte entre les deux voies dans le processus de rectification

Mais en fait, la lutte contre les fractions recouvrait

pouvait plus être endigué, il s'agissait de ne plus reculer mais d'aller au terme du bilan : la remise en cause de la ligne opportuniste de Puyricard. Il s'agissait de poser devant l'ensemble de l'organisation la question de la ligne suivie et de la ligne à suivre devant une instance représentative. Seule la tenue d'une réunion nationale rassemblant toute l'avant-garde marxiste-léniniste pouvait permettre au terme du travail de bilan de faire les choix politiques nécessaires.

Accepter les mesures organisationnelles de ceux qui se réclamaient faussement de la légalité révolutionnaire, c'était passer par dessus les leçons de deux ans de pratique opportuniste, c'était liquider totalement l'avant-garde dans les mois qui auraient suivi.

En passant outre le travail de bilan de l'ensemble

de l'organisation, les éléments opportunistes prirent l'initiative de la scission. « L'Humanité Rouge » allait devenir une machine de guerre contre la rectification de l'organisation et s'engager dans un processus fractionnel. Les attaques haineuses de l'H.R. contre la majorité des militants se multiplièrent, sur la région lyonnaise, par exemple, les scissionnistes tentèrent de regrouper des militants, cette tentative ne dura pas 24 heures. Face à cet échec, l'H.R. continua sa campagne de ragots et de calomnies contre l'avant-garde, mais ces injures n'y pouvaient rien : les militants rallièrent en masse le mouvement de rectification, l'avant-garde s'épura en rejetant ces éléments opportunistes.

Une page de l'histoire de l'avant-garde marxiste-léniniste était tournée. « Front Rouge » continuait le combat.

Lénine contre les fractions

« La lutte fractionnelle a sa logique qui conduit inéluctablement même les meilleurs s'ils persistent sur des positions erronées, à une situation qui, dans les faits ne diffère en rien de la leçon de l'histoire de toutes les guerres fractionnelles. »

(Lénine - La crise du Parti)

La démagogie sans principes qui se nourrit de subjectivisme a toujours été l'ennemi numéro 1 du strict esprit de parti pour lequel Lénine et Staline ont combattu leur vie durant ; l'esprit qui leur a permis de forger le parti de type nouveau, bolchevik, l'arme indispensable du prolétariat pour la dictature prolétarienne, qui n'est pas tombé des nués mais est né, s'est développé, s'est consolidé dans le feu de la lutte de classe contre les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur.

Les tâches politiques de l'organisation révolutionnaire exigent l'organisation léniniste ; le développement de cette organisation, de ses liens avec les masses pose la nécessité d'accomplir des tâches plus grandes et plus nombreuses, et la nécessité d'un parti meilleur plus solide idéologiquement et donc plus fort, plus discipliné, chaque jour plus léniniste : c'est l'application de la dialectique marxiste à la vie du Parti révolutionnaire.

Pourtant, lorsque des problèmes nouveaux apparaissent, deux conceptions se sont toujours affrontées, s'affrontent et s'affrontent toujours :

— ou bien utiliser l'instrument dont le prolétariat dispose pour résoudre les problèmes, les insuffisances dévolées par la pratique, et aussi les erreurs ;

— ou bien se forger tout seul ou à plusieurs une « solution » et rejeter en tête l'arme incroyablement mauvaise qui ne répond pas sur le champ aux questions que la pratique lui pose pour la première fois ; et rejeter en fait le marxisme-léninisme avec l'organisation « démodée », le condamner à l'abstraction en le privant du parti léniniste qui lui donne vie.

Dans une telle situation, l'esprit de fraction irrémédiablement se démasque : il choisit la seconde voie à tous coups ; se dressant sur ses ergots au nom de la « Politique », de la « Démocratie », de la « Justice », de la lutte contre le « pouvoir personnel », etc., bref de tout sauf des principes léninistes d'organisation, esprit génial il « invente » la solution à tous les problèmes : la liquidation de fait du Parti ; généralement il crie très fort qu'il est marxiste, mais il n'est que dogmatique ; ne le voit-on

pas, dans bien des partis communistes évoquer le grand nom de Lénine en prétendant qu'il lui était arrivé de pratiquer ce que les organes dirigeants appelaient du travail fractionnel (constitution d'un nouveau centre, d'un nouveau journal en 1904) ; ce faisant il « oublie » de préciser que c'était au sein du parti social-démocrate, parti à tendances organisées, anti-thèse du parti révolutionnaire bolchevique au programme unique, à la tactique unique, à l'organisation unique.

Il n'est pas de parti marxiste-léniniste qui puisse se fonder sur d'autres bases ; et c'est une vue de l'esprit d'imaginer que la social-démocratie est l'enfance de tout parti communiste ; en cela l'expérience pénible des bolchéviks au sein de la social-démocratie russe a profité aux peuples révolutionnaires du monde.

Au contraire, tous les partis ont affronté avec une aptitude particulière dans leur jeunesse les activités de sapes de l'esprit de fraction : tous ont répondu politiquement en traçant une nette ligne de démarcation organisationnelle entre ceux qui cherchaient à renforcer le Parti (« somme complexe d'organisations » et non somme d'adhérents) par la critique en son sein et ceux qui s'imaginaient que la critique en dehors de l'organisation ne diffère en rien de celle qui se pratique à l'intérieur ; une telle ligne de démarcation n'est en général tracée clairement que dans des moments graves, les groupes fractionnels travaillant secrètement à l'intérieur du Parti en attendant leur « heure » ; nos lecteurs peuvent en lire un exemple marquant dans l'histoire du P.T. d'Albanie : « A. Lula et S. Premte maintenaient leurs anciens liens fractionnels avec bon nombre d'ex-membres du Groupe des « Jeunes ». En violation des règles et normes fixées par le Parti, ils prenaient part, avec eux, à des réunions à des fins d'« organisation » et d'« éducation », et donnaient aux participants des directives contraires à celles du Comité Central... (chap. 2 « Ecrasement du courant fractionniste liquidateur et instauration de l'unité dans le Parti »). Pour maintenir l'unité indispensable au travail politique de l'organisation révolutionnaire une seule solution face à de tels ennemis de l'unité, l'épuration.

Aussi longtemps qu'existeront les classes, l'esprit de fraction se manifestera ; c'est qu'il est en fait la manifestation de l'idéologie de la petite-bourgeoisie dans les rangs du prolétariat ; elle y apporte l'individualisme, le libéralisme et l'impatience, l'esprit d'hésitation et d'incertitude

qui tend toujours à liquider le Parti en le mettant à la remorque des masses.

Staline a bien indiqué que c'était là, pour le parti du prolétariat en guerre contre la bourgeoisie, le plus dangereux des ennemis ; celui qui mine les arrières et, corrosif puisant, ronge la volonté unique du détachement d'avant-garde, celui qui désorganise et ouvre la brèche aux infiltrations de provocateurs, de filices et de révisionnistes :

« La théorie selon laquelle on peut venir à bout des éléments opportunistes par une lutte idéologique au sein du Parti, selon laquelle on doit « surmonter » ces éléments dans le cadre d'un parti unique, est une théorie pourrie et dangereuse qui menace de vouer le Parti à la paralysie et au malaise chronique. »

(Staline : « Les principes du léninisme »).

Comprendre la nécessité de la division de un en deux, du renforcement par l'épuration, c'est comprendre que le parti révolutionnaire n'est pas à l'abri de la lutte des classes ; les contradictions qui s'y manifestent peuvent être multiples mais en fin de compte elles ne représentent que deux voies :

— la voie léniniste, révolutionnaire, du Parti Uni qui résoud ses contradictions, signes de sa vitalité, en partant du désir d'unité, en procédant à la critique et à l'auto-critique (si nécessaire) pour parvenir à une unité idéologique toujours plus grande, cimentée par son organisation et sa discipline de fer ;

— la voie bourgeoise, la voie des fractions qui, partant du refus d'unité et s'organisant secrètement, s'en vont se divisant et se divisant encore pour s'unir sans principes et éclater de nouveau dans un processus chronique d'impuissance et d'instabilité ; c'est là la voie des opportunistes de droite ou de « gauche », la voie des partis révisionnistes, déchirés en de multiples tendances (cf. encore récemment les « gripes » de Moscou) dont l'unité de façade ne reflète qu'une réalité leur haine commune du marxisme-léninisme (Barjonet et Kriegel en responsables du P.C.F. n'ont-ils pas ouvertement mis en accusation le léninisme et ses principes d'organisation au nom de la « démocratie »).

Contre une telle voie « on a raison de se révolter » ! Un tel mot d'ordre l'esprit de fraction, esprit du « voleur qui crie au voleur », sait l'utiliser (Trotsky n'attaqua-t-il pas Lénine au

nom du « non-fractionnisme », en le traitant d'« usurpateur » et le parti bolchévik de « fractionnel » !) ; c'est au nom du « droit de révolte » qu'il s'attaque aux partis marxistes-léninistes ; mais ce « droit de révolte » ressemble plus à la révolte contre-révolutionnaire de la petite-bourgeoisie contre la dictature du prolétariat qu'à celle de l'esprit de parti contre le révisionnisme ; et c'est parce que justement le Parti communiste chinois n'a jamais été un parti révisionniste (ni social-démocrate) que Mao Tsé-toung n'a jamais créé de « fraction » ; et cela alors même qu'il avait été exclu du Bureau Politique du P.C.C. ; c'est DANS le Parti qu'il critiqua toujours, en communiste, chaque décision erronée commise par la ligne opportuniste de droite ou de « gauche » au pouvoir de 1921 à 1935.

Unité-lutte-scission ou épuration pour arriver à une unité nouvelle sur une base nouvelle : c'est la méthode préconisée par Marx et Engels vis-à-vis de ceux qui violent les principes (« Critique du programme de Gotha ») ; c'est le principe marxiste obligatoire pour tout parti authentiquement communiste, celui qui fut intégré aux principes d'organisation par le 10^e Congrès du Parti communiste (bolchévik).

Quant à l'esprit de fraction présent nécessairement dans tout parti communiste, il doit être combattu sans relâche par la lutte idéologique active afin de couper toute base de masse à la poignée d'ennemis de classes qui s'infiltrèrent inévitablement dans ses rangs et trouvent une audience parmi ceux dont la conception bourgeoise du monde n'a pas été réformée ou a été insuffisamment réformée.

Pour que vaille le marxisme, le léninisme, la pensée maotsetoung

Pour que vaille l'esprit de Parti, l'esprit communiste de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung.

**VIVE
LE
LÉNINISME**

**L'AVANT
GARDE M-L
D'OCTOBRE 70
AU
PRINTEMPS 71**

Comme on l'a vu précédemment le processus de rectification fut la seule réponse cohérente apportée à la grave crise que connut en 1970 l'avant-garde révolutionnaire.

La rectification réalisa la synthèse de deux exigences inséparables :

1. pour faire la révolution il faut un parti révolutionnaire,
2. ce parti doit avoir une ligne marxiste-léniniste, doit s'édifier en authentique parti communiste.

Au lendemain de la scission organisée en octobre 1970 par les opportunistes de droite, la ligne marxiste-léniniste de cette avant-garde n'était encore qu'ébauchée ; aux thèmes-clés de l'opportunisme de droite — démocratie populaire, front uni, conciliation avec le révisionnisme — s'opposaient alors les principes stratégiques de notre révolution que l'opportunisme avait rejetés — la révolution se fera par l'insurrection armée du prolétariat ; le pouvoir instauré sera la dictature du prolétariat ; si les alliances de classe sont nécessaires, le prolétariat ne doit pas se noyer dans une alliance sans principes avec la petite-bourgeoisie ; la révolution suppose une démarcation conséquente avec le révisionnisme moderne, une lutte intransigeante menée contre lui —.

C'est dans ce cadre politique que vont progressivement se dessiner deux types de réponse :

— la première, marxiste-léniniste, aboutira à la réorganisation de l'avant-garde marxiste-léniniste, à la mise à jour du subjectivisme (comme source de tous les opportunismes), et plus tard à la constitution d'un groupe dirigeant unifié et à la définition d'axes tactiques d'intervention dans les masses.

— la seconde, spontanéiste, ne verra pas plus loin que les mouvements de masse de la période, fera de l'usage de la violence le critère décisif de toute lutte révolutionnaire et tentera de transformer l'avant-garde en une seconde « Gauche Prolétarienne ».

1ère réponse à la crise : édifier le Parti

L'affirmation du parti révolutionnaire se heurtait à une première évidence : la direction opportuniste n'avait eu aucune politique d'implantation ; elle avait laissé l'organisation M.-L. se développer au hasard, sans plan. Présente dans de nombreuses villes universitaires, l'avant-garde M.-L. était absente ou presque des principales concentrations in-

dustrielles du pays.

C'était une première constatation. Renverser cette situation devint dès lors une préoccupation majeure, une condition nécessaire à l'édification d'un parti prolétarien. Un plan d'implantation fut mis en place, une campagne pour l'établissement engagée et des camarades commencèrent à se déplacer dans les principales régions-usines du pays.

La direction opportuniste avait laissé une organisation marquée par le légalisme, invertébrée, dans laquelle l'absence de liens politiques entre les localités et la direction était devenue pratique courante.

• A un parti dans lequel dominait le localisme, il fallait substituer un parti dans lequel le centralisme démocratique commence à fonctionner. En bref, il fallait construire une organisation, établir des liens, instituer des systèmes de rapport et ceci tout en se préservant des coups de la répression.

• Enfin il fallait remplacer un parti où tout le monde faisait tout par un parti où un minimum de spécialisation des tâches commence à s'opérer : il fallait dépasser le cadre artisanal dans lequel se développait le travail politique, construire une pratique scientifique.

Voilà les quelques éléments d'une politique d'organisation, définis au lendemain d'octobre 70 et qui devaient constituer la base indispensable à l'élaboration d'une ligne marxiste-léniniste.

A cette période la ligne était, certes, générale (elle se résumait à la destruction des points-force de l'opportunisme et au rétablissement des objectifs stratégiques de la révolution), mais cela n'avait rien d'étonnant : dans l'enfance d'un parti communiste, les objectifs politiques se résument forcément au rappel et à la défense de quelques principes fondamentaux du marxisme-léninisme ; c'est dans le cours de sa croissance que le parti communiste confronte ces principes à la vie, développe une pratique fondée sur ces principes et qu'en retour les leçons qu'il tire de sa pratique permettent de développer la ligne, de la rendre plus concrète. Il n'est pas possible d'élaborer une ligne juste, indépendamment de ce va et vient incessant entre la théorie et la pratique. C'est ce principe d'élaboration de la ligne qui a guidé l'avant-garde révolutionnaire dans ses premiers pas après la scission d'octobre 70.

Il fallait également, pour ne pas faire fausse route, être attentif à la réalité de l'organisation M.-L., à sa base sociale, au caractère encore incomplet de la rupture avec l'opportunisme de droite ; bref, il fallait bannir l'impatience petite-bourgeoise, ne s'attaquer qu'aux problèmes qui pouvaient être réglés dans la période, ne pas avoir la prétention de diriger d'emblée des mouvements de masse, ne pas

craindre de se taire quand un problème n'était pas encore analysé. Il fallait apprendre à construire une pratique communiste sur des bases scientifiques, à rompre morceau par morceau avec le legs de l'opportunisme de droite.

Mais il fallait dans le même temps secouer la torpeur et la passivité engendrées par la crise, la méfiance pour l'action que des mois de pratique opportuniste avaient fait naître chez des militants qui avaient appris à réfléchir mais qui maîtrisaient mal encore le lien entre la réflexion et l'action ; il fallait déjà engager la lutte contre le sectarisme, et la mobilisation contre le procès de Burgos, contre la répression franquiste, allait en fournir l'occasion.

Une fois jetées les bases d'une organisation réellement communiste, rompant avec le légalisme, les tâches de la période se résumaient à deux points principaux :

- élaboration de la ligne,
- implantation dans la classe.

Nous avons vu la conception qui dominait quant à l'élaboration de la ligne. En ce qui concerne l'implantation dans la classe ouvrière, non seulement il s'agissait d'engager une redistribution des forces militantes, mais encore de définir la nature de l'organisation et du travail communiste dans la classe ouvrière.

Un numéro de l'organe central avait publié des textes d'O. Bauer sur le travail communiste dans l'usine. Sur ce point la refonte à opérer était profonde ; il fallait rompre avec des années de pratique anarcho-syndicaliste dans les usines, il fallait mettre au premier plan la nécessité de la cellule communiste d'entreprise. Il fallait commencer à prévoir ce que serait le travail d'une cellule d'entreprise, le travail de plusieurs cellules regroupées en Comité ou Section sur la même entreprise ; indiquer cette voie de développement, commencer à en tracer les moyens, c'était opter déjà pour le développement de masse et la prolétarianisation de l'avant-garde.

Mais rappeler que l'entreprise doit être la citadelle de l'organisation révolutionnaire ne suffisait pas ; encore fallait-il avancer dans l'analyse concrète de la classe ouvrière et dans la connaissance du révisionnisme et de son emprise sur les masses. Un numéro de l'organe central, s'appuyant notamment sur le travail de bilan réalisé pendant l'été 70, esquissait une analyse marxiste de la classe ouvrière, analysait les couches qui la composaient, montrait comment cette division de la classe ouvrière laissait apparaître des points forts et des points faibles de la domination révisionniste ; jusque là l'opportunisme avait coutume de limiter l'influence du révisionnisme à l'aristocratie ouvrière, sans voir que non seulement l'aristocratie ouvrière mais les

couches supérieures de la classe ouvrière pouvaient servir de relais à l'idéologie révisionniste pour sa pénétration dans la classe ; cette analyse nouvelle insistait surtout sur le rôle nouveau et déterminant des O.S. dans la lutte de classes : les luttes qui se sont déroulées depuis ont amplement confirmé ces idées.

Mais décrire ce que devait être l'intervention dans les usines ne suffisait pas ; une majorité de militants étaient extérieurs aux usines et il n'était bien sûr pas question que tous les intellectuels s'établissent. Il fut décidé de créer, à côté du « front ouvrier » un « front jeunesse » qui avait pour but de disputer la jeunesse intellectuelle à l'influence du spontanisme et du trotskysme et d'engager un travail en direction de la jeunesse ouvrière. Le « front jeunesse » était évidemment largement subordonné au « front ouvrier ». « Front Rouge » qui fut créé à ce moment devint l'organe de ce front de la jeunesse. C'est particulièrement dans ce secteur que le courant spontaniste prit de l'importance.

2ème réponse : le spontanisme

Face aux conceptions marxistes-léninistes que nous avons résumées, se développa après la scission d'octobre 70 un contre-courant opportuniste « de gauche » qui traversa l'organisation révolutionnaire de la base au sommet, qui imprima à certaines de ses actions un caractère spontaniste et qui fut finalement balayé par une lutte politique et idéologique intense de laquelle l'avant-garde révolutionnaire sortit renforcée et aguerrie. Ce contre-courant spontaniste coexistait en fait avant la scission avec l'opportunisme de droite ; c'est la liquidation de l'opportunisme de droite qui l'a fait apparaître au premier plan. Comme on l'a vu, l'opportunisme avait sacrifié la prolétarianisation de l'organisation communiste au détriment d'une implantation importante en milieu étudiant, résultant notamment de l'apport de forces de l'U.J.C.M.L. En retour, le poids de la jeunesse étudiante, de la petite-bourgeoisie révolutionnaire se fit sentir dans les rangs de l'avant-garde. Fondamentalement ce courant spontaniste était l'expression de la révolte de la petite-bourgeoisie radicalisée au sein de l'organisation révolutionnaire. Et il y avait une complémentarité certaine entre l'opportunisme de droite et ce courant spontaniste : l'apport de nombreux militants étudiants, permettait à la direction opportuniste de parader, de jouer les états-majors.

Il ne s'agit pas de prétendre que le courant « de gauche » existait dès cette période comme expression politique organisée, ni comme fraction ; mais il était en germe. Ce n'est que plus tard qu'il pourra se donner libre cours et apparaître au grand jour, comme une autre forme de liquidation de l'organisation marxiste-léniniste. Les représentants de ce courant se sont ralliés en dernière minute à la critique de l'opportunisme de droite et de manière très superficielle. Une fois la scission réalisée, ils n'ont cessé d'osciller du dogmatisme à l'empirisme, pour finalement rejoindre la démarche des fractions liquidatrices de l'année précédente et répandre le point de vue qu'il fallait détruire l'avant-garde M.-L.

La question de la violence

Le courant spontanéiste emprunta de manière superficielle quelques thèmes à la critique marxiste-léniniste de l'opportunisme de droite. Ainsi formellement les spontanéistes n'étaient-ils pas en désaccord avec la perspective d'édifier un parti léniniste qui prépare l'insurrection armée du prolétariat. Nous verrons comment évoluera leur position sur la question du parti, mais nous allons voir tout de suite comment d'une idée juste : « *l'opportunisme de droite rejette la violence révolutionnaire du prolétariat, la préparation de l'insurrection armée* », ils ont tiré une conclusion erronée : « *Pour rompre avec l'opportunisme, il faut utiliser dès à présent la violence révolutionnaire* »

On voit ce qu'une telle conception avait de commun avec l'ex-Gauche Prolétarienne. La lutte menée contre le sectarisme (cf. rappel sur Burgos) avait amené la direction de l'avant-garde révolutionnaire à mettre en avant la nécessité de mener des actions révolutionnaires, suivant l'enseignement du camarade E. Hodja. Les éléments spontanéistes présents à la direction de l'organisation révolutionnaire vont dès lors peser dans le sens d'actions à caractère symbolique et violent, orientant notamment la juste campagne de célébration du Centenaire de la Commune de Paris dans un sens aventuriste (détruire les symboles de la domination versaillaise), colportant dans l'organisation les thèses du Black Panther Party, mettant systématiquement en valeur les formes de violence apparaissant au sein du monde impérialiste occidental (Irlande, etc.). La logique de cette ligne débouchait sur une conclusion évidemment fautive : « *Déclenchons des actions violentes, les masses finiront bien par suivre ; frappons les symboles de la domination bourgeoise, les masses finiront bien par s'en prendre à la bourgeoisie elle-même* ». Bien évidemment cette ligne attira la répression : plusieurs camarades furent à cette époque poursuivis par la justice bourgeoise.

Cette ligne eut des conséquences particulièrement

néfastes dans les quelques localités où elle fut appliquée avec conséquence : ainsi à tel endroit les distributions de tracts sur les usines se transformèrent en véritables actions de commandos : apparition massive de camarades masqués.

Le travail dans la jeunesse

Cette ligne ultra-gauche était l'expression de la révolte de la petite-bourgeoisie révolutionnaire au sein de l'avant-garde révolutionnaire. Quoi d'étonnant qu'elle ait trouvé son champ d'application principalement dans les mouvements de la jeunesse intellectuelle. En plus de la jeunesse intellectuelle, le spontanéisme tenta de prendre appui sur les « bandes » de jeunes. Dans certains cas les « bandes » furent choisies pour engager un travail en direction de la jeunesse ouvrière. En fait, dans le regroupement en « bandes » voisinent des aspirations justes de jeunes ouvriers révoltés et des idées et pratiques réactionnaires d'éléments marginaux, plus ou moins déclassés : la « fauche », la bagarre, le racisme, la domination des chefs de bande, rendent le travail politique en direction des bandes organisées très difficile. Et souvent l'avant-garde M.-L. s'inclina devant les aspects réactionnaires de ces regroupements et les confondit avec la juste révolte des jeunes ouvriers contre la dictature multiforme de la bourgeoisie. Dans certains cas la concurrence avec la G.P. fut vive sur ce terrain.

Mais ce fut surtout vers les lycéens que se tourna le spontanéisme. 1971, c'est l'année où se développa un large mouvement de masse chez les lycéens : un numéro de **Front Rouge** de l'époque encense les hauts faits d'armes de jeunes lycéens qui ici avaient giflé un Censeur, et ailleurs avaient entassé des chaises. Pour les spontanéistes il fallait prendre la direction de ces mouvements et appuyer les tendances à la radicalisation, à la lutte violente contre les flics.

La participation de l'avant-garde révolutionnaire au mouvement lycéen marqua le temps fort du spontanéisme qui acquit à ce moment-là son maximum d'influence au sein de l'organisation communiste. Mais très vite les excès du spontanéisme allaient permettre que sous l'impulsion de sa direction l'avant-garde révolutionnaire se ressaisisse et liquide le courant spontanéiste.

Une conception dogmatique de l'élaboration de la ligne

Pour reprendre pied dans la jeunesse intellectuelle, les spontanéistes avaient besoin que l'avant-garde communiste se dote rapidement d'un programme, de propositions politiques ; d'où leur tendance à

escamoter la critique de l'ancienne ligne et à élaborer subjectivement de nouvelles propositions. Selon eux l'organisation M.-L. ne devait pas craindre de prendre position sur un problème même si elle se trompait. Bref, ils s'inscrivaient en faux contre la conception de l'élaboration de la ligne qui a été rapportée plus haut. D'autre part — et les deux aspects sont indissolublement liés — pour eux, la critique de l'opportunisme de droite (qu'ils préféreraient appeler néo-révisionnisme) ne posait aucun problème ; ils poussèrent l'avant-garde révolutionnaire dans le sens d'une critique dogmatique de l'ancienne ligne, reprenant à leur compte certains aspects de la démarche des fractionnistes du printemps 70 : incompréhension notamment du fait que la rupture de la Fédération et du M.C.F. avec le révisionnisme, même si elle était inconséquente, n'en constituait pas moins une rupture, donc un progrès pour la révolution.

— Empirisme le plus étroit débouchant sur un apolitisme outrancier, dogmatisme dans l'élaboration de la ligne, la démarche de nos spontanés illustrait parfaitement la caractérisation que Mao Tsé-Toung fait du subjectivisme.

— Contre-courant « de gauche », semblable quant au fond à l'opportunisme de droite, le spontanéisme illustrait parfaitement cet enseignement du Mouvement Communiste International et du Parti Communiste Chinois : un courant erroné en cache toujours un autre, en apparence opposé, mais de même nature.

L'enjeu de la lutte contre le spontanéisme allait en fait bien au-delà de la liquidation d'un courant politique inconsistant.

En tentant de détruire l'avant-garde, le spontanéisme rappelait celui-ci à la vigilance révolutionnaire ; il l'incitait à ne pas en rester aux apparences, à aller à l'essence des phénomènes. Le spontanéisme n'était qu'une manifestation d'un mal beaucoup plus profond, puisant ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier français et de l'organisation marxiste-léniniste : le subjectivisme.

Si la lutte n'était pas engagée à la racine contre le

subjectivisme, source de tous les opportunismes, alors d'autres courants erronés ressurgiraient qui finiraient par avoir raison de l'avant-garde révolutionnaire.

Victoire de la ligne marxiste-léniniste

Les contradictions avec les éléments spontanés s'exacerbant, il leur fut demandé d'exprimer leurs positions dans un texte. Ce texte fut largement diffusé aux militants afin que la critique de la ligne spontanée soit réellement l'oeuvre de toute l'avant-garde révolutionnaire. La majorité des camarades rejeta ce texte ; certains, d'abord séduits par l'énoncé des positions des spontanés, se ressaisirent et engagèrent à leur tour la lutte contre le subjectivisme ; seule une poignée de camarades restèrent sur les positions des spontanés, affirmant par exemple, à l'encontre de la réalité la plus évidente, que l'avant-garde avait fait preuve de sectarisme à l'égard des lycéens. En fait ces camarades en arrivaient à perdre totalement de vue les tâches de l'avant-garde dans la classe ouvrière, pour ne s'intéresser qu'à la jeunesse lycéenne. L'organisation communiste fut contrainte de se séparer d'eux.

Quant aux responsables du courant spontanéiste, ils ne surent pas saisir la chance qui leur fut offerte : ils s'en prirent à l'avant-garde en la qualifiant d'organisation réactionnaire qu'il fallait détruire. Ils tentèrent de s'organiser fractionnellement mais la grande masse des militants resta à l'écart de leur entreprise. Reprenant la démarche de ces fractions qu'ils avaient un temps combattues, ils se heurtèrent à la ferme détermination de militants qui avaient appris à n'accorder aucun crédit et à combattre avec la plus grande énergie toute démarche fractionnelle. Renforcée par cette épuration nécessaire, l'avant-garde marxiste-léniniste franchissait une nouvelle étape de son édification.

ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE

Pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
Pli fermé	1 an	120 F

Pour l'étranger : écrire au journal

SOUTENEZ FRONT ROUGE

POUR FRONT ROUGE
JE VERSE

10 F 50 F

100 F

**front
rouge**

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez-vous

journal de combat marxiste-léniniste

BP 464 75065 Paris Cédex 02

CCP 31 19114 La Source

Déjà parus :

N° 1 : sur l'histoire du révisionnisme en France
1944-1947 LE P.C.F. AU GOUVERNEMENT

N° 2 : LE TROTSKISME CONTRE LA RÉVOLUTION
PROLÉTARIENNE

(5 F + 1,50 F pour le port)

Abonnement 1 an : 20 F

(étranger : écrire à Octobre)

Tout règlement et correspondance
doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Octobre

B.P. 34 Cédex 2

75061 Paris

C.C.P. La Source 33 999 29

N° de Commission paritaire 53947
Directrice de publication : Mireille Vallet
Imprimerie Guilloux - Lyon